

Lettres à mes amis

À propos de la crise sociale et
personnelle
dans le moment actuel

Silo

Éditions Références
Paris - 2004

Collection "Nouvel humanisme"
ISSN 1264-3157
Traduit de l'espagnol
Tous droits réservés
Copyright © Editions Références, 2004,
pour la traduction française de la présente édition
ISBN 2-910649-10-5

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	4
PREMIÈRE LETTRE À MES AMIS.....	9
LA SITUATION ACTUELLE.....	9
L'ALTERNATIVE D'UN MONDE MEILLEUR.....	10
L'ÉVOLUTION SOCIALE.....	10
LES FUTURES EXPÉRIMENTATIONS.....	11
LE CHANGEMENT ET LES RELATIONS ENTRE LES PERSONNES.....	11
CONTE POUR CEUX QUI ASPIRENT À DEVENIR DES CADRES SUPÉRIEURS.....	12
LE CHANGEMENT HUMAIN.....	13
DEUXIÈME LETTRE À MES AMIS.....	15
QUELQUES ATTITUDES FACE AU PROCESSUS DE CHANGEMENT ACTUEL.....	15
L'INDIVIDUALISME, LA FRAGMENTATION SOCIALE ET LA CONCENTRATION DU POUVOIR AUX MAINS DES MINORITÉS.....	16
CARACTÉRISTIQUES DE LA CRISE.....	17
LES FACTEURS POSITIFS DU CHANGEMENT.....	19
TROISIÈME LETTRE À MES AMIS.....	20
LE CHANGEMENT ET LA CRISE.....	20
DÉSORIENTATION.....	20
CRISE DANS LA VIE DES PERSONNES.....	20
NÉCESSITÉ DE DONNER UNE ORIENTATION À SA PROPRE VIE.....	20
DIRECTION ET CHANGEMENT DE SITUATION.....	20
LE COMPORTEMENT COHÉRENT.....	21
LES DEUX PROPOSITIONS.....	21
ATTEINDRE TOUTE LA SOCIÉTÉ À PARTIR DU MILIEU IMMÉDIAT.....	22
LE MILIEU DANS LEQUEL NOUS VIVONS.....	22
LA COHÉRENCE : UNE DIRECTION DE VIE.....	22
LA PROPORTION DES ACTIONS : UNE AVANCÉE VERS LA COHÉRENCE.....	23
L'OPPORTUNITÉ DES ACTIONS : UNE AVANCÉE VERS LA COHÉRENCE.....	23
L'ADAPTATION CROISSANTE : UNE AVANCÉE VERS LA COHÉRENCE.....	24
EN SYNTHÈSE.....	24
QUATRIÈME LETTRE À MES AMIS.....	26
POINT DE DÉPART DE NOS IDÉES.....	27
NATURE, INTENTION ET OUVERTURE DE L'ÊTRE HUMAIN.....	27
L'OUVERTURE SOCIALE ET HISTORIQUE DE L'ÊTRE HUMAIN.....	28
L'ACTION TRANSFORMATRICE DE L'ÊTRE HUMAIN.....	28
DÉPASSEMENT DE LA DOULEUR ET DE LA SOUFFRANCE EN TANT QUE PROJET VITAL DE BASE.....	29
IMAGE, CROYANCE, REGARD ET PAYSAGE.....	29
LES GÉNÉRATIONS ET LES MOMENTS HISTORIQUES.....	30
LA VIOLENCE, L'ÉTAT ET LA CONCENTRATION DU POUVOIR.....	31
LE PROCESSUS HUMAIN.....	32

CINQUIÈME LETTRE À MES AMIS.....	33
LA QUESTION LA PLUS IMPORTANTE: SAVOIR SI L'ON VEUT VIVRE ET DANS QUELLES CONDITIONS.....	33
LA LIBERTÉ HUMAINE, SOURCE DE TOUT SENS.....	34
L'INTENTION ORIENTE L'ACTION.....	34
QUE FERONS-NOUS DE NOTRE VIE ?.....	34
LES INTÉRÊTS IMMÉDIATS ET LA CONSCIENCE MORALE.....	35
LE SACRIFICE DES OBJECTIFS EN ÉCHANGE DE SUCCÈS CONJONCTURELS. QUELQUES DÉFAILLANCES HABITUELLES.....	36
LE RÈGNE DU SECONDAIRE.....	37
SIXIÈME LETTRE À MES AMIS.....	39
DOCUMENT DU MOUVEMENT HUMANISTE.....	39
I. LE CAPITAL MONDIAL.....	40
II. DÉMOCRATIE FORMELLE ET DÉMOCRATIE RÉELLE.....	41
III. LA POSITION HUMANISTE.....	42
IV. DE L'HUMANISME NAÏF À L'HUMANISME CONSCIENT.....	43
V. LE CHAMP ANTI-HUMANISTE.....	44
VI. LES FRONTS D'ACTION HUMANISTES.....	45
SEPTIÈME LETTRE À MES AMIS.....	46
CHAOS DESTRUCTIF OU RÉVOLUTION.....	46
DE QUELLE RÉVOLUTION PARLONS-NOUS ?.....	47
LES FRONTS D'ACTION DANS LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE.....	49
LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE ET SA DIRECTION.....	51
HUITIÈME LETTRE A MES AMIS.....	52
NÉCESSITÉ D'UNE REDÉFINITION DU RÔLE DES FORCES ARMÉES.....	52
PERMANENCE DES FACTEURS AGRESSIFS DANS L'ÉTAPE DE DÉTENTE.....	53
SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET RESTRUCTURATION MILITAIRE.....	53
RÉVISION DES CONCEPTS DE SOUVERAINETÉ ET DE SÉCURITÉ.....	53
LA LÉGALITÉ ET LES LIMITES DU POUVOIR EN PLACE.....	54
LA RESPONSABILITÉ MILITAIRE FACE AU POUVOIR POLITIQUE.....	55
RESTRUCTURATION MILITAIRE.....	56
LA POSITION MILITAIRE DANS LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE.....	57
CONSIDÉRATIONS À PROPOS DES ARMÉES ET DE LA RÉVOLUTION.....	58
NEUVIÈME LETTRE À MES AMIS.....	59
VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.....	59
LES DROITS DE L'HOMME, LA PAIX ET L'HUMANITARISME COMME PRÉTEXTES D'INTERVENTION.....	60
LES AUTRES DROITS DE L'HOMME.....	61
L'UNIVERSALITÉ DES DROITS DE L'HOMME ET LA THÈSE CULTURELLE.....	63
DIXIÈME LETTRE À MES AMIS.....	66
LA DÉSTRUCTURATION ET SES LIMITES.....	66
QUELQUES CHAMPS IMPORTANTS DANS LE PHÉNOMÈNE DE LA DÉSTRUCTURATION.....	68
L'ACTION PONCTUELLE.....	71

AVANT-PROPOS

Ces Lettres à mes amis, présentées aujourd'hui sous forme de livre, furent publiées séparément au fur et à mesure que l'auteur les produisait. Presque trois ans se sont écoulés, de la première, écrite le 21 février 1991, à la dixième et dernière, rédigée le 15 décembre 1993. Durant cette période, des transformations globales importantes se sont produites dans presque tous les champs de l'activité humaine. Si la vitesse du changement continue d'augmenter comme ce fut le cas pendant cette période, un lecteur des prochaines décennies comprendra difficilement le contexte mondial auquel l'auteur fait constamment référence et, par conséquent, il ne saisira pas la plupart des idées exprimées dans ces écrits. Aussi faudra-t-il recommander aux hypothétiques lecteurs du futur d'avoir à portée de main un historique des événements de 1991 à 1994 et leur suggérer d'essayer de comprendre globalement le développement économique et technologique de l'époque, les famines et les conflits, la publicité et la mode. Il faudra leur demander d'écouter la musique, de regarder l'architecture, l'urbanisme, l'entassement dans les mégapoles, les migrations, la décomposition écologique et le mode de vie de ce curieux moment historique. Surtout, il faudra les prier de faire un effort pour percer les chamailleries des faiseurs d'opinion - philosophes, sociologues et psychologues - de cette étape cruelle et stupide. S'il est évident que dans ces Lettres on parle d'un certain présent, elles furent rédigées, sans aucun doute, en regardant depuis le futur et je crois que c'est seulement dans ce futur qu'elles pourront être confirmées ou réfutées.

Dans cette œuvre, il n'y a pas de plan général mais plutôt une série d'exposés occasionnels (de circonstance) qui admettent une lecture non-linéaire. En voici un classement possible : A) Les trois premières lettres mettent l'accent sur les expériences vécues par l'individu dans une situation globale de jour en jour plus compliquée. B) Dans la quatrième lettre, la structure générale des idées servant de base à toutes les lettres est présentée. C) Dans les suivantes, la pensée politico-sociale de l'auteur est ébauchée. D) La dixième présente les grandes lignes de l'action de portée spécifique (ponctuelle) en tenant compte du processus mondial.

Je distinguerai ainsi quelques sujets traités dans l'œuvre. Première lettre. La situation que nous vivons. La désintégration des institutions et la crise de solidarité. Les nouveaux types de sensibilité et de comportement qui se profilent dans le monde d'aujourd'hui. Les critères d'action. Deuxième lettre. Les facteurs de changement du monde actuel et les attitudes habituelles face à ce changement. Troisième lettre. Caractéristiques du changement et de la crise en relation avec le milieu immédiat dans lequel nous vivons. Quatrième lettre. Fondement des opinions émises dans les Lettres sur les questions les plus générales de la vie humaine, sur ses nécessités et ses projets de base. Le monde naturel et social. La concentration du pouvoir, la violence et l'État. Cinquième lettre. La liberté humaine, l'intention et l'action. Le sens éthique de la pratique sociale et du militantisme, leurs défauts les plus courants. Sixième lettre. Exposé de l'ensemble des idées de l'Humanisme. Septième lettre. La révolution sociale. Huitième lettre. Les forces armées. Neuvième lettre. Les droits de l'homme. Dixième lettre. La déstructuration générale, ses limites minimales et maximales. L'application de la compréhension globale à l'action minimale concrète.

La quatrième lettre, d'une importance capitale pour la justification idéologique de toute l'œuvre, peut être approfondie à la lecture d'un autre travail de l'auteur, Contributions à la pensée - particulièrement grâce à l'essai intitulé Discussions historiologiques - et bien entendu, avec la conférence La crise de la civilisation et l'humanisme donnée à l'Académie d'Administration de Moscou le 18 juin 1992.

Dans la sixième lettre sont exposées les idées de l'humanisme contemporain. Le condensé des concepts de cet écrit rappelle certaines productions politiques et culturelles dont nous avons des exemples dans les « manifestes » du milieu du XIXe et XXe siècle, comme le Manifeste communiste et le Manifeste surréaliste. Le terme « Document » - au lieu de « Manifeste » - a été soigneusement choisi pour rester à distance du naturalisme exprimé dans le Humanist Manifest de 1933 inspiré par Dewey et du socio-libéralisme du Humanist Manifest II de 1974 souscrit par Sakharov et fortement imprégné de la pensée de Lamont. Si l'on note des coïncidences entre le Document et ce second manifeste à propos de la nécessité d'une planification économique et écologique qui ne détruise pas les libertés personnelles, les différences quant à la vision politique et à la conception de l'être humain sont radicales. Cette sixième lettre, extrêmement courte par rapport à la densité de questions qui y sont traitées, exige quelques considérations. L'auteur reconnaît les apports de différentes cultures à la trajectoire de l'humanisme, notamment ceux provenant des pensées juive, arabe et orientale. En ce sens, on ne peut enfermer le Document dans la tradition « cicéronienne » comme on l'a souvent fait avec les humanistes occidentaux. En reconnaissant « l'humanisme historique », l'auteur fait resurgir des thèmes déjà exprimés au XIIe siècle. Je me réfère aux poètes goliards qui, comme Hugues d'Orléans et Pierre de Blois, composèrent le célèbre *In terra sumus*, du Codex Buranus (ou manuscrit de Beuern, connu en latin en tant que *Carmina Burana*). Silo ne les cite pas directement mais il les paraphrase : « Voici la grande vérité universelle : l'argent est tout. L'argent est gouvernement, il est loi, il est pouvoir. Il est, fondamentalement, subsistance. Mais en plus, il est l'art, il est la philosophie et il est la religion. Rien ne se fait sans argent ; on ne peut rien sans argent. Il n'y a pas de relations personnelles sans argent. Il n'y a pas d'intimité sans argent et même la même le choix de la solitude dépend de l'argent. ». Comment ne pas reconnaître la réflexion de l'*In terra sumus* « l'Argent maintient l'abbé dans sa cellule prisonnier » quand on dit « ...et même le choix de la solitude dépend de l'argent ». Ou bien, « L'Argent est honoré, sans Argent nul n'est aimé », et ici : « Il n'y a pas de relations personnelles sans argent. Il n'y a pas d'intimité sans argent ». La généralisation du poète goliard : « L'Argent, c'est certain, rend l'idiot éloquent », apparaît dans la lettre sous la forme « Mais en plus il est l'art, la philosophie et la religion ». Et sur cette dernière, dans le poème il est dit : « L'Argent est adoré parce qu'il fait des miracles... il fait entendre les sourds et sauter les boiteux », etc. Dans ce poème du Codex Buranus, que Silo tient pour connu, les antécédents qui vont ensuite inspirer les humanistes du XVIe siècle et particulièrement Erasme et Rabelais, sont implicites.

La lettre que nous commentons présente l'ensemble des idées de l'humanisme contemporain, mais pour donner une idée plus complète de la question, citons quelques paragraphes exposés par l'auteur dans sa conférence *Vision actuelle de l'Humanisme* donnée à l'Université autonome de Madrid, le 16 avril 1993 : « ...On attribue communément deux significations au mot Humanisme. On parle d'Humanisme pour désigner toute tendance de pensée qui affirme la valeur et la dignité de l'être humain. Avec cette signification, on peut interpréter l'Humanisme de manières les plus diverses et contrastées. Au sens le plus strict, mais placé dans une perspective historique précise, le concept d'Humanisme fait référence à ce grand processus de transformation qui commença entre la fin du XIVe siècle et le début du XVe siècle et qui, le siècle suivant, domina la vie intellectuelle de l'Europe sous le nom de Renaissance. Il suffit de citer Erasme, Giordano Bruno, Galilée, Nicolas de Cuse, Thomas More, Jean Vives et Bouillé pour comprendre la diversité et l'ampleur de l'humanisme historique. Son influence se prolongea à tout le XVIIe siècle et à une grande partie du XVIIIe siècle, jusqu'aux révolutions qui ouvrirent les portes de l'Ere Contemporaine. Ce courant sembla s'éteindre

lentement jusqu'au milieu de notre siècle où il a de nouveau ouvert le débat chez les penseurs concernés par les questions sociales et politiques.

« Les aspects fondamentaux de l'humanisme historique furent approximativement les suivants : 1) la réaction contre le mode de vie et les valeurs du Moyen-Age. Ainsi commença une forte reconnaissance d'autres cultures, particulièrement de la culture gréco-romaine dans l'art, la science et la philosophie ; 2) la proposition d'une nouvelle image de l'être humain dont on exalte la personnalité et l'action transformatrice ; 3) une nouvelle attitude face à la nature, acceptée comme environnement de l'homme et non plus comme un sous-monde fait de tentations et de châtements ; 4) l'intérêt pour l'expérimentation et la recherche du monde environnant, montrant une tendance à chercher des explications naturelles, sans avoir besoin de référence surnaturelle. Ces quatre aspects de l'humanisme historique convergent vers un même objectif : faire surgir la confiance en l'être humain et sa créativité, et considérer le monde comme le royaume de l'homme, qu'il peut dominer par la connaissance des sciences. Depuis cette nouvelle perspective, on éprouve la nécessité de construire une nouvelle vision de l'univers et de l'histoire. De même, les nouvelles conceptions du mouvement humaniste amènent à la remise en cause de la question religieuse, tant dans ses structures dogmatiques et liturgiques qu'organisationnelles qui imprègnent les structures sociales du Moyen-Age. L'Humanisme, en rapport avec la modification des forces économiques et sociales de l'époque, représente une révolutionnarisation de plus en plus consciente et de plus en plus orientée vers la remise en question de l'ordre établi. Mais la Réforme dans les mondes allemand et anglo-saxon et la Contre-Réforme du monde latin, cherchent à freiner les nouvelles idées en réaffirmant de manière autoritaire la vision chrétienne traditionnelle. La crise passe de l'Eglise aux structures étatiques. Finalement, l'empire et la monarchie de droit divin sont éliminés grâce aux révolutions de la fin du XVIIIe siècle et du XIXe siècle. Mais après la Révolution Française et les guerres d'indépendance américaines, l'Humanisme a pratiquement disparu, continuant cependant à agir comme un tréfonds social chargé d'idéaux et d'aspirations et qui anime les transformations économiques, politiques et scientifiques. L'Humanisme a reculé face aux conceptions et aux pratiques qui se sont installées jusqu'à la fin du Colonialisme, à la Seconde Guerre mondiale et à l'alignement bilatéral de la planète. Dans cette situation s'ouvre à nouveau le débat sur la signification de l'être humain et de la nature, sur la justification des structures économiques et politiques, sur l'orientation de la science et de la technologie et, en général, sur la direction des événements historiques. Ce sont les philosophes de l'Existence qui donnent les premiers signaux : Heidegger, pour disqualifier l'Humanisme comme une métaphysique de plus (dans sa Lettre sur l'Humanisme) ; Sartre, pour le défendre (dans sa conférence L'Existentialisme est un Humanisme) ; Lypen, pour en préciser le cadre théorique (dans La Phénoménologie est un Humanisme). D'un autre côté, Althusser, qui manifeste une position antihumaniste (dans Pour Marx) et Maritain, qui s'approprie son antithèse depuis le Christianisme (dans son Humanisme Intégral), font quelques efforts méritoires.

« L'Humanisme, après ce long chemin parcouru et les dernières discussions dans le champ des idées, doit nécessairement définir sa position actuelle, non seulement comme conception théorique mais aussi comme activité et pratique sociale. L'état de la question humaniste doit se situer aujourd'hui en référence aux conditions vécues par l'être humain, conditions qui ne sont pas abstraites.

« Par conséquent, il n'est pas légitime de faire dériver l'Humanisme d'une théorie sur la Nature, ou d'une théorie sur l'Histoire, ou d'une foi en Dieu. La condition humaine est telle que la rencontre immédiate avec la douleur et avec la nécessité de la dépasser sont inévitables. Une telle condition, commune à tant d'autres espèces, trouve dans l'espèce humaine la nécessité supplémentaire de prévoir,

dans le futur, comment surpasser la douleur et parvenir au plaisir. Sa prévision du futur s'appuie sur l'expérience passée et sur l'intention d'améliorer sa situation actuelle. Son travail, accumulé en productions sociales, passe et se transforme de génération en génération, en lutte continuelle pour dépasser les conditions naturelles et sociales dans lesquelles elle vit. Pour cela, l'Humanisme définit l'être humain comme être historique ayant un mode d'action sociale capable de transformer le monde et sa propre nature. Ce point est d'une importance capitale car, en l'acceptant, on ne peut plus affirmer ensuite ni un droit naturel, ni une propriété naturelle, ni des institutions naturelles ni, enfin, un type d'être humain à venir qui soit identique à celui d'aujourd'hui, comme s'il avait été déterminé pour toujours. Le vieux débat de la relation de l'homme à la Nature, recouvre une nouvelle importance. En le reprenant, nous découvrons ce grand paradoxe : l'être humain apparaît sans fixité, sans nature ; en même temps, nous remarquons en lui une constante : son historicité. De ce fait, en étirant les termes, on peut dire que la nature de l'homme est son histoire, son histoire sociale. Par conséquent, chaque être humain qui naît n'est pas un premier exemplaire doté génétiquement pour répondre à son milieu, mais un être historique qui développe son expérience personnelle dans un paysage social, dans un paysage humain.

« Aussi, dans ce monde social, l'intention commune de dépasser la douleur est niée par l'intention d'autres êtres humains. Nous disons que des hommes naturalisent d'autres hommes en niant leur intention, en les transformant en objet usuel. Ainsi, la tragédie d'être soumis à des conditions physiques naturelles pousse le travail social et la science vers de nouvelles réalisations qui dépassent les dites conditions ; la tragédie d'être soumis à des conditions sociales d'inégalité et d'injustice pousse l'être humain à la révolte contre cette situation où apparaît, non le jeu de forces aveugles mais le jeu d'autres intentions humaines. Ces intentions humaines, qui établissent une discrimination entre les uns et les autres, sont mises en question dans un champ très différent de celui de la tragédie naturelle, dans laquelle n'existe pas d'intention. C'est pour cela qu'existe toujours en toute discrimination un monstrueux effort pour établir que les différences entre les êtres humains sont dues à la nature, physique ou sociale, qui établit son rapport de forces sans qu'intervienne l'intention. Des différences raciales, sexuelles et économiques seront faites en les justifiant par des lois génétiques ou des lois de marché, mais dans tous les cas on devra agir par distorsion, fausseté et mauvaise foi. Les deux idées de base exposées antérieurement : en premier lieu celle de la condition humaine soumise à la douleur et son désir de la dépasser et, en second lieu, la définition de l'être humain historique et social, sont le centre de l'interrogation des humanistes d'aujourd'hui.

« Dans le Document constitutif du Mouvement Humaniste, on déclare qu'on passera de la préhistoire à la véritable histoire humaine dès qu'on éliminera la violente appropriation animale de certains êtres humains par d'autres. En attendant, on ne pourra partir d'une autre valeur centrale que de celle de l'être humain, entier dans ses réalisations et dans sa liberté. La proclamation : « Rien au-dessus de l'être humain et aucun être humain en dessous d'un autre » synthétise tout cela. Si on pose comme valeur centrale : Dieu, l'État, l'Argent ou toute autre entité, on subordonne l'être humain en créant des conditions pour son contrôle et son sacrifice ultérieurs. Pour les humanistes, ce point est évident. Les humanistes sont athées ou croyants, mais ne partent pas de leur athéisme ou de leur foi pour fonder leur vision du monde et leur action. Ils partent de l'être humain et de ses nécessités immédiates. Les humanistes posons le problème de fond : savoir si l'on veut vivre, et décider dans quelles conditions.

Toutes les formes de violence, physique, économique, raciale, religieuse, sexuelle et idéologique par lesquelles le progrès humain a été entravé, répugnent aux

humanistes. Toute forme de discrimination, manifeste ou larvée, constitue pour les humanistes un motif de dénonciation.

« Ainsi est tracée la ligne de séparation entre l'Humanisme et l'Antihumanisme. L'Humanisme met en avant la question du travail face au grand capital ; la question de la démocratie réelle face à la démocratie formelle ; la question de la décentralisation face à la centralisation ; la question de l'anti-discrimination face à la discrimination ; la question de la liberté face à l'oppression ; la question du sens de la vie face à la résignation, la complicité et l'absurde. Parce que l'Humanisme croit à la liberté de choix, il possède une éthique valable ; parce qu'il croit à l'intention, il fait la distinction entre l'erreur et la mauvaise foi. De cette façon, les humanistes fixent leurs positions. Nous ne nous sentons pas issus du néant, mais tributaires d'un long processus et d'un effort collectif. Nous nous engageons dans le moment actuel et nous proposons une longue lutte vers le futur. Nous affirmons la diversité, en franche opposition à l'embrigadement qui, jusqu'ici, a été imposé et appuyé par des explications telles que : la diversité met les éléments d'un système dans un rapport dialectique, de sorte qu'en respectant toutes les particularités, on laisse le champ libre aux forces centrifuges et désintégratrices. Nous, les humanistes, pensons le contraire et soulignons, précisément en ce moment même, que soumettre la diversité mène à l'explosion des structures rigides. C'est pourquoi, nous mettons l'accent sur la direction convergente, sur l'intention convergente et nous nous opposons à l'idée et à la pratique de l'élimination de prétendues conditions dialectiques dans un contexte donné ». Là s'arrête la citation de la conférence de Silo.

La dixième et dernière lettre fixe les limites de la déstructuration et note trois champs parmi tant d'autres possibles, dans lesquels ce phénomène prend une importance particulière : les champs politique, religieux et générationnel, en prévenant du surgissement de néo-irrationalismes fascistes, autoritaires et violents. Pour illustrer le thème de la compréhension globale et de l'application de l'action sur le point minimum - le « milieu immédiat » - l'auteur fait ce changement d'échelle phénoménal, dans lequel nous rencontrons le « voisin », le compagnon de travail, l'ami... La proposition est claire : tout militant doit oublier le mirage du pouvoir politique supra structurel, parce que ce pouvoir est blessé mortellement entre les mains de la déstructuration. Dans le futur, le Président, le Premier Ministre, le Sénateur, le Député n'auront aucun poids. Les partis politiques, les syndicats et les corporations s'éloigneront peu à peu de leurs bases humaines. L'État subira mille transformations et seuls les grandes corporations et le capital financier international concentreront progressivement la capacité décisionnelle mondiale, jusqu'à ce que survienne l'effondrement du para-État. Que vaudrait un militantisme qui essaierait d'occuper les coquilles vides de la démocratie formelle ? En définitive, l'action doit être mise en place dans le milieu le plus immédiat ; de là uniquement, doit se construire la représentativité réelle, fondée sur le conflit concret. Mais les problèmes existentiels de la base sociale ne s'expriment pas exclusivement en tant que difficultés économiques et politiques ; par conséquent un parti qui porte en avant les idées humanistes et qui occupe des espaces parlementaires en tant qu'instruments a une signification institutionnelle, mais ne peut donner de réponse aux nécessités des gens. Le nouveau pouvoir se construira à partir de la base sociale, sous forme d'un Mouvement ample, décentralisé et fédératif. La question que doit se poser tout militant n'est pas « qui sera Premier Ministre ou Député ? », mais plutôt « comment formerons-nous nos centres de communication directe et nos réseaux de conseils de voisinage ? Comment ferons-nous pour permettre la participation de toutes les micro-organisations par lesquelles pourront s'exprimer le travail, le sport, l'art, la culture et la religiosité populaire ? ». Ce Mouvement ne peut être pensé en termes politiques formels, mais en termes de diversité convergente. On ne peut pas non plus concevoir la croissance de ce Mouvement dans le cadre d'une progression

graduelle qui gagne de l'espace et des couches sociales. Il doit se projeter en terme "d'effet de démonstration", typique d'une société planétaire interconnectée apte à reproduire et à adapter le succès d'un modèle à des collectivités éloignées et différentes. Cette dernière lettre, en somme, ébauche un type d'organisation minimale et une stratégie d'action en accord avec la situation actuelle.

Je me suis uniquement arrêté sur les lettres quatre, six et dix. Je crois qu'elles exigeaient, à la différence des autres, quelques recommandations, des citations et un commentaire complémentaire.

J. Valinsky

PREMIÈRE LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Depuis longtemps, je reçois une correspondance de différents pays me demandant d'expliquer ou de développer les thèmes de mes livres. En général, on me réclame des éclaircissements sur des sujets aussi concrets que la violence, la politique, l'économie, l'écologie, les relations sociales et interpersonnelles. Comme on peut le constater, les inquiétudes sont nombreuses et variées et il est évident que dans tous ces domaines, c'est aux spécialistes d'apporter des réponses, ce qui, bien sûr, n'est pas mon cas.

Dans la mesure du possible, je tenterai de ne pas répéter ce que j'ai écrit par ailleurs. J'espère pouvoir esquisser en peu de lignes la situation générale dans laquelle nous vivons et les tendances les plus immédiates qui se profilent. En d'autres temps, le fil conducteur d'une telle description aurait été une certaine idée du "malaise de la culture" ; mais aujourd'hui, en revanche, nous parlerons de la transformation rapide qui est en train de se produire dans les économies, les mœurs, les idéologies et les croyances, suivant de près une désorientation certaine qui semble asphyxier les individus et les peuples.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais faire deux remarques : l'une sur ce monde qui n'est plus, et qui semble être considéré dans ce texte avec une certaine nostalgie, l'autre concernant le mode d'expression où l'on pourrait voir une totale absence de nuances, en présentant les choses avec un simplisme qui, en réalité, n'est pas énoncé de cette façon par ceux que nous critiquons. Je dirai que nous, qui croyons en l'évolution humaine, ne sommes pas déprimés par les changements ; nous désirons plutôt que l'accélération des événements augmente, tandis que nous essayons de nous adapter de façon croissante aux temps nouveaux. Quant à la façon de commenter l'argumentation des défenseurs du "nouvel ordre", je peux dire qu'en parlant d'eux, les accords harmonieux de ces deux fictions littéraires diamétrales n'ont pas cessé de résonner en moi : 1984 d'Orwell et Le meilleur des mondes de Huxley. Ces écrivains magnifiques prédirent un monde futur dans lequel, par la violence ou la persuasion, l'être humain finissait submergé et robotisé. Je crois que dans leur roman, tous deux attribuèrent trop d'intelligence aux "mauvais" et trop de stupidité aux "bons", mais peut-être par un pessimisme de fond qu'il n'y a pas lieu d'interpréter ici. Les "mauvais" d'aujourd'hui sont des personnes qui ont beaucoup de problèmes et une grande avidité, mais elles sont, dans tous les cas, incompetentes pour orienter des processus historiques qui, de toute évidence, échappent à leur volonté et à leur capacité de planification. En général, il s'agit de gens peu studieux et les techniciens à leur service disposent de moyens partiels et pathétiquement insuffisants.

Aussi, je vous demanderais de ne pas prendre trop au sérieux certains paragraphes où nous nous sommes, en réalité, amusés à mettre dans leur bouche des mots qu'ils ne disent pas, bien que leurs intentions aillent dans cette direction. Je crois que nous devons considérer ces choses hors de toute solennité (caractéristique de l'époque qui meurt) et les relater plutôt avec la bonne humeur et l'esprit blagueur qui siéent aux lettres échangées entre de véritables amis.

La situation actuelle

Depuis le commencement de son histoire, l'humanité évolue en travaillant pour parvenir à une vie meilleure. Malgré les progrès, on utilise aujourd'hui le pouvoir ainsi que la force économique et technologique pour assassiner, appauvrir et

opprimer dans de vastes régions du monde, détruisant, en outre, l'avenir des nouvelles générations et l'équilibre général de la vie sur la planète. Un faible pourcentage de l'humanité possède de grandes richesses, alors que la majorité souffre de grandes privations. En certains lieux, on trouve du travail et une rémunération suffisante, mais ailleurs, la situation est désastreuse. Partout, les populations les plus défavorisées souffrent horriblement pour ne pas mourir de faim. Aujourd'hui, par le simple fait de naître au sein d'un milieu social, tout être humain a besoin, au minimum, d'une nourriture appropriée, d'hygiène, d'un logement, d'une éducation, de vêtements, de services... et à partir d'un certain âge, il a besoin d'assurer son futur pour le temps qu'il lui reste à vivre. Légitimement, les gens aspirent à cela pour eux-mêmes et pour leurs enfants, avec l'ambition que ces derniers puissent vivre mieux. Cependant, aujourd'hui, ces aspirations de milliards de personnes ne sont pas satisfaites.

L'alternative d'un monde meilleur

Pour tenter d'atténuer les problèmes dont nous venons de parler, différentes expériences économiques ont été mises en place, aboutissant à des résultats disparates. Actuellement, on tend à appliquer un système dans lequel de prétendues lois de marché réguleront automatiquement le progrès social, surmontant ainsi le désastre produit par les économies dirigistes précédentes. Selon ce schéma, les guerres, la violence, l'oppression, l'inégalité, la pauvreté et l'ignorance reculeront sans qu'il y ait de soubresauts majeurs. Les pays s'intégreront à l'intérieur de marchés régionaux jusqu'à arriver à une société mondiale sans aucun type de barrières. De même que les couches les plus pauvres des régions développées élèveront leur niveau de vie, les régions les moins avancées recevront l'influence du progrès. Les majorités s'adapteront au nouveau schéma que des techniciens qualifiés ou des hommes d'affaires seront en condition de mettre en marche. Si quelque chose ne fonctionne pas, ce ne sera pas à cause des lois économiques naturelles, mais à cause de la défaillance de ces spécialistes, qui seront remplacés chaque fois qu'il sera nécessaire, comme cela arrive dans les entreprises. D'autre part, dans cette société "libre", ce sera le public qui décidera démocratiquement entre différentes options d'un même système.

L'évolution sociale

Étant donné la situation actuelle et l'alternative qui se présente pour parvenir à un monde meilleur, il est bon de réfléchir brièvement sur cette possibilité. En effet, on a déjà procédé à de nombreux essais en matière d'économie qui ont débouché sur des résultats disparates, et face à cela, on nous dit que la nouvelle expérimentation est l'unique solution aux problèmes fondamentaux. Cependant, nous ne parvenons pas à comprendre certains aspects de cette proposition.

En premier lieu apparaît le thème des lois économiques. Il semblerait qu'il existe certains mécanismes qui, tout comme dans la nature, en jouant librement, réguleraient l'évolution sociale. Nous avons quelques difficultés à accepter que n'importe quel processus humain, et en particulier le processus économique, soit du même ordre que les phénomènes naturels. Nous croyons, au contraire, que les activités humaines sont non-naturelles, qu'elles sont intentionnelles, sociales et historiques ; phénomènes qui n'existent ni dans la nature en général, ni dans les espèces animales. S'agissant donc d'intentions et d'intérêts, nous n'avons aucune raison de supposer que les groupes qui détiennent le bien-être soient préoccupés de surmonter les difficultés des autres groupes moins favorisés.

En second lieu, on nous donne l'explication suivante : il y a toujours eu de grandes différences économiques entre un petit nombre et les majorités, et pour autant

cela n'a pas empêché les sociétés de progresser ; cette explication nous paraît insuffisante. L'histoire nous enseigne que les peuples ont avancé en réclamant leurs droits face aux pouvoirs établis. Le progrès social ne s'est pas produit parce que la richesse accumulée par un groupe a ensuite débordé automatiquement "vers le bas".

En troisième lieu, il nous paraît abusif de présenter comme modèles certains pays qui ont aujourd'hui un bon niveau de vie, grâce à cette prétendue économie libérale. Ces pays ont mené des guerres d'expansion contre d'autres pays ; ils ont imposé le colonialisme, le néo-colonialisme ainsi que la division de nations et de régions ; ils ont amassé par la discrimination et la violence, et finalement, ont absorbé une main-d'œuvre bon marché tandis qu'ils imposaient des termes d'échange défavorables aux économies plus faibles. On pourra argumenter que de tels procédés étaient vus comme de "bonnes affaires". Mais si on affirme cela, on ne pourra alors soutenir que le développement en question soit indépendant d'un type particulier de relations avec d'autres peuples.

En quatrième lieu, on nous parle du progrès scientifique et technique et du développement de l'initiative dans une économie "libre". Il faut savoir que ce progrès scientifique et technique opère depuis que l'homme a inventé la massue, le levier, le feu, etc., et ce, dans une accumulation historique qui ne semble pas s'être beaucoup occupée des lois du marché. Si, en revanche, on veut dire que les économies d'abondance attirent les talents, qu'elles paient l'équipement et la recherche, et qu'enfin elles motivent par une meilleure rémunération, nous dirons qu'il en est ainsi depuis des millénaires et que ce n'est pas dû, non plus, à un type d'économie particulière, mais tout simplement que dans ce pays existent des ressources suffisantes, indépendamment de l'origine d'un tel potentiel économique.

En cinquième lieu, il reste la démarche qui consiste à expliquer le progrès de ces communautés par l'intangible "don" naturel que l'on trouve dans les talents particuliers, les vertus civiques, l'application au travail, l'organisation et autres choses similaires. Cela n'est déjà plus un argument mais une pieuse déclaration dans laquelle est escamotée la réalité sociale et historique qui explique comment ces peuples se sont formés.

Bien sûr, nous sommes très ignorants pour comprendre comment, avec de tels antécédents historiques, on pourrait soutenir ce schéma dans le futur immédiat ; mais cela fait partie d'une autre discussion, à savoir si cette économie de libre échange existe réellement, ou s'il s'agit de protectionnismes et de dirigismes camouflés qui, subitement, ouvrent certaines valves là où ils sentent qu'ils dominent la situation et en ferment d'autres dans le cas contraire. S'il en est ainsi, tout ce qu'on pourrait ajouter comme étant une promesse de progrès ne sera dû qu'à l'explosion et à la diffusion de la science et de la technologie, indépendamment de l'automatisme supposé des lois économiques.

Les futures expérimentations

Comme par le passé, quand ce sera nécessaire, le schéma en vigueur sera remplacé par un autre qui "corriger" les défauts du modèle antérieur. De cette façon, et pas à pas, la richesse continuera à se concentrer entre les mains d'une minorité de plus en plus puissante. Il est clair que ni l'évolution ni les aspirations légitimes des peuples ne s'arrêteront. C'est ainsi que, bientôt, seront balayées les dernières naïvetés qui assurent la fin des idéologies, des confrontations, des guerres, des crises économiques et des débordements sociaux. Dès lors, les solutions autant que les conflits se mondialiseront parce qu'il n'y aura plus de points non connectés entre eux. Une chose est sûre : les schémas actuels de

domination ne pourront se maintenir, pas plus que les formes de lutte qui étaient en vigueur jusqu'à présent.

Le changement et les relations entre les personnes

Aussi bien la régionalisation des marchés que les revendications d'un point géographique et celles des ethnies visent à la désintégration de l'État national. L'explosion démographique dans les régions pauvres rend la migration à peine contrôlable. La grande famille paysanne se désagrège et pousse la jeune génération vers les entassements des villes. La famille urbaine industrielle et post-industrielle se réduit au minimum, tandis que les mégapoles absorbent des contingents humains formés dans d'autres paysages culturels. Les crises économiques et les reconversions des modèles de production déclenchent une nouvelle irruption de la discrimination. Pendant ce temps, l'accélération technologique et la production massive rendent les produits obsolètes dès qu'ils entrent dans le circuit de consommation. Au remplacement d'objets correspond l'instabilité et le déplacement des relations humaines. L'ancienne solidarité, héritière de ce qui, à un certain moment, s'est appelé "fraternité", a fini par perdre son sens. Les compagnons de travail, d'étude, de sport et les amis d'antan adoptent des attitudes de concurrents. Dans le couple, chacun lutte pour la domination et calcule, dès le début de la relation, quel sera son quota de bénéfices si le couple reste uni ou quelle sera sa part s'il se sépare. Jamais auparavant le monde n'a été autant inter-connecté, et cependant les individus souffrent chaque jour davantage d'une incommunication angoissante. Jamais les centres urbains n'ont été plus peuplés, et cependant les gens parlent de "solitude". Jamais les gens n'ont eu autant besoin de chaleur humaine, et cependant, dans tout rapprochement vers l'autre, l'amabilité et l'aide sont suspectes. Voilà dans quel état ils ont laissé nos pauvres gens : en faisant croire à tout malheureux qu'il a quelque chose d'important à perdre, et que ce "quelque chose" d'éthéré, est convoité par tout le restant de l'humanité ! Dans ces conditions, on peut lui raconter l'histoire qui suit, comme s'il s'agissait de la plus authentique réalité...

Conte pour ceux qui aspirent à devenir des cadres supérieurs

La société mise en place actuellement, apportera finalement l'abondance. En plus des grands bénéfices objectifs, une libération subjective de l'humanité se produira. L'ancienne solidarité, propre à la pauvreté, ne sera pas nécessaire. Il est déjà largement admis qu'avec l'argent, ou quelque chose d'équivalent, presque tous les problèmes seront résolus ; par conséquent les efforts, les pensées et les rêves seront lancés dans cette direction. Avec l'argent, on achètera de la nourriture de qualité, un beau logement, des voyages, des loisirs, des jouets de haute technologie et des personnes à qui l'on fera faire ce que l'on voudra. Il y aura un amour performant, un art performant et des psychologues performants pour régler les problèmes personnels qui pourraient persister, et que finiront par résoudre plus tard la nouvelle chimie cérébrale et le génie génétique.

Dans cette société d'abondance, le suicide, l'alcoolisme, la drogue, l'insécurité urbaine et la délinquance diminueront, comme le montrent aujourd'hui les pays les plus développés sur le plan économique (?). De plus, la discrimination disparaîtra et la communication entre les personnes augmentera. Les gens ne seront plus incités à penser inutilement au sens de la vie, à la solitude, à la maladie, à la vieillesse et à la mort car, avec des cours adaptés et un peu d'aide thérapeutique, on parviendra à bloquer ces réflexes qui ont tant freiné le rendement et l'efficacité des sociétés. Tout le monde aura confiance en tout le monde puisque la concurrence dans le travail, dans les études et dans le couple finira par établir des relations matures. Finalement, les idéologies auront disparu et on ne les utilisera

plus pour laver le cerveau des gens. Bien sûr, on n'empêchera personne de protester ou de montrer son désaccord sur des questions mineures, à condition de payer, pour s'exprimer, les canaux adéquats de communication. Sans confondre liberté avec libertinage, les citoyens se réuniront par petits groupes (pour des raisons sanitaires) et pourront s'exprimer dans des lieux ouverts (sans perturber par des bruits polluants ou par une publicité qui enlaidirait la "commune" ou tout autre nom qui lui sera donné à l'avenir).

Mais le plus extraordinaire se produira quand on n'aura plus besoin du contrôle policier car chaque citoyen sera une personne décidée, protégeant les autres des mensonges qu'un terroriste idéologique pourrait leur inculquer. Ces défenseurs auront une telle responsabilité sociale, qu'ils se précipiteront vers les moyens de communication où ils trouveront un accueil immédiat, pour alerter la population ; ils écriront de brillantes études qui seront aussitôt publiées ; ils organiseront des forums dans lesquels des faiseurs d'opinion très cultivés, éclairciront toute personne non avertie et qui pourrait être encore à la merci des forces obscures du dirigisme économique, de l'autoritarisme, de l'anti-démocratie et du fanatisme religieux. Il ne sera même pas nécessaire de poursuivre les perturbateurs car, avec un système de diffusion aussi performant, personne ne voudra s'approcher d'eux, pour ne pas être contaminé. Dans le pire des cas, on les "déprogrammera" avec efficacité, et ils remercieront publiquement pour leur réinsertion et pour les bénéfices obtenus en reconnaissant les bienfaits de la liberté. Pour leur part, ces défenseurs zélés, s'ils ne sont pas spécialement envoyés pour accomplir cette importante mission, seront des gens ordinaires qui pourront ainsi sortir de l'anonymat, être reconnus socialement pour leur qualité morale, signer des autographes et, dans la logique des choses, recevoir une rétribution méritée.

L'entreprise sera la grande famille qui favorisera la formation, les relations et les distractions. La robotique aura supplanté l'effort physique d'autrefois, et travailler chez soi pour l'entreprise sera une véritable réalisation personnelle.

Ainsi, la société n'aura pas besoin d'organisation, hormis celles de la compagnie. L'être humain, qui a tant lutté pour son bien-être, aura finalement atteint les cieux. Sautant de planète en planète, il aura découvert le bonheur. Installé là, il sera un jeune compétiteur, séducteur, consommateur, triomphateur et pragmatique (surtout pragmatique)... cadre supérieur de la compagnie !

Le changement humain

Le monde change à grande vitesse et de nombreuses choses auxquelles jusque-là on croyait encore aveuglément, ne sont plus soutenables. L'accélération génère instabilité et désorientation dans toutes les sociétés, qu'elles soient pauvres ou opulentes. Dans ce changement de situation, les dirigeants traditionnels et leurs "faiseurs d'opinion", tout comme les combattants politiques et sociaux d'autrefois, ont cessé d'être une référence pour les gens. Cependant, une sensibilité est en train de naître correspondant aux temps nouveaux. C'est une sensibilité qui capte le monde comme une globalité et qui signale que les difficultés des gens, où qu'ils soient, finissent par en impliquer d'autres, même s'ils se trouvent très loin d'eux. Les communications, l'échange de biens et le déplacement rapide de grands contingents humains d'un point à un autre, mettent ce processus de mondialisation croissante en évidence. De nouveaux critères d'action surgissent aussi, lorsqu'on comprend la globalité de nombreux problèmes, en prenant conscience que la tâche de ceux qui veulent un monde meilleur sera effective si on la développe à partir du milieu dans lequel on a une certaine influence. À la différence d'autres époques pleines de phrases creuses, avec lesquelles on cherchait la reconnaissance extérieure, aujourd'hui on commence à valoriser le travail humble et senti, à travers lequel on ne prétend pas faire grandir sa propre image mais se changer soi-

même et aider son entourage familial, professionnel et amical à le faire également. Ceux qui aiment réellement les gens ne méprisent pas cette tâche sans bruit, incompréhensible en revanche pour n'importe quel opportuniste formé dans l'ancien paysage des leaders et de la masse, paysage dans lequel il a appris à utiliser les autres pour se propulser vers le sommet social. Quand quelqu'un vérifie que l'individualisme schizophrénique n'a plus d'issue et qu'il communique ouvertement à tous ceux qu'il connaît ce qu'il pense et ce qu'il fait, sans la peur ridicule de n'être pas compris ; quand il s'approche des autres ; quand il s'intéresse à chacun et non à une masse anonyme ; quand il favorise l'échange d'idées et la réalisation de travaux communs ; quand il expose clairement la nécessité de multiplier cette tâche de rétablir des liens dans un tissu social détruit par d'autres ; quand il sent que même la personne la plus "insignifiante" a une qualité humaine supérieure à n'importe quel scélérat placé au sommet de la conjoncture... quand arrive tout cela, c'est qu'à l'intérieur de cette personne commence à parler de nouveau le destin qui a fait bouger les peuples dans leur meilleure direction évolutive. Ce destin, tant de fois dévié et tant de fois oublié, mais toujours retrouvé dans les tournants de l'histoire. Non seulement on devine une sensibilité nouvelle et une nouvelle façon d'agir, mais en plus une nouvelle attitude morale et une nouvelle disposition tactique face à la vie. Si on me demandait de préciser ce qui vient d'être énoncé, je dirais, bien que ceci ait été répété depuis trois millénaires, que les gens expérimentent aujourd'hui, d'une façon nouvelle, la nécessité et la vérité morale, de traiter les autres comme eux-mêmes voudraient être traités. J'ajouterais, y voyant presque des lois générales de comportement, qu'aujourd'hui on aspire à :

1. une certaine proportion, essayant d'ordonner les choses importantes de la vie et de les mener ensemble, pour éviter que certaines prennent de l'avance et d'autres un retard excessif ;
2. une certaine adaptation croissante, agissant en faveur de l'évolution (et non pas simplement en fonction de la conjoncture immédiate) et faisant le vide face aux différentes formes d'involution humaine ;
3. une certaine opportunité, consistant à reculer face à une grande force (et non face à n'importe quel inconvénient) et à avancer quand celle-ci s'affaiblit ;
4. une certaine cohérence, accumulant les actions qui donnent la sensation d'unité et d'accord avec soi-même, rejetant celles qui produisent de la contradiction et que l'on enregistre comme désaccord entre ce que l'on pense, ce que l'on sent et ce que l'on fait.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'expliquer ici pourquoi je dis que l'on « ressent la nécessité et la vérité morale de traiter les autres comme on voudrait être traité », face à l'objection selon laquelle on n'agit pas ainsi actuellement. Je ne crois pas non plus qu'il soit nécessaire de m'étendre dans des explications sur ce que j'entends par "évolution" ou par "adaptation croissante", et non pas simplement d'adaptation permanente. Quant aux paramètres concernant le fait de reculer ou d'avancer face à de grandes forces, ou à des forces en déclin, sans aucun doute faudra-t-il compter sur des indicateurs ajustés, que je n'ai pas mentionnés. Enfin, le fait d'accumuler des actions unitives face aux situations contradictoires immédiates que nous vivons, ou encore, de rejeter la contradiction, apparaît sous tous les angles comme une difficulté. Ceci est certain, mais si on relit ce qui est dit plus haut, on verra que j'ai mentionné toutes ces choses dans le contexte d'un type de comportement auquel aujourd'hui on commence à aspirer, comportement très différent de celui prôné à d'autres époques.

J'ai essayé de souligner certaines caractéristiques particulières qui se présentent et qui correspondent à une sensibilité nouvelle, à une nouvelle forme d'action interpersonnelle, et à un nouveau type de comportement personnel, lesquels, me semble-t-il, vont au-delà de la simple critique de situation. Nous savons que la critique est toujours nécessaire, mais combien plus nécessaire est de faire quelque chose de différent de ce que nous critiquons !

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

21 février 1991

DEUXIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Dans la lettre précédente, j'ai fait référence à la situation que nous vivons et à certaines tendances que les événements révèlent. J'en ai profité pour contester certaines propositions que les défenseurs de l'économie de marché nous présentent comme s'il s'agissait de conditions inéluctables à tout progrès social. J'ai également mis en évidence la détérioration croissante de la solidarité et la crise de références que l'on constate aujourd'hui. Enfin, j'ai esquissé certaines caractéristiques positives que l'on commence à observer dans ce que j'ai appelé : « une nouvelle sensibilité, une nouvelle attitude morale et une nouvelle disposition tactique face à la vie ».

Certains correspondants ont exprimé leur désaccord sur le ton de ma lettre ; selon eux, on n'ironise pas sur des thèmes aussi graves. Mais ne dramatisons pas ! Il y a une telle inconsistance dans le système d'argumentation apporté par l'idéologie du néolibéralisme, de l'économie sociale de marché et du nouvel ordre mondial qu'il n'y a même pas à froncer les sourcils. Je veux dire par là que cette idéologie est morte dans ses fondements depuis bien longtemps et que, bientôt, surviendra la crise concrète, de surface, la seule que perçoivent finalement ceux qui confondent signification et expression, contenu et forme, processus et conjoncture. De même que les idéologies du fascisme et du socialisme réel étaient mortes bien avant que leur écroulement ne se produise concrètement, le désastre du système actuel ne surprendra les bien-pensants que plus tard. N'est-ce pas carrément ridicule ? C'est comme si l'on revoyait plusieurs fois le même mauvais film. Après l'avoir vu et revu, nous passons notre temps à scruter les décors, les parures des acteurs et les effets spéciaux, tandis qu'à nos côtés, une dame est émue par ce qu'elle voit pour la première fois et qui, pour elle, est la réalité même. Ainsi, à ma décharge, je dis que j'ai plaisanté, non sur l'énorme tragédie que représente ce système imposé, mais plutôt sur ses monstrueuses prétentions, sur son issue grotesque, issue dont nous avons été témoins dans beaucoup de cas précédents.

J'ai également reçu des lettres me demandant de définir plus précisément les attitudes qu'il faudrait adopter face au processus de changement actuel. Face à cette demande, je crois qu'il serait préférable d'essayer de comprendre les positions que prennent les différents groupes et les personnes isolées avant de faire une quelconque recommandation. Je me contenterai donc de présenter les positions les plus courantes en donnant mon avis sur les cas me semblant les plus intéressants.

Quelques attitudes face au processus de changement actuel

Au cours du lent progrès de l'humanité, des facteurs se sont accumulés jusqu'au moment actuel, moment dans lequel la rapidité du changement technologique et économique ne coïncide pas avec la rapidité du changement dans les structures sociales et dans le comportement humain. Ce déphasage a tendance à s'accroître et à engendrer toujours plus de crises. On peut envisager ce problème sous différents angles. Certains supposent que ce décalage se régulera automatiquement et recommandent donc de ne pas essayer d'orienter ce processus, ce qui d'ailleurs serait impossible. Il s'agit d'une thèse mécaniste optimiste. D'autres supposent qu'on se dirige vers une explosion irrémédiable. C'est le cas des positions mécanistes pessimistes. Apparaissent aussi des courants moraux qui prétendent mettre fin au changement et, dans la mesure du possible, revenir à des sources supposées réconfortantes. Ils représentent une attitude anti-

historique. Mais les cyniques, les stoïques et les épicuriens contemporains commencent aussi à faire entendre leur voix. Les uns en niant l'importance et le sens de toute action ; les autres en affrontant les faits avec fermeté, même si à la fin, tout tourne mal. Enfin, il y a ceux qui essaient de tirer profit de la situation en pensant simplement à leur hypothétique bien-être qu'ils étendent, tout au plus, à leurs enfants. Comme dans les époques de déclin des civilisations passées, beaucoup de personnes adoptent des attitudes de salut individuel, supposant que toute tâche entreprise de façon conjointe n'a ni sens ni possibilité de réussite. En tous cas, l'ensemble n'est utile qu'à la spéculation strictement personnelle ; c'est pourquoi les chefs d'entreprise, les leaders culturels et les leaders politiques ont besoin de manipuler et d'améliorer leur image pour se rendre crédibles, en faisant croire à la population qu'ils pensent et agissent en fonction des autres. Bien sûr, ce genre d'activité a ses revers car tout le monde connaît le truc, et personne ne croit plus en personne. Les anciennes valeurs religieuses, patriotiques, culturelles, politiques et syndicales sont soumises à l'argent, dans un contexte où la solidarité et, par conséquent, l'opposition collective à ce schéma sont balayées tandis que le tissu social se décompose progressivement. Une autre étape viendra dans laquelle l'individualisme à outrance sera dépassé... mais c'est un sujet que nous traiterons plus tard. Avec notre paysage de formation qui nous conditionne et avec nos croyances en crise, nous ne pouvons pas encore admettre que nous nous rapprochons de ce nouveau moment historique. Aujourd'hui, que nous soyons détenteurs d'une petite parcelle de pouvoir ou absolument dépendants du pouvoir des autres, nous sommes tous touchés par l'individualisme. Celui qui est le mieux placé dans le système est nettement avantagé vis-à-vis des autres.

L'individualisme, la fragmentation sociale et la concentration du pouvoir aux mains des minorités

Mais l'individualisme mène nécessairement à la lutte pour la suprématie du plus fort et à la recherche de la réussite à tout prix. Cette attitude a commencé lorsqu'une minorité de gens se mirent à respecter entre eux certaines règles du jeu tandis que la majorité des gens leur obéissait. De toute façon, cette étape se conclura par un "tous contre tous" parce que, tôt ou tard, le pouvoir sera déséquilibré en faveur du plus fort, et les autres, se soutenant mutuellement ou s'appuyant sur d'autres factions, finiront par désarticuler un système si fragile. Mais avec le développement économique et technologique, les minorités ont peu à peu changé, perfectionnant si bien leurs méthodes que dans certains pays en situation d'abondance, les grandes majorités transfèrent leur mécontentement sur des aspects secondaires de la situation qu'ils vivent. Et on insinue que, même si le niveau de vie augmente globalement, les masses oubliées, elles, se contenteront d'attendre une situation meilleure dans l'avenir car, semble-t-il, elles ne remettront en question que certaines situations d'urgence et non le système dans sa globalité. Voilà qui révèle un important tournant dans le comportement social. S'il en est ainsi, le militantisme en faveur du changement se verra progressivement touché et les anciennes forces politiques et sociales resteront sans proposition ; la fragmentation des groupes sociaux et des relations interpersonnelles se développera, l'isolement individuel sera en partie compensé par les structures de production de biens et de loisirs collectifs, concentrées sous une même direction. Dans ce monde paradoxal, la centralisation et la bureaucratie finiront par être balayées, entraînant la destruction des anciennes structures de direction et de décision. Mais les déréglementations, la décentralisation, la libéralisation des marchés et des activités, formeront le champ idéal où fleurira une concentration jamais atteinte, et ce, à aucune autre époque : la concentration du capital financier international continuera d'augmenter à l'ombre d'une banque de plus en plus puissante. La classe politique subira un paradoxe similaire quand elle devra proclamer les nouvelles valeurs qui feront perdre du pouvoir à l'État ; de ce fait,

son rôle principal sera de plus en plus compromis. Ce n'est pas un hasard si depuis un certain temps, des mots comme "gouvernement" sont progressivement remplacés par d'autres tels que "administration", annonçant au "public" (et non au "peuple") qu'un pays est une entreprise.

Par ailleurs, jusqu'à ce qu'un pouvoir impérial mondial se consolide, des conflits régionaux pourront éclater, comme ce fut le cas entre pays à d'autres époques. Que ces confrontations puissent se produire dans le champ économique ou qu'elles se déplacent vers l'arène guerrière dans des zones restreintes ; que les conséquences en soient des débordements incohérents et massifs ; que des gouvernements entiers puissent s'écrouler et que des pays et des zones politiques finissent par se désintégrer ; rien de tout cela n'arrêtera le processus de concentration vers lequel semble se diriger cette période historique. Les luttes locales, les luttes inter-ethniques, les migrations et les crises soutenues n'altéreront pas le caractère général de la concentration du pouvoir. Et lorsque la récession et le chômage déstabiliseront aussi les populations des pays riches, alors l'étape de l'anéantissement libéral sera finie et commencera l'étape des politiques de contrôle, de contraintes avec violence et d'urgence, du plus pur style impérial... Qui pourra alors parler d'économie de libre-échange ? Qui accordera encore de l'importance à des positions reposant sur l'individualisme à outrance ?

Mais je dois répondre à d'autres inquiétudes dont on m'a fait part et qui concernent le caractère de la crise actuelle et ses tendances.

Caractéristiques de la crise

Nous allons commenter la crise de l'État national, la crise de la régionalisation et de la mondialisation, la crise de la société, du groupe et de l'individu.

Dans le contexte d'un processus de mondialisation croissante, l'information s'accélère et les déplacements de personnes et de biens augmentent. La technologie et le pouvoir économique grandissants se concentrent dans des entreprises de plus en plus importantes. Dans les échanges, ce même phénomène d'accélération se heurte cependant aux limites et au ralentissement qu'imposent des structures anciennes telles que l'État national. De ce fait, les frontières nationales tendent à disparaître à l'intérieur de chaque région. Cela se traduit par l'homogénéisation de la législation des pays, non seulement en matière de taxes douanières et de papiers d'identité personnels, mais aussi en matière d'adaptation de leurs systèmes de production. La législation du travail et de la sécurité sociale suivent la même direction. Les accords constants entre ces pays prouvent qu'un parlement, un système judiciaire et un pouvoir exécutif commun amélioreront l'efficacité et la rapidité de la gestion de cette région. La monnaie nationale d'origine cède la place à une unité d'échange régionale capable d'éviter les pertes et les retards résultant des opérations de conversion. La crise de l'État national peut s'observer, non seulement dans les pays qui veulent entrer dans un marché régional mais aussi dans ceux dont l'économie est mal en point et fait preuve d'un arrêt relativement important. De toutes parts, des voix s'élèvent contre les bureaucraties ankylosées pour demander la réforme de leurs structures. Là où la formation d'un pays résulte de récents partages ou annexions, ou de la création d'une fédération artificielle, les anciennes rancœurs et les désaccords sur des questions régionalistes, ethniques et religieuses se ravivent. L'État traditionnel doit faire face à cette situation centrifuge, au milieu de difficultés économiques croissantes qui remettent précisément en cause son efficacité et sa légitimité. Ces phénomènes ont tendance à se développer en Europe centrale, à l'Est et dans les Balkans. Ils tendent aussi à s'approfondir au Moyen-Orient, en Orient et en Asie mineure. En Afrique, dans plusieurs pays délimités artificiellement, on commence à observer les mêmes symptômes. Cette décomposition s'accompagne de

migrations de peuples entiers vers les frontières, mettant en danger l'équilibre régional. Il suffirait qu'un important déséquilibre se produise en Chine pour que plus d'une région soit directement affectée par le phénomène, considérant, de plus, l'instabilité actuelle de l'ancienne Union Soviétique et des pays asiatiques continentaux.

Entre-temps des centres puissants ont émergé sur le plan économique et technologique, centres à caractère régional : l'Extrême-Orient, présidé par le Japon, l'Europe et les États-Unis. L'essor et l'influence de ces zones préservent un apparent polycentrisme, mais le déroulement des événements montre que les États-Unis ajoutent à leur pouvoir économique, technologique et politique, une force militaire capable de contrôler les principales zones d'approvisionnement. Dans le processus de mondialisation croissante, cette superpuissance tend à s'ériger en conductrice du processus actuel, en accord ou en désaccord avec les pouvoirs régionaux. Voilà la signification exacte du nouvel ordre mondial. Il semble que l'époque de la paix ne soit pas encore arrivée bien que, pour l'instant, la menace de guerre mondiale se soit dissipée. Des explosions régionales, ethniques et religieuses, des débordements sociaux, des migrations et des conflits armés dans des zones restreintes, semblent menacer la prétendue stabilité actuelle. D'autre part, les zones négligées sont de plus en plus tenues à l'écart de la croissance des zones dont le développement technologique et économique s'accélère ; et ce déphasage relatif ajoute des difficultés supplémentaires au tableau. Le cas de l'Amérique latine est à ce titre significatif car, même si l'économie de plusieurs pays fait l'expérience d'une croissance importante dans les prochaines années, la dépendance par rapport aux centres de pouvoir deviendra de plus en plus évidente.

Alors que le pouvoir régional et mondial des multinationales augmente, alors que le capital financier international se concentre, les systèmes politiques perdent de leur autonomie, et la législation s'adapte aux diktats des nouveaux pouvoirs. De nombreuses institutions peuvent aujourd'hui être directement ou indirectement suppléées par les départements ou les fondations de la Compagnie, laquelle, dans certains endroits, est capable d'aider à la naissance, la formation, l'acquisition d'un travail, le mariage, les loisirs, l'information, la sécurité sociale, la retraite et la mort de ses employés et de leurs enfants. Le citoyen peut déjà, dans certains endroits, se passer de ces démarches bureaucratiques démodées, en utilisant une carte de crédit et, peu à peu, tendre vers l'utilisation d'une monnaie électronique avec laquelle seront pris en compte non seulement ses dépenses et ses rentrées, mais aussi tous ses antécédents importants ainsi que sa situation actuelle dûment enregistrée. Il est bien évident que tout ceci évite pour un petit nombre, des lenteurs et des préoccupations secondaires mais ces avantages personnels serviront aussi à un système de contrôle dissimulé. À côté de la croissance technologique et de l'accélération du rythme de vie, la participation politique diminue ; le pouvoir de décision devient de plus en plus lointain avec de plus en plus d'intermédiaires. La famille se réduit et éclate en couples de plus en plus mobiles et changeants ; la communication interpersonnelle se bloque ; l'amitié disparaît et la compétition envenime toutes les relations humaines à tel point que tout le monde se méfie de tout le monde ; la sensation d'insécurité ne repose déjà plus sur le fait objectif de l'augmentation de la criminalité mais avant tout sur un état d'âme.

Il faut ajouter à cela que la solidarité sociale entre groupes et entre personnes disparaît rapidement ; que la drogue et l'alcoolisme font des ravages ; que le suicide et les maladies mentales tendent à augmenter dangereusement. Il est bien évident qu'il existe encore partout une majorité de gens sains et raisonnables mais les symptômes d'une telle altération ne nous permettent déjà plus de parler d'une société saine. Le paysage de formation des nouvelles générations comprend tous

les éléments de crise que nous avons cités et il n'y a pas seulement leur formation technique et professionnelle qui fasse partie de leur vie, mais aussi les feuilletons télévisés, les recommandations données par des leaders d'opinion médiatiques, les déclamations sur la perfection du monde dans lequel nous vivons ou, pour les jeunes plus favorisés, les loisirs faits de moto, de voyages, de vêtements, de sport, de musique et de jeux électroniques. Ce problème du paysage de formation chez les nouvelles générations menace d'ouvrir d'énormes brèches entre groupes de différents âges, mettant en évidence une dialectique générationnelle virulente, extrêmement profonde et géographiquement très étendue. Il est évident qu'au sommet de l'échelle des valeurs, le mythe de l'argent s'est installé, mythe auquel tout est de plus en plus subordonné. Un contingent important de la société ne veut rien entendre de ce qui lui rappelle la vieillesse et la mort, méprisant toute question se rapportant au sens et à la signification de la vie. Il y a là, reconnaissons-le, une certaine rationalité dans la mesure où la réflexion sur ces sujets ne coïncide pas avec l'échelle de valeurs établie par le système. Les symptômes de la crise sont trop graves pour passer inaperçus, et pourtant certains diront que c'est le prix à payer pour exister à la fin du XXe siècle. D'autres affirmeront que nous sommes en train d'entrer dans le meilleur des mondes. À travers ces affirmations, c'est le tréfonds de ce moment historique qui agit, moment dans lequel l'organisation globale n'est pas encore en crise, bien que des crises particulières se multiplient partout. Mais au fur et à mesure que les symptômes de la décomposition vont s'accélérer, l'appréciation sur les événements va changer car la nécessité d'établir de nouvelles priorités et de nouveaux projets de vie se fera sentir.

Les facteurs positifs du changement

Le développement scientifique et technologique ne peut être remis en cause sous prétexte que certains progrès ont été, ou sont utilisés contre la vie et le bien-être. Dans les cas où la technologie est remise en cause, on devrait réfléchir préalablement aux caractéristiques du système qui utilise le progrès du savoir à des fins bâtarde. Les progrès en médecine, en communication, en robotique, en génie génétique et en bien d'autres domaines, peuvent évidemment être utilisés dans une direction destructrice. De même, l'utilisation de la technique peut mener à l'exploitation irrationnelle des ressources, à la pollution industrielle, à la contamination et à la détérioration de l'environnement. Mais tout cela révèle la tendance négative qui dirige l'économie et les systèmes sociaux. Ainsi, nous savons très bien qu'aujourd'hui, nous sommes en mesure de résoudre les problèmes d'alimentation de toute l'humanité et cependant, nous constatons chaque jour qu'il y a des famines, de la malnutrition et des carences infra-humaines, parce que le système n'est pas disposé à prendre en charge ces problèmes, ce qui impliquerait qu'il renonce à ses gains fabuleux en échange d'une amélioration globale du niveau de vie. Nous pouvons également constater que les tendances à la régionalisation et finalement à la mondialisation sont en train d'être manipulées par des intérêts particuliers au détriment des grands ensembles humains. Mais même à travers ces distorsions, il est évident que le processus vers une nation humaine universelle se fraie un chemin. Le changement accéléré qui se manifeste dans le monde mène à une crise globale du système et à une importante remise en ordre des différents facteurs. Tout cela sera la condition nécessaire pour arriver à une stabilité acceptable et à un développement harmonieux de la planète. Par conséquent, malgré les tragédies que l'on peut discerner dans la décomposition de ce système global actuel, l'espèce humaine prévaudra sur tout intérêt personnel. C'est dans la compréhension de la direction de l'histoire qui débuta chez nos ancêtres hominiens que se trouve notre foi dans le futur. Cette espèce qui a travaillé et lutté pendant des millions d'années pour vaincre la douleur et la souffrance, ne succombera pas dans l'absurde. C'est

pourquoi il est nécessaire de comprendre des processus plus amples que de simples conjonctures et de soutenir tout ce qui marche dans une direction évolutive quand bien même on ne verrait pas de résultats immédiats. Le découragement des êtres humains courageux et solidaires retarde la marche de l'histoire. Mais il est difficile de comprendre ce sens si la vie personnelle ne s'organise pas et ne s'oriente pas dans une direction positive. Ce ne sont pas les facteurs mécaniques ou les déterminismes historiques qui sont en jeu, c'est l'intention humaine, qui tend à se frayer un chemin à travers toutes les difficultés.

Mes amis, j'espère passer à des questions plus réconfortantes dans la prochaine lettre et laisser de côté l'observation des facteurs négatifs, pour ébaucher des propositions en accord avec notre foi dans un futur meilleur pour tous.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

5 décembre 1991

TROISIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

J'espère que la présente lettre servira à ordonner et simplifier mes opinions sur la situation actuelle. Je voudrais aussi considérer certains aspects de la relation entre les individus, ainsi que leurs relations avec leur milieu social.

Le changement et la crise

En cette époque de grand changement, les individus, les institutions et la société sont en crise. Le changement sera de plus en plus rapide, de même que les crises individuelles, institutionnelles et sociales. Cela annonce des perturbations que de grands ensembles humains n'assimileront peut-être pas.

Désorientation

Les transformations qui se produisent prennent des directions inattendues, provoquant une désorientation générale face au futur et à ce que l'on doit faire dans le présent. En réalité, ce n'est pas le changement qui nous perturbe, car nous voyons en lui de nombreux aspects positifs. Ce qui nous inquiète, c'est de ne pas savoir dans quelle direction va le changement, ni vers où orienter notre activité.

Crise dans la vie des personnes

Les changements touchent l'économie, la technologie, la société, et agissent surtout sur nos vies : notre milieu familial, professionnel ainsi que nos relations d'amitié. Nos idées, ce que nous avons cru sur le monde, sur les autres et sur nous-mêmes, se modifient. De nombreuses choses nous stimulent, mais d'autres nous perturbent et nous paralysent. Notre comportement et celui des autres nous semblent incohérents, contradictoires et sans direction claire, tout comme les événements qui nous entourent.

Nécessité de donner une orientation à sa propre vie

Par conséquent, il est fondamental de donner une direction à ce changement inévitable et la seule façon de le faire est de commencer par soi-même. En soi-même, il faut donner direction à ces changements désordonnés dont nous ignorons le cap.

Direction et changement de situation

Les individus ne vivent pas isolés les uns des autres. Aussi, s'ils donnent réellement une direction à leur vie, ils modifieront leur relation avec les autres, dans leur famille, dans leur travail et là où ils agissent. Ce n'est pas un problème psychologique qui se résout dans la tête d'individus isolés ; il se résout en changeant la situation que l'on vit avec les autres, grâce à un comportement cohérent. Quand nous fêtons nos succès ou que nous sommes déprimés par nos échecs, quand nous faisons des projets d'avenir ou que nous nous proposons d'introduire des changements dans notre vie, nous oublions le point fondamental : nous vivons en relation avec les autres. Nous ne pouvons ni expliquer ce qui nous arrive, ni choisir, sans faire référence à certaines personnes et à certains milieux sociaux concrets. Ces personnes qui ont une importance particulière pour nous et ces milieux sociaux dans lesquels nous vivons, nous mettent dans une situation précise à partir de laquelle nous pensons, sentons et agissons. Le nier ou ne pas en

tenir compte crée d'énormes difficultés. Notre liberté de choix et d'action est délimitée par la situation que nous vivons. Les changements que nous désirons réaliser ne peuvent pas être projetés dans l'abstrait, mais à partir de la situation que nous vivons.

Le comportement cohérent

Si nous pouvions penser, sentir et agir dans la même direction, si ce que nous faisons n'était pas en contradiction avec ce que nous sentons, nous dirions que notre vie est cohérente. Nous aurions confiance vis-à-vis de nous-mêmes, quand bien même nous n'inspirerions pas nécessairement confiance à notre milieu immédiat. Nous devrions obtenir cette même cohérence dans la relation avec les autres, en les traitant comme nous voudrions être traités. Nous savons qu'il existe une sorte de cohérence destructive, observable chez les racistes, les exploités, les fanatiques et les violents, mais leur incohérence dans la relation est évidente, parce qu'ils traitent les autres d'une façon très différente de celle qu'ils veulent pour eux-mêmes.

Cette unité entre pensée, sentiment et action, cette unité entre le traitement que l'on demande et celui que l'on donne, sont des idéaux non réalisés dans la vie quotidienne. Là est la question. Il s'agit d'un ajustement de conduites à ces propositions ; il s'agit de valeurs qui, prises au sérieux, donnent une direction à la vie, indépendamment des difficultés rencontrées pour les concrétiser. Si nous observons bien les choses, non pas de façon statique mais en dynamique, nous comprendrons cela comme une stratégie qui doit gagner du terrain au fil du temps. C'est bien là que les intentions, surtout si elles sont soutenues, perfectionnées et amplifiées, sont importantes, même si au début, les actions ne coïncident pas avec elles.

Les images de ce que l'on veut atteindre, sont des références solides qui donnent une direction en toute situation. Et ce que nous disons n'est pas si compliqué. Il n'est pas surprenant, par exemple, qu'une personne oriente sa vie pour obtenir une grande fortune, même si elle sait d'avance qu'elle ne l'obtiendra pas. Son idéal la pousse, même en l'absence de résultats notables. Et bien que notre époque soit défavorable à la cohérence entre le traitement que l'on demande et celui que l'on donne, et qu'elle soit défavorable au fait de penser, de sentir et d'agir dans une même direction, pourquoi ne comprend-on pas que ces idéaux de vie puissent donner direction aux actions humaines ?

Les deux propositions

Penser, sentir et agir dans la même direction et traiter les autres comme on veut être traité sont deux propositions si simples, qu'elles peuvent paraître naïves aux personnes habituées aux complications. Cependant, au-delà de cette candeur apparente, il existe une nouvelle échelle de valeurs au sommet de laquelle se trouve la cohérence ; une nouvelle morale selon laquelle la façon d'agir n'est pas indifférente ; une nouvelle aspiration qui implique que l'on soit conséquent dans l'effort pour donner une direction aux événements humains. Derrière cette candeur apparente, on parie sur le sens de la vie personnelle et sociale, qui sera vraiment évolutive ou ira vers la désintégration. Nous ne pouvons plus compter sur de vieilles valeurs pour donner cohésion aux personnes, dans un tissu social qui, jour après jour, se détériore à cause de la méfiance, de l'isolement et de l'individualisme croissants. L'ancienne solidarité entre membres d'écoles, d'associations, d'institutions et de groupes est remplacée par la compétition sauvage à laquelle n'échappent ni le couple, ni la fraternité familiale. Dans ce processus de démolition, une nouvelle solidarité ne s'élèvera pas sur la base

d'idées et de comportements d'un monde révolu, mais plutôt grâce à la nécessité concrète pour chacun de donner direction à sa vie, ce pour quoi il devra modifier son propre milieu. Cette modification, si elle est sincère et profonde, ne peut se mettre en marche par des impositions, des lois externes ou des fanatismes de toutes sortes, mais plutôt par le pouvoir de l'opinion et de l'action minimale menée avec les personnes qui font partie du milieu dans lequel on vit.

Atteindre toute la société à partir du milieu immédiat

Nous savons qu'en changeant positivement notre situation, nous influencerons notre milieu ; d'autres personnes partageront ce point de vue, donnant lieu à un système de relations humaines en développement. Nous devons nous demander : pourquoi devrions-nous aller au-delà de cette première étape ? Simplement par cohérence avec la proposition de traiter les autres comme nous voulons qu'ils nous traitent. Ne serions-nous pas disposés à apporter à d'autres quelque chose qui a été fondamental pour notre vie ? Si l'influence commence à se développer, c'est parce que les relations, et donc les composantes de notre milieu, se sont amplifiées. C'est une question à prendre en compte dès le départ, car même si notre action s'applique, au début, en un point limité, la projection de cette influence peut parvenir très loin. Il n'y a rien d'étrange à l'idée que d'autres personnes décident d'aller dans la même direction. Après tout, les grands mouvements historiques ont suivi le même parcours : ils ont commencé petits, logiquement, et se sont développés parce que les gens les ont considérés comme les interprètes de leurs nécessités et de leurs inquiétudes.

Agir dans notre milieu immédiat, mais le regard tourné vers le progrès de la société, est cohérent avec tout ce qui a été dit. Par ailleurs, pourquoi ferions-nous référence à une crise globale, devant être affrontée avec résolution, si tout se terminait chez des individus isolés pour lesquels les autres n'ont pas d'importance ? Des groupes de discussion et de communication directe surgiront de la nécessité des gens qui s'accordent à donner une nouvelle direction à leur vie et aux événements. Plus tard, la diffusion à travers tous les médias permettra d'amplifier la surface de contact, de même qu'avec la création d'organismes et d'institutions compatibles avec cette proposition.

Le milieu dans lequel nous vivons

Nous avons déjà dit que le changement est si rapide et si inattendu, que son impact est reçu comme une crise dans laquelle se débattent des sociétés entières, des institutions et des individus. Il est donc indispensable de donner une direction aux événements. Cependant, comment le faire alors que nous sommes soumis à l'action d'événements majeurs ? Il est évident que l'on peut donner direction seulement aux aspects immédiats de sa vie, mais pas au fonctionnement des institutions et de la société. D'autre part, prétendre donner une direction à notre vie n'est pas chose facile, étant donné que nous vivons en situation, dans un milieu et non isolés. Ce milieu peut être aussi ample que l'univers, la Terre, le pays, l'état ou la province, etc. Il y a toutefois un milieu immédiat qui est celui où nous développons nos activités. Ce milieu est familial, professionnel, amical, etc. Nous vivons en relation avec d'autres personnes, et c'est ce monde qui nous est propre, personnel dont nous ne pouvons nous passer. Il agit sur nous et nous sur lui de façon directe. Si nous avons une quelconque influence, c'est sur ce milieu immédiat. Mais il arrive que l'influence que nous exerçons tout comme celle que nous recevons, soient affectées, à leur tour, par des situations plus générales, par la crise et la désorientation.

La cohérence : une direction de vie

Si on voulait donner une certaine direction aux événements, il faudrait commencer par sa propre vie et pour ce faire, nous devrions prendre en compte le milieu dans lequel nous agissons.

Maintenant, à quelle direction pouvons-nous aspirer ? Sans doute, à celle qui nous donne cohérence et nous aide dans un milieu aussi changeant et imprévisible. Penser, sentir et agir dans la même direction est une proposition de cohérence dans la vie. Cependant, cela n'est pas facile parce que nous trouvons dans une situation que nous n'avons pas complètement choisie. Nous faisons des choses par nécessité, bien qu'en grand désaccord avec ce que nous pensons et sentons. Nous sommes placés dans des situations que nous ne contrôlons pas.

Agir avec cohérence, plus qu'un fait, est une intention, une tendance que nous pouvons garder présente, de sorte que notre vie se dirige progressivement vers ce type de comportement. Il est clair que c'est uniquement en influant sur ce milieu que nous pourrions changer une partie de notre situation. Nous donnerons ainsi une direction à la relation avec les autres, qui feront de même. Si l'on objecte que certaines personnes changent fréquemment de milieu pour leur travail ou pour d'autres raisons, nous répondrons que cela ne change rien à la proposition. En effet, elles seront toujours en situation, dans un milieu donné. Si nous prétendons à la cohérence, la façon dont nous traitons les autres devra être similaire à la façon dont nous exigeons d'être traités. Ainsi, dans ces deux propositions, nous trouvons les éléments de base qui donnent direction, jusqu'où parviennent nos forces. Plus le penser, le sentir et l'agir avancent dans la même direction, plus la cohérence avance. Cette cohérence s'étend aux autres car c'est son unique façon de progresser ; comme elle s'étend aux autres, nous commençons à les traiter de la manière dont nous aimerions être traités. La cohérence et la solidarité sont des directions, des aspirations de conduites à atteindre.

La proportion des actions : une avancée vers la cohérence

Comment avancer en direction cohérente ? En premier lieu, nous aurons besoin d'observer une certaine proportion dans ce que nous faisons quotidiennement. Il est nécessaire d'établir quels sont, dans nos activités, les thèmes les plus importants. Nous devons donner priorité à ce qui est fondamental pour que les choses fonctionnent, puis à ce qui est secondaire, et ainsi de suite. Il se peut qu'en prêtant attention à deux ou trois priorités, nous obtenions un bon cadre de situation. Les priorités ne peuvent s'inverser ; elles ne peuvent pas non plus être mises de côté au point que notre situation se déséquilibre. Les choses doivent aller ensemble et non isolément, et on doit éviter que certaines prennent de l'avance et d'autres un retard excessif. Fréquemment, nous nous aveuglons sur l'importance d'une activité et, de ce fait, l'ensemble se déséquilibre... À la fin, ce que nous considérons comme si important ne peut pas non plus être réalisé parce que notre situation générale s'en est trouvée affectée. Il est certain que nous devons parfois nous consacrer à des affaires urgentes mais il est clair que nous ne pouvons pas vivre en remettant à plus tard d'autres choses requises par la situation générale dans laquelle nous vivons. Etablir des priorités et mener ses activités en tenant compte de ces priorités est une avancée évidente en direction de la cohérence.

L'opportunité des actions : une avancée vers la cohérence

Une sorte de routine liée aux horaires, aux soins personnels et au fonctionnement de notre milieu ponctue notre vie quotidienne. Cependant, ces règles sont aussi chargées d'une dynamique et d'une richesse d'événements que les personnes

superficielles ne savent pas apprécier. Certains confondent leur vie avec leurs routines mais, dans l'absolu, il n'en est pas ainsi, car ils doivent très fréquemment faire des choix parmi les conditions que le milieu impose. Il est certain que nous vivons entre inconvénients et contradictions, mais il conviendra de ne pas confondre ces deux termes.

Nous entendons par "inconvénients", les gênes et les empêchements que nous affrontons. Ils ne sont pas d'une énorme gravité mais dès lors qu'ils sont nombreux et répétés, ils augmentent notre irritation et notre fatigue. Assurément, nous sommes en condition de les surpasser. Ils ne déterminent pas la direction de notre vie, ils n'empêchent pas que l'on mène un projet de l'avant ; ce sont des obstacles sur le chemin qui vont de la moindre difficulté physique à des problèmes nous faisant presque perdre le cap. Les inconvénients admettent des degrés d'importance mais ils se maintiennent dans une limite qui n'empêche pas d'avancer.

Il en est autrement avec ce que nous appelons "contradictions". Lorsque notre projet ne peut pas être réalisé, lorsque les événements nous lancent dans une direction opposée à celle que nous désirons, lorsque nous nous trouvons dans un cercle vicieux impossible à rompre, lorsque nous ne pouvons donner un minimum de direction à notre vie, nous sommes pris par la contradiction. C'est une sorte d'inversion du courant de la vie, qui nous amène à reculer sans espoir. Nous sommes en train de décrire le cas où l'incohérence se présente sous sa forme la plus crue. Dans la contradiction s'opposent ce que nous pensons, ce que nous sentons et ce que nous faisons.

Malgré tout, il y a toujours une possibilité de donner une direction à sa vie, mais il est nécessaire de savoir quand le faire. L'opportunité des actions est quelque chose dont nous ne tenons pas compte dans la routine quotidienne, et cela parce que beaucoup de choses sont codifiées. Cependant, face à d'importants inconvénients et face aux contradictions, les décisions que nous prenons ne peuvent être exposées à la catastrophe. En général, nous devons reculer face à une grande force et avancer avec résolution lorsque celle-ci s'affaiblit. Il y a une grande différence entre le craintif qui recule ou s'immobilise face à n'importe quel inconvénient, et celui qui agit en se plaçant au-dessus des difficultés, sachant que c'est précisément en avançant qu'il peut les éluder. Il est parfois impossible d'avancer parce qu'un problème qui dépasse nos forces se dresse devant nous, et que l'attaquer sans calcul nous mènerait au désastre. Le grand problème que nous affrontons est aussi en dynamique et la relation des forces changera, soit parce que notre influence s'accroît, soit parce que la sienne diminue. Une fois la relation changée, c'est le moment d'agir avec résolution, puisqu'une indécision ou une remise à plus tard modifierait une fois de plus les facteurs. L'exécution de l'action opportune est le meilleur outil pour produire des changements de direction.

L'adaptation croissante : une avancée vers la cohérence

Considérons le thème de la direction, de la cohérence que nous voulons atteindre. Cette proposition concerne notre adaptation face à certaines situations. En effet, nous adapter à ce qui mène dans une direction opposée à la cohérence est une grande incohérence. Les opportunistes souffrent d'une grande myopie vis-à-vis de ce thème. Ils considèrent que la meilleure façon de vivre est l'acceptation de tout, l'adaptation à tout. Ils pensent que tout accepter – pourvu que cela provienne de ceux qui détiennent le pouvoir – fait preuve d'une grande adaptation, mais il est clair que leur vie dépendante est très loin de ce que nous entendons par cohérence. Nous faisons la distinction entre la désadaptation qui nous empêche d'amplifier notre influence, l'adaptation décroissante qui nous fait accepter des

conditions établies et l'adaptation croissante qui fait grandir notre influence en direction des propositions que nous venons de commenter.

En synthèse

1. Il y a un changement rapide dans le monde, mû par la révolution technologique qui se heurte aux structures établies, à la formation et aux habitudes de vie des sociétés et des individus.

2. Ce déphasage génère des crises progressives dans tous les domaines et il n'y a aucune raison de supposer qu'il va s'arrêter ; au contraire, il tendra à s'accroître.

3. L'imprévisibilité des événements empêche de prévoir la direction que prendront les faits, les personnes qui nous entourent et en définitive notre propre vie.

4. Bon nombre de choses que nous pensions et croyions ne nous servent déjà plus. On ne voit pas non plus de solutions provenant d'une société, d'institutions et d'individus qui souffrent du même mal.

5. Si nous décidons de travailler pour affronter ces problèmes, nous devons donner une direction à notre vie en cherchant la cohérence entre ce que nous pensons, sentons et faisons. Comme nous ne sommes pas isolés, nous devons étendre cette cohérence jusque dans la relation aux autres, en les traitant comme nous voudrions être traités. Ces deux propositions ne peuvent être accomplies rigoureusement, mais constituent la direction dont nous avons besoin, surtout si nous les prenons comme références permanentes et les approfondissons.

6. Nous vivons en relation immédiate avec les autres et c'est dans ce milieu que nous devons agir pour donner une direction favorable à notre situation. Ce n'est pas une question psychologique qui peut se résoudre isolément dans la tête des individus ; c'est un thème lié à la situation dans laquelle nous vivons.

7. En étant conséquents avec les propositions que nous essayons de faire avancer, nous arriverons à la conclusion que ce qui est positif pour nous et notre milieu immédiat doit être amplifié à toute la société. Avec d'autres qui vont dans la même direction, nous mettrons en place les moyens adéquats pour qu'une nouvelle solidarité trouve son cap. Pour cela, bien qu'agissant spécifiquement dans notre milieu immédiat, nous ne perdrons pas de vue une situation globale qui affecte tous les êtres humains et qui requiert notre aide, de la même façon que nous avons besoin de l'aide des autres.

8. Les changements inattendus nous amènent à poser sérieusement la nécessité de donner une direction à notre vie.

9. La cohérence ne commence pas et ne finit pas en soi mais elle s'exprime dans la relation avec les autres. La solidarité est un aspect de la cohérence personnelle.

10. La proportion dans les actions consiste à établir des priorités de vie et à agir sur la base de celles-ci, en évitant qu'elles ne se déséquilibrent.

11. L'opportunité pour agir prend en compte le fait de reculer face à une grande force et d'avancer avec résolution lorsque celle-ci s'affaiblit. Cette idée est importante pour produire des changements dans la direction de la vie, si nous sommes soumis à la contradiction.

12. La désadaptation à un milieu auquel nous ne pouvons rien changer, tout comme l'adaptation décroissante par laquelle nous nous limitons à accepter les

conditions établies, ne conviennent pas. L'adaptation croissante consiste à augmenter notre influence sur le milieu et ce, dans une direction cohérente.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

17 décembre 1991

QUATRIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Dans les lettres précédentes, j'ai donné mon opinion sur la société, les groupes humains et les individus, en rapport avec ce moment de changement et de perte de références que nous vivons ; j'ai critiqué certaines tendances négatives dans le déroulement des événements, et j'ai souligné les positions les plus connues de ceux qui prétendent apporter des réponses aux urgences du moment. Il est évident que toutes ces appréciations, plus ou moins bien formulées, expriment mon propre point de vue, qui, à son tour s'insère dans un ensemble d'idées qui lui donne un fondement. C'est certainement pour cela qu'il m'a été suggéré de préciser "d'où" partent mes critiques et le développement de mes propositions. Après tout, on peut dire n'importe quoi, avec plus ou moins d'originalité, comme c'est le cas pour les pensées quotidiennes et que nous ne prétendons pas justifier. Ces pensées qui nous viennent à la tête, peuvent être aujourd'hui d'une sorte et demain à l'opposé sans dépasser la futilité de l'appréciation quotidienne. C'est pourquoi, en général, nous croyons chaque jour de moins en moins aux opinions des autres et à nos propres opinions car il nous semble évident qu'il s'agit d'appréciations conjoncturelles qui peuvent changer en quelques heures, tout comme les opportunités à la Bourse. Et s'il y a quelque chose de plus permanent dans les opinions c'est, dans tous les cas, ce qui est consacré par la mode et remplacé par la mode suivante. Je ne suis pas en train de défendre l'immobilisme en matière d'opinions, mais plutôt de mettre en évidence leur manque de consistance car, en vérité, il serait très intéressant que le changement se produise sur la base d'une logique interne et non selon le souffle de vents erratiques. Mais qui peut supporter une logique interne à une époque où l'on se débat pour ne pas se noyer ! En ce moment même, alors que j'écris, je me rends compte que ce qui a été dit ne peut entrer dans la tête de certains lecteurs, parce que jusqu'à présent, ils n'y ont trouvé aucune des trois conditions qu'ils exigent habituellement : 1) que ce qu'on est en train d'expliquer leur serve de divertissement ou, 2) que ce soit immédiatement utile pour leurs affaires ou, 3) que cela coïncide avec ce qui est consacré par la mode. J'ai la certitude que cette causerie qui commence par "Chers amis," et qui s'arrête ici, les laisse totalement désorientés, comme si nous écrivions en sanscrit. Mais il faut voir à quel point ces mêmes personnes comprennent des choses difficiles, des opérations bancaires les plus sophistiquées aux délices des techniques administratives informatisées. Mais ils n'arrivent pas à comprendre que nous parlons d'opinions, de points de vue ainsi que des idées qui leur servent de base ; que nous parlons de l'impossibilité d'être compris à propos des choses les plus simples si celles-ci ne correspondent pas avec le paysage qu'ils ont construit par leur éducation et leurs compulsions. Les choses sont ainsi !

Ayant éclairci les points ci-dessus, j'essaierai de résumer dans cette lettre les idées sur lesquelles sont fondées mes opinions, critiques et propositions. Je prendrai particulièrement soin de ne pas aller beaucoup plus loin que le slogan publicitaire car, comme l'explique sagement le journalisme spécialisé, les idées organisées sont des "idéologies" qui, tout comme les doctrines, sont des outils de lavage de cerveau pour ceux qui s'opposent à la liberté du commerce et à l'économie sociale du marché des opinions. Aujourd'hui, pour répondre aux exigences du postmodernisme, c'est-à-dire aux exigences de la haute couture* (robe du soir, nœud papillon, épaulettes, baskets et veste à manches retroussées), ainsi qu'aux exigences de l'architecture dé-constructiviste et de la décoration déstructurée, il est impératif que les pièces du discours ne s'emboîtent pas. Et n'oublions pas que la critique du langage rejette aussi ce qui est systématique, structurel et en processus... ! Bien sûr, tout cela correspond à l'idéologie dominante de la

Company, qui a horreur de l'histoire et des idées à la formation desquelles elle n'a pas participé, et dans lesquelles elle n'a pu placer un pourcentage substantiel de ses actions.

Blague à part, commençons dès à présent l'inventaire de nos idées, du moins celles que nous considérons comme les plus importantes. Je dois souligner qu'une bonne partie d'entre elles ont été présentées dans la conférence que j'ai tenue à Santiago du Chili le 23 mai 1991.

Point de départ de nos idées

Notre conception ne part pas de généralités, mais de l'étude de ce qui est particulier à la vie humaine, de ce qui est particulier à l'existence, de ce qui est particulier au registre** personnel du penser, du sentir et de l'agir. Cette position initiale la rend incompatible avec tout système dont le point de départ est "l'idée", "la matière", "l'inconscient", "la volonté", "la société", etc. Si quelqu'un admet ou rejette une conception quelconque, aussi logique ou extravagante soit-elle, c'est toujours lui-même qui sera en jeu, en admettant ou en rejetant. Lui sera en jeu et non pas la société, l'inconscient ou la matière.

Parlons donc de la vie humaine. Quand je m'observe, non pas du point de vue physiologique mais existentiel, je me trouve placé dans un monde donné, un monde que je n'ai ni construit, ni choisi. Je me trouve en situation par rapport à des phénomènes qui, à commencer par mon propre corps, sont inéluctables. Le corps en tant que constituant fondamental de mon existence est, en outre, un phénomène homogène avec le monde naturel dans lequel il agit et ce monde, réciproquement, agit sur lui. Mais la naturalité du corps a pour moi des différences importantes avec le reste des phénomènes, à savoir : 1) le registre immédiat que j'ai de lui, 2) le registre des phénomènes externes que j'ai à travers lui, 3) la disponibilité de certaines de ses opérations grâce à mon intention immédiate.

Nature, intention et ouverture de l'être humain

Il se trouve que le monde se présente à moi, non seulement comme un conglomerat d'objets naturels, mais aussi comme une articulation d'autres êtres humains, d'objets et de signes produits ou modifiés par eux. L'intention que je remarque en moi apparaît comme un élément interprétatif fondamental du comportement des autres et, de même que je constitue le monde social par la compréhension des intentions, je suis constitué par lui. Bien sûr, nous sommes en train de parler d'intentions qui se manifestent par l'action corporelle. C'est grâce aux expressions corporelles ou à la perception de la situation dans laquelle se trouve l'autre, que je peux comprendre ses significations, son intention. D'autre part, les objets naturels et humains m'apparaissent comme source de plaisir ou de douleur et j'essaie de me situer par rapport à eux en modifiant ma situation.

De cette manière, je ne suis pas fermé au monde de ce qui est naturel et des autres êtres humains car, précisément, ma caractéristique est "l'ouverture". Ma conscience s'est configurée par intersubjectivité : elle utilise des codes de raisonnement, des modèles émotifs et des schémas d'action que je ressens comme "miens" mais que je reconnais aussi chez les autres. Et, bien sûr, mon corps est ouvert au monde, étant donné que je perçois ce dernier et que j'agis sur lui. Le monde naturel, à la différence du monde humain, m'apparaît sans intention. Bien sûr, je peux imaginer que les pierres, les plantes et les étoiles possèdent une intention, mais je ne vois pas comment parvenir à un dialogue effectif avec elles. Même les animaux, chez lesquels je capte parfois l'étincelle de l'intelligence, m'apparaissent impénétrables et en lente modification à partir de l'intérieur de leur nature. Je vois des sociétés d'insectes totalement structurées, des

mammifères supérieurs utilisant des rudiments techniques mais qui répètent leurs codes dans une lente modification génétique, comme s'ils étaient toujours les premiers représentants de leurs espèces respectives. Et quand je regarde les qualités des végétaux et des animaux modifiés et domestiqués par l'homme, j'observe l'intention de celui-ci se frayant un passage et humanisant le monde.

L'ouverture sociale et historique de l'être humain

Définir l'homme par sa sociabilité ne me suffit pas car cela ne le distingue pas de nombreuses espèces ; sa force de travail n'est pas non plus sa caractéristique si on la compare à celle d'animaux plus puissants ; même le langage ne le définit pas dans son essence car nous connaissons des codes et des formes de communication entre différents animaux. En revanche, pour chaque nouvel être humain se trouvant dans un monde modifié par d'autres et étant lui-même constitué par ce monde intentionné, je découvre sa capacité d'accumulation et d'inclusion au temporel, je découvre sa dimension historico-sociale et pas seulement sociale. Voyant les choses ainsi, je peux tenter une définition en disant : l'homme est l'être historique dont le mode d'action sociale transforme sa propre nature. Si j'admets ce qui précède, je devrais accepter que cet être peut transformer de façon intentionnelle sa constitution physique. Cela se produit déjà. Il a commencé en utilisant des instruments qui, placés devant le corps comme des "prothèses" externes, lui ont permis d'allonger sa main, de perfectionner ses sens et d'augmenter sa force et sa qualité de travail. Bien sûr, il n'était pas doté pour les milieux liquide et aérien, cependant il a créé des conditions pour s'y déplacer jusqu'à commencer à émigrer de son milieu naturel, la planète Terre. De plus, aujourd'hui, il s'introduit dans son propre corps en changeant ses organes, en intervenant sur sa chimie cérébrale, en fécondant in vitro et en manipulant ses gènes. Si avec l'idée de "nature" on a voulu indiquer ce qui est permanent, cette idée est aujourd'hui inadéquate même si on veut l'appliquer au plus objectal de l'être humain, c'est-à-dire son corps. Et en ce qui concerne une "morale naturelle", un "droit naturel" ou des "institutions naturelles", nous trouvons au contraire que dans ce champ, tout est historico-social et que rien ici n'existe « par nature ».

L'action transformatrice de l'être humain

Une autre conception, contiguë à celle de la nature humaine, continue d'opérer ; elle nous parle de la passivité de la conscience. Cette idéologie a considéré l'homme comme une entité qui agissait en réponse aux stimuli du monde naturel. Ce qui a commencé par un sensualisme grossier a peu à peu été déplacé par des courants fondés sur l'histoire, qui conservaient en leur sein la même idée de passivité. Et même quand ils ont privilégié l'activité et la transformation du monde plus que l'interprétation des faits, ils ont conçu cette activité comme résultante de conditions externes à la conscience. Mais ces anciens préjugés à propos de la nature humaine et de la passivité de la conscience s'imposent aujourd'hui, transformés en néo-évolutionnisme, avec des critères tels que la sélection naturelle qui s'établit dans la lutte pour la survie du plus apte. Une telle conception zoologique, dans sa version la plus récente, transposée au monde humain, essaiera de dépasser les dialectiques antérieures de races ou de classes par une dialectique établie selon des lois économiques "naturelles" qui auto-réguleraient toute l'activité sociale. Ainsi, une fois de plus, l'être humain concret se trouve submergé et chosifié.

Nous venons de mentionner les conceptions qui, pour expliquer l'homme, partent de généralités théoriques et soutiennent l'existence d'une nature humaine et d'une conscience passive. À l'opposé, nous soutenons la nécessité de partir de la particularité humaine, nous soutenons le phénomène historico-social et non naturel

de l'être humain et nous affirmons aussi l'activité de sa conscience comme étant transformatrice du monde, et ceci, selon son intention. Nous avons vu sa vie en situation, et son corps comme objet naturel perçu immédiatement et soumis aussi immédiatement aux nombreux diktats de son intention. Par conséquent, les questions suivantes s'imposent : comment se fait-il que la conscience soit active, c'est-à-dire comment se fait-il qu'elle puisse lancer l'intention sur le corps et, à travers lui, transformer le monde ? En second lieu, comment se fait-il que la constitution humaine soit historico-sociale ? On doit répondre à ces questions à partir de l'existence particulière, afin de ne pas retomber dans des généralités théoriques, d'où dérive ensuite un système d'interprétation. Ainsi, pour répondre à la première question, il faudra appréhender, par évidence immédiate, comment l'intention agit sur le corps. Pour répondre à la deuxième question, il faudra partir de l'évidence de la temporalité et de l'intersubjectivité chez l'être humain et non de lois générales de l'histoire et de la société. Dans notre travail Contributions à la pensée, il s'agit précisément de répondre à ces deux questions. Dans le premier essai de Contributions à la pensée, on étudie la fonction qu'accomplit l'image dans la conscience, en soulignant son aptitude à mouvoir le corps dans l'espace. Dans le deuxième essai du même livre, on étudie le thème de l'historicité et de la sociabilité. La spécificité de ces thèmes nous éloigne trop de la présente lettre, aussi renvoyons-nous à l'ouvrage cité.

Dépassement de la douleur et de la souffrance en tant que projet vital de base

Nous avons dit dans Contributions à la pensée que le destin naturel du corps humain est le monde ; il suffit de voir sa conformation pour vérifier cette assertion. Ses sens et ses appareils de nutrition, locomotion, reproduction, etc. sont naturellement conformés pour être dans le monde mais, de plus, l'image lance, à travers le corps, sa charge transformatrice ; elle ne le fait pas pour copier le monde, pour être le reflet d'une situation donnée mais, au contraire, pour modifier la situation donnée au préalable. Ce faisant, les objets sont des limitations ou des amplifications des possibilités corporelles, et les autres corps apparaissent comme des multiplications de ces possibilités, dans la mesure où ils sont gouvernés par des intentions que l'on reconnaît similaires à celles qui gouvernent notre propre corps. Pourquoi l'être humain aurait-il besoin de transformer le monde et de se transformer lui-même ? C'est en raison de la situation de finitude et de carence spatio-temporelle dans laquelle il se trouve et dont il a un registre de douleur physique et de souffrance mentale. Ainsi le dépassement de la douleur n'est pas simplement une réponse animale mais une configuration temporelle dans laquelle prime le futur, et qui devient une impulsion fondamentale de la vie, même si celle-ci n'est pas en situation d'urgence à un moment donné. Pour cela, outre la réponse immédiate, réflexe et naturelle, la réponse différée pour éviter la douleur est impulsée par la souffrance psychologique face au danger ; elle est re-présentée comme possibilité future ou fait actuel dans lequel la douleur est présente chez d'autres êtres humains. Le dépassement de la douleur apparaît alors comme un projet fondamental qui guide l'action. C'est cela qui a rendu possible la communication entre des corps et des intentions diverses dans ce que nous appelons la "constitution sociale". La constitution sociale est aussi historique que la vie humaine ; elle configure la vie humaine. Sa transformation est continue, mais se déroule d'une manière différente de celle de la nature parce que dans celle-ci, les changements ne sont pas dûs à des intentions.

Image, croyance, regard et paysage

Un jour, je rentre dans ma chambre et je perçois la fenêtre, je la reconnais, elle m'est connue. J'en ai une nouvelle perception mais, en plus, d'anciennes

perceptions agissent qui, converties en images, sont retenues en moi. Cependant, j'observe qu'un angle de la vitre est fêlé... « Cela n'y était pas », me dis-je en comparant la nouvelle perception avec ce que je retiens des perceptions antérieures. De surcroît, j'éprouve une sorte de surprise. La fenêtre des situations précédentes a été retenue en moi, non passivement, comme une photographie, mais agissante comme sont agissantes les images. Ce qui est retenu agit face à ce que je perçois, bien que sa formation appartienne au passé. Il s'agit d'un passé toujours actualisé, toujours présent. Avant d'entrer dans ma chambre, il était évident pour moi, que la fenêtre devait être là en parfait état. Ce n'est pas que j'y pensais mais, simplement, je comptais là-dessus. La fenêtre en tant que telle n'était pas présente dans mes pensées de ce moment-là, mais elle était co-présente, elle était dans l'horizon des objets contenus dans ma chambre. C'est grâce à la coprésence, à la rétention actualisée et superposée à la perception, que la conscience infère au-delà de ce qu'elle perçoit. Dans ce phénomène nous trouvons le fonctionnement le plus élémentaire de la croyance. Dans cet exemple, c'est comme si je me disais : « Je croyais que la fenêtre était en parfait état. » Si en entrant dans ma chambre apparaissaient des phénomènes propres à un champ différent d'objets, par exemple un bateau ou un chameau, une telle situation surréaliste me paraîtrait incroyable, non parce que ces objets n'existent pas, mais parce que leur emplacement serait en dehors du champ de coprésence, en dehors du paysage que je me suis formé et qui agit en moi, se superposant à toute chose que je perçois.

Cela dit, je peux à n'importe quel instant présent de ma conscience, observer l'entrecroisement de rétentions et de futuribles qui agissent de manière co-présente et en structure. L'instant présent se constitue dans ma conscience comme un champ temporel actif de trois temps différents. Là, les choses sont très différentes de celles qui arrivent dans le temps du calendrier, dans lequel le jour d'aujourd'hui n'est pas touché par celui d'hier ni par celui de demain. Dans le calendrier et la montre, le "maintenant" se différencie du "déjà plus" et du "pas encore". De plus, les événements sont ordonnés les uns à côté des autres en succession linéaire et je ne peux prétendre que cela soit une structure mais plutôt un regroupement en série entière que j'appelle "calendrier". Mais nous reviendrons sur cela lorsque nous considérerons le thème de l'historicité et de la temporalité.

Pour l'instant, continuons avec ce qui a été dit précédemment à propos de la conscience qui infère au-delà de ce qu'elle perçoit, car elle prend en compte ce qui vient du passé, comme rétention, et qui se superpose à la perception actuelle. Dans chaque regard que je lance vers un objet, je vois en lui des choses déformées. Nous n'affirmons pas cela dans le sens donné par la physique moderne, qui expose clairement notre incapacité à détecter l'atome et la longueur d'onde qui se trouve au-dessus et en dessous de nos seuils de perception. Nous disons cela en référence aux images de rétention et de futuribles qui se superposent à la perception. Ainsi, lorsqu'à la campagne j'assiste à un beau crépuscule, le paysage naturel que j'observe n'est pas déterminé en soi mais plutôt, je le détermine, je le constitue avec un idéal esthétique auquel j'adhère. Cette paix particulière que j'éprouve me donne l'illusion que ma contemplation est passive, alors qu'en réalité, je suis en train d'y mettre, activement, de nombreux contenus qui se superposent au simple objet naturel. Et ce qui a été dit ne vaut pas seulement pour cet exemple mais pour tout regard que je lance vers la réalité.

Les générations et les moments historiques

L'organisation sociale se poursuit et s'amplifie, mais cela ne peut se produire uniquement par la présence d'objets sociaux créés dans le passé et qu'on utilise pour vivre le présent et pour se projeter vers le futur. Une telle mécanique est trop

élémentaire pour pouvoir expliquer le processus de la civilisation. La continuité est assurée par les générations humaines lesquelles ne sont pas juxtaposées les unes aux autres mais coexistent en agissant entre elles et en se transformant. Ces générations, qui permettent la continuité et le développement, sont des structures dynamiques, elles sont le temps social en mouvement ; sans lui, la civilisation tomberait à l'état naturel et perdrait sa condition de société. Par ailleurs, il arrive qu'à tout moment historique coexistent des générations de différents niveaux temporels, de différentes rétentions et futuribles, qui configurent des paysages de situation et de croyances différentes. Pour les générations actives, le corps et le comportement des enfants et des anciens attestent d'une présence de laquelle on vient et vers laquelle on va. À leur tour, pour les extrêmes de cette triple relation, on vérifie aussi des emplacements de temporalité extrême. Mais cela ne demeure jamais en arrêt, parce que pendant que les générations actives vieillissent et que les vieillards meurent, les enfants se transforment et commencent à occuper des positions actives. Entre temps, de nouvelles naissances reconstituent continuellement la société. Lorsqu'on "arrête" le flux incessant, par abstraction, on peut parler d'un "moment historique" dans lequel tous les membres situés sur la même scène sociale peuvent être considérés "contemporains", vivants dans un même temps. Mais nous observons qu'ils n'ont ni le même âge ni la même temporalité interne quant à leurs paysages de formation, leur situation actuelle et leurs projets. En réalité, une dialectique générationnelle s'établit entre les "franges" les plus contiguës qui essaient d'occuper l'activité centrale, le présent social, selon leurs intérêts et leurs croyances. C'est la temporalité sociale interne qui explique structurellement le devenir historique dans lequel interagissent différentes accumulations générationnelles, et non la succession de phénomènes placés linéairement les uns à côté des autres, comme dans le temps du calendrier, comme nous l'ont expliqué certaines philosophies de l'histoire.

Constitué socialement dans un monde historique dans lequel je configure mon paysage, j'interprète ce vers quoi je lance mon regard. Il y a mon paysage personnel mais aussi un paysage collectif qui répond, dans ce moment-là, à de grands ensembles humains. Comme nous l'avons dit précédemment, différentes générations coexistent dans un même temps présent. Pour donner un exemple grossier, disons qu'au même moment, existent ceux qui sont nés avant le transistor et ceux qui sont nés parmi les ordinateurs. De nombreuses configurations diffèrent dans les deux expériences, non seulement dans la façon d'agir mais aussi dans la façon de penser et de sentir... Et ce qui, dans la relation sociale et dans le mode de production, fonctionnait à une époque, cesse de le faire lentement ou parfois de façon brutale. On attendait un résultat pour le futur et ce futur est arrivé, mais les choses ne se sont pas passées de la façon dont elles furent projetées. Ni cette action ni cette sensibilité ni cette idéologie ne coïncident avec le nouveau paysage qui est en train de s'imposer socialement.

La violence, l'État et la concentration du pouvoir

L'être humain, grâce à son ouverture et à sa liberté de choisir entre des situations, de différer des réponses et d'imaginer son futur, peut aussi se nier lui-même, nier des aspects de son corps, le nier complètement comme dans le suicide, ou nier les autres. Cette liberté a permis à quelques-uns de s'approprier illégitimement le tout-social, c'est-à-dire de nier la liberté et l'intentionnalité des autres en les réduisant à des prothèses, à des instruments de leurs intentions. Là se trouve l'essence de la discrimination, sa méthodologie étant la violence physique, économique, raciale et religieuse. La violence peut s'instaurer et se perpétuer par la domination de l'appareil de régulation et de contrôle social : l'État. Par conséquent, l'organisation sociale requiert un type avancé de coordination, à l'abri de toute concentration de pouvoir, qu'elle soit privée ou étatique. Quand on

prétend que grâce à la privatisation de tous les secteurs d'activité économique, on met la société à l'abri du pouvoir étatique, on cache le véritable problème qui est dans le monopole ou dans l'oligopole, lequel transfère le pouvoir des mains de l'État, aux mains d'un para-État, dirigé non plus par une minorité bureaucratique mais par une minorité privée qui augmente le processus de concentration.

Les différentes structures sociales, des plus primitives aux plus sophistiquées, tendent à la concentration progressive, jusqu'à ce qu'elles s'immobilisent et que commence leur étape de dissolution. Étape à partir de laquelle démarrent de nouveaux processus de réorganisation, à un niveau plus élevé que le précédent. Depuis le commencement de l'histoire, la société vise à la mondialisation et on arrivera ainsi à une époque de concentration maximale de pouvoir arbitraire, ayant les caractéristiques d'un empire mondial, mais sans possibilité d'une expansion plus grande. L'effondrement du système global se produira selon la logique de la dynamique structurelle de tout système fermé, dans lequel le désordre tend nécessairement à augmenter. De même que le processus des structures tend à la mondialisation, le processus d'humanisation tend à l'ouverture de l'être humain, au dépassement de l'État et du para-État ; il tend à la décentralisation et à la déconcentration en faveur d'une coordination supérieure entre des particularités sociales autonomes. Que tout finisse dans un chaos et dans un recommencement de la civilisation, ou bien que commence une étape d'humanisation progressive, cela ne dépendra plus de desseins mécaniques inexorables mais de l'intention des individus et des peuples, de leur engagement face au changement du monde, et d'une éthique de la liberté qui, par définition, ne pourra pas être imposée. Et on ne devra plus aspirer à une démocratie formelle comme celle conduite jusqu'ici par les intérêts des factions, mais à une démocratie réelle, dans laquelle la participation directe pourra se réaliser instantanément grâce à la technologie de communication en condition de le faire à l'heure actuelle.

Le processus humain

Ceux qui ont réduit l'humanité des autres ont de ce fait provoqué de nouvelles douleurs et souffrances, en recommençant au sein de la société l'ancienne lutte contre l'adversité naturelle. Mais cette lutte se fait maintenant entre ceux qui veulent "naturaliser" les autres, la société et l'histoire et, d'autre part, les opprimés qui ont besoin de s'humaniser en humanisant le monde. Pour cela, humaniser c'est sortir de la chosification pour affirmer l'intentionnalité de tout être humain et la primauté du futur sur la situation actuelle. Ce sont l'image et la représentation d'un futur possible et meilleur qui permettent la modification du présent et qui rendent possibles toute révolution et tout changement. Par conséquent, il ne suffit pas de subir la pression des conditions opprimentes pour que le changement se mette en marche ; il est aussi nécessaire de se rendre compte qu'un tel changement est possible et qu'il dépend de l'action humaine. Cette lutte ne se fait pas entre des forces mécaniques, ce n'est pas un réflexe naturel ; c'est une lutte entre des intentions humaines. Et c'est précisément ce qui nous permet de parler d'opresseurs et d'opprimés, de justes et d'injustes, de héros et de lâches. C'est la seule chose qui donne un sens à la pratique de la solidarité sociale et à l'engagement pour libérer les discriminés, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires.

Enfin, des considérations plus détaillées à propos de la violence, de l'État, des institutions, de la loi et de la religion, apparaissent dans le travail intitulé *Le paysage humain*, inclus dans le livre *Humaniser la terre*, livre auquel je renvoie, pour ne pas dépasser les limites de cette lettre.

Quant au sens des actes humains, je ne crois pas qu'il s'agisse de convulsions sans signification, ni de "passions inutiles" qui s'achèvent dans l'absurde de la dissolution. Je crois que le destin de l'humanité est orienté par l'intention qui, se

faisant de plus en plus consciente chez les peuples, se fraie un passage en direction d'une nation humaine universelle. Dès lors, il surgit avec évidence que l'existence humaine ne commence ni ne se termine dans un cercle d'enfermement vicieux et qu'une vie qui aspire à la cohérence doit s'ouvrir en amplifiant son influence vers des personnes et des enceintes, en promouvant non seulement une conception ou des idées, mais aussi des actions précises qui amplifient la liberté de façon croissante.

Dans une prochaine lettre, nous sortirons de ces thèmes strictement doctrinaires pour nous référer de nouveau à la situation actuelle et à l'action personnelle dans le monde social.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

19 décembre 1991

CINQUIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Parmi tant de personnes préoccupées par les événements actuels, je rencontre souvent d'anciens militants de partis ou d'organisations politiques progressistes. Nombre d'entre eux ne se sont pas encore remis du choc subi lors de la chute du "socialisme réel". Dans le monde entier, des centaines de milliers de personnes engagées choisissent de se replier sur leurs occupations quotidiennes et laissent penser, par cette attitude, que leurs vieux idéaux se sont éteints. Ce qui pour moi n'a signifié qu'un événement de plus dans la désintégration des structures centralisées - événement d'ailleurs attendu depuis vingt ans - fut pour eux une catastrophe imprévue. Cependant, ce n'est pas le moment d'en être fier car la dissolution de cette forme politique a créé un déséquilibre entre les forces, laissant le champ libre à un système aussi monstrueux dans ses procédés que dans la direction qu'il prend.

Il y a quelques années, j'ai assisté à un rassemblement ; les vieux ouvriers, les mères travailleuses accompagnées de leurs enfants et les petits groupes de jeunes, tous levaient le poing en entonnant leur chant. On pouvait encore voir flotter les drapeaux et entendre l'écho des glorieuses consignes de lutte... En voyant cette scène, je me disais que tant de volontés, de risques, de tragédies et d'efforts, bien que mus par des impulsions authentiques, s'éloignaient par un tunnel menant à l'absurde négation des possibilités de transformation. J'aurais aimé accompagner cette scène émouvante avec un chant en l'honneur des idéaux du vieux militant, ce vieux militant qui maintient debout son orgueil combatif sans penser aux réussites. Tout cela provoqua en moi des sentiments très partagés et avec le recul, je me demande aujourd'hui : que s'est-il passé avec toutes ces bonnes personnes qui luttèrent solidairement au-delà de leurs intérêts immédiats pour un monde qu'elles croyaient être le meilleur des mondes ? Je ne pense pas seulement à ceux qui appartenaient aux partis politiques plus ou moins institutionnalisés mais aussi à tous ceux qui choisirent de mettre leur vie au service d'une cause qu'ils croyaient juste. Il n'est évidemment pas question de les voir au travers de leurs erreurs ni de simplement les classer comme représentants d'une philosophie politique. Aujourd'hui, il est nécessaire de récupérer la valeur de l'humain et de ranimer les idéaux vers une direction possible.

Je réfléchis à ce que je viens d'écrire et j'adresse mes excuses à ceux qui se sentent étrangers à ces sujets pour n'avoir pas participé à ces courants ni à ces activités ; cependant je leur demande à eux aussi de faire l'effort de tenir compte des thèmes qui ont trait aux valeurs et aux idéaux de l'action humaine. C'est le sujet de cette lettre un peu rude mais destinée à secouer le défaitisme qui semble s'être emparé de l'âme militante.

La question la plus importante: savoir si l'on veut vivre et dans quelles conditions

Des millions de personnes luttent aujourd'hui pour subsister, ignorant si demain elles pourront vaincre la faim, la maladie, l'abandon. Leurs manques sont si grands que tout ce qu'elles tentent pour sortir de ces problèmes complique davantage leur vie. Resteront-elles immobiles, remettant à plus tard leur suicide ? Tenteront-elles des actes désespérés ? Quels types d'actions, de risques ou d'espoirs seront-elles disposées à affronter ? Que fera celui qui, pour des raisons économiques, sociales ou simplement personnelles se trouvera en situation-limite ? La question la plus importante consistera toujours à savoir si l'on veut vivre et dans quelles conditions.

La liberté humaine, source de tout sens

Même ceux qui ne se trouvent pas en situation-limite s'interrogeront sur leurs conditions actuelles en projetant un schéma de vie future. Même celui qui préfère ne pas penser à sa propre situation ou qui reporte cette responsabilité sur d'autres, choisira un schéma de vie. Ainsi, la liberté de choix devient une réalité au moment où nous nous interrogeons sur notre vie et où nous réfléchissons aux conditions dans lesquelles nous voulons vivre. Que nous luttions ou non pour ce futur, la liberté de choix demeure. Seul ce trait de la vie humaine peut justifier l'existence des valeurs, de la morale, du droit et du devoir ; de même, il permet de réfuter toute politique, toute organisation sociale, tout style de vie qui s'installent sans justifier leur sens, sans justifier en quoi ils servent l'être humain concret et actuel. Toute morale, loi ou constitution sociale, qui se fonde sur des principes soi-disant supérieurs à la vie humaine, place celle-ci en situation contingentée, niant son sens essentiel de liberté.

L'intention oriente l'action

Nous naissons dans des conditions que nous n'avons pas choisies. Nous n'avons choisi ni notre corps, ni le milieu naturel, ni la société, ni le temps et l'espace qui nous sont donnés comme une chance ou une malchance. Dès cet instant, et à tout moment, nous sommes libres de nous suicider ou de continuer à vivre, et de réfléchir aux conditions de vie que nous voulons. Nous pouvons nous rebeller face à la tyrannie et triompher ou mourir dans cette entreprise ; nous pouvons lutter pour une cause ou faciliter l'oppression ; nous pouvons accepter un modèle de vie ou essayer de le modifier. Nous pouvons aussi nous tromper dans notre choix. Nous pouvons croire qu'en acceptant tout ce qui est établi dans une société – si pervers que ce soit – nous nous adaptons de façon parfaite et que cela nous apporte les meilleures conditions de vie ; ou bien, nous pouvons supposer qu'en remettant tout en question, sans faire de différence entre ce qui est important et ce qui est secondaire, nous amplifions notre champ de liberté alors qu'en réalité, notre influence pour changer les choses diminue par un phénomène d'inadaptation cumulatif. Pour finir, nous pouvons donner la priorité à l'action qui donne un sens à notre existence en amplifiant notre influence dans une direction possible. Quoi qu'il en soit, nous devons choisir parmi des conditions, des nécessités, et ceci, en accord avec notre intention et le schéma de vie que nous nous proposons. Il va de soi que, par un chemin aussi accidenté, l'intention pourra se modifier.

Que ferons-nous de notre vie ?

Cette question ne peut pas être posée dans l'abstrait ; elle est à mettre en relation avec la situation que nous vivons et les conditions dans lesquelles nous voulons vivre. Pour le moment, nous vivons en société, en relation avec d'autres personnes et notre destin se joue avec le leur. Si nous croyons que tout va bien dans le présent et si le futur personnel et social que nous pouvons entrevoir nous paraît satisfaisant, alors il nous faut continuer, avec peut-être de légères modifications, mais dans la même direction. Si, au contraire, nous pensons vivre dans une société violente, inégale et injuste, marquée par des crises progressives liées à un changement vertigineux dans le monde, alors réfléchissons tout de suite à la nécessité de profondes transformations personnelles et sociales. La crise globale nous affecte et nous entraîne ; nous perdons nos références stables et il nous est de plus en plus difficile de planifier notre futur. Ce qui est grave, c'est que nous ne pouvons pas mener une action cohérente de changement puisque les anciennes formes de lutte que nous connaissions ont échoué et que la désintégration du tissu social empêche la mobilisation de grands ensembles humains. Il nous arrive la même chose qu'à tous ceux qui souffrent des difficultés actuelles et pressentent

que les conditions vont s'aggraver. Personne ne peut et ne veut s'impliquer dans des actions vouées à l'échec et, en même temps, personne ne peut continuer ainsi. Mais il y a pire : notre inaction laisse le champ libre à de plus grandes inégalités et injustices. Des formes de discrimination et d'agression que nous croyions dépassées, resurgissent avec force. Si la désorientation et la crise sont si fortes, pourquoi de nouvelles monstruosité ne serviraient-elles pas de référence sociale ? Et les représentants de ces monstruosité diraient clairement ce que nous devons faire, puis l'exigeraient de nous tous et de chacun de nous. Ces comportements primitifs sont aujourd'hui plus que jamais possibles, parce que leur discours élémentaire se propage facilement et parvient même à ceux qui se trouvent en situation-limite.

Beaucoup de gens savent que la situation est critique dans des termes proches de ceux que nous venons d'utiliser, étant eux-mêmes plus ou moins bien informés. Pourtant, le choix que l'on fait de plus en plus souvent et avec plus de force, est celui de s'occuper de sa propre vie, en omettant les difficultés des autres et ce qui se passe dans le contexte social. Dans de nombreux cas, nous applaudissons les objections faites au système, mais nous sommes très loin de tenter d'en changer les conditions. Nous savons que la démocratie actuelle est purement formelle et qu'elle répond aux ordres des groupes économiques ; cependant nous lavons notre conscience par de ridicules votes en faveur des partis majoritaires, parce que nous subissons le chantage de soutenir ce système ou de favoriser l'émergence de dictatures. Nous n'imaginons même pas que voter et appeler à voter en faveur des petits partis peut constituer un phénomène intéressant pour le futur ; que l'appui à la création d'organisations de travailleurs hors des cadres établis, peut se transformer en un important facteur de rassemblement. Nous rejetons le travail enraciné dans les quartiers, dans les communes, dans les zones urbaines et dans notre milieu immédiat parce que nous considérons cela trop limité ; mais nous savons que c'est là que commencera la recomposition du tissu social, quand la crise des structures centralisées se produira. Nous préférons prêter attention aux jeux superficiels, aux sphères dirigeantes, aux notables et aux formateurs d'opinion, au lieu de prêter l'oreille aux revendications souterraines du peuple. Nous protestons à propos de l'action massive des médias contrôlés par les groupes économiques, au lieu de nous engager à avoir une influence sur les petits médias et à travers toutes les possibilités de communication sociale. Si nous continuons à militer dans une organisation politique progressiste, nous allons à la pêche d'une personne incohérente mais qui a « bonne presse », une personnalité qui peut représenter notre courant parce qu'elle est plus ou moins présentable aux médias du système. Au fond, tout cela nous arrive parce que nous croyons que nous sommes vaincus, et qu'il ne nous reste plus qu'à ruminer notre amertume en silence. Et c'est cette déroute que nous appelons "nous dédier à notre propre vie". Pendant ce temps "notre propre vie" accumule des contradictions et nous perdons le sens et la capacité de choisir nos conditions de vie. En définitive, nous ne concevons pas encore la possibilité d'un grand Mouvement de changement qui soit une référence et rassemble les facteurs les plus positifs de la société et, bien sûr, la déception nous empêche de nous imaginer nous-mêmes comme protagonistes principaux de ce processus de transformation.

Les intérêts immédiats et la conscience morale

Nous devons choisir les conditions dans lesquelles nous voulons vivre. Si nous agissons à l'encontre de notre projet de vie, nous n'échapperons pas à la contradiction qui nous mettra à la merci d'une longue chaîne d'accidents. Si nous prenons cette direction, quels types de freins pourrions-nous appliquer aux événements de notre propre vie ? Uniquement celui des intérêts immédiats. De sorte que nous pouvons imaginer que nous tenterons de sortir des nombreuses

situations-limites, en sacrifiant toute valeur et tout sens puisque notre priorité sera le bénéfice immédiat. Afin d'éviter les difficultés, nous essaierons d'éluder tout engagement qui nous rapprocherait de la situation-limite. Mais il arrivera que les événements eux-mêmes nous placent dans une position que nous n'aurons pas choisie. Sans être particulièrement subtils, nous pouvons comprendre ce qui arrivera aux personnes qui nous sont les plus proches, si elles partagent la même position. Poussées par une urgence identique, pourquoi ne choisiraient-elles pas de s'opposer à nous ? Et pourquoi toute une société ne prendrait-elle pas la même direction ? Il n'existerait pas de limite à l'arbitraire et le pouvoir injustifié vaincrait. Il s'imposerait par la violence manifeste s'il rencontrait des résistances ; ou sinon il y parviendrait par la persuasion, s'appuyant sur d'insoutenables valeurs auxquelles nous devrions adhérer en guise de justification, tout en éprouvant au fond de nos cœurs le non-sens de la vie. Alors, la déshumanisation de la Terre aurait triomphé.

Choisir un projet de vie parmi des conditions imposées est très loin d'être un simple réflexe animal. Au contraire, c'est la caractéristique essentielle de l'être humain. Si nous éliminons ce qui le définit, nous arrêterons son histoire et nous devons nous attendre à la progression de la destruction, et ce, à chaque pas. Si nous renonçons au droit de choisir un projet de vie et un idéal de société, nous rencontrerons des caricatures du droit, des valeurs et du sens. Face à cette situation, que pouvons-nous soutenir contre la névrose et les débordements que nous commençons à expérimenter autour de nous ? Chacun de nous verra ce qu'il fait de sa vie, mais chacun devra aussi garder présent à l'esprit que ses actions iront au-delà de lui-même, qu'il ait une petite ou une grande capacité d'influence. Les actions unitives, qui ont un sens, ou les actions contradictoires dictées par l'instant sont inévitables dans toute situation qui engage la direction de la vie.

Le sacrifice des objectifs en échange de succès conjoncturels. Quelques défaillances habituelles

Toute personne engagée dans une action conjointe, toute personne qui agit avec d'autres pour atteindre des objectifs sociaux qui ont un sens, doit être consciente des nombreuses défaillances qui, dans le passé, ruinèrent les meilleures causes. Machiavélismes ridicules, personnalismes placés au-dessus de la tâche décidée ensemble, et autoritarismes de toutes sortes remplissent les livres d'histoire et notre mémoire personnelle.

De quel droit utilise-t-on une doctrine, une formulation d'actions, une organisation humaine, en déplaçant les priorités qu'elles expriment ? De quel droit proposons-nous un objectif et un destin à d'autres, si ensuite on pose comme valeur prioritaire un hypothétique succès ou une présumée nécessité conjoncturelle ? Quelle serait la différence avec le pragmatisme que nous prétendons rejeter ? Où serait la cohérence entre ce que nous pensons, sentons et faisons ? Les manipulateurs ont, de tout temps, pratiqué l'élémentaire escroquerie morale consistant à présenter à d'autres une image d'avenir mobilisatrice, tout en gardant pour eux-mêmes une image de succès immédiat. Lorsque l'on s'est mis d'accord avec d'autres sur une intention et qu'on la sacrifie ensuite, on ouvre la porte à tout type de trahison négociée avec le camp que l'on dit combattre. On justifie alors cette indécence par une prétendue "nécessité" qui était sous-entendue dans le projet initial. Il est évident que nous ne parlons pas des modifications de conditions et de tactiques, dont tout participant comprend la relation existant entre elles et l'objectif mobilisateur proposé. Nous ne nous référons pas non plus aux erreurs d'appréciation que l'on peut commettre dans la mise en œuvre concrète du projet. Nous faisons référence à l'immoralité qui fausse les intentions, et devant laquelle il est indispensable d'être vigilants. Il est important d'être attentifs à nous-mêmes et

d'éclairer les autres, afin qu'ils sachent d'avance que, s'ils rompaient leurs engagements, nos mains resteraient aussi libres que les leurs.

Certes, il existe différents types d'astuces pour utiliser les personnes et il est impossible d'en dresser un inventaire complet. Il ne s'agit pas non plus de nous transformer en "censeurs moraux", car nous savons bien que derrière cette attitude se cache la conscience répressive, dont l'objectif est de saboter toute action qu'elle ne contrôle pas, en immobilisant les compagnons de lutte par la méfiance mutuelle. Quand on laisse entrer en contrebande de prétendues valeurs provenant de l'autre camp pour juger nos actions, il est bon de rappeler que cette "morale" est contestable et qu'elle ne coïncide pas avec la nôtre... Comment ces valeurs pourraient-elles exister parmi nous ?

Enfin, il est important de tenir compte de la progression trompeuse pratiquée habituellement pour retourner des situations contre les objectifs prévus. C'est dans cette position que se trouve celui qui nous accompagne et dont les motifs sont différents de ceux qu'il exprime : sa direction mentale, tordue dès le départ, n'attend que l'occasion de se manifester. En attendant, il utilisera graduellement des codes manifestes ou larvés correspondant à un système de double langage. Cette attitude coïncide presque toujours avec l'attitude de ceux qui, au nom de l'organisation militante, font perdre les références aux personnes de bonne foi, parce qu'ils font retomber la responsabilité de leurs horreurs sur la tête des gens authentiques.

Nous n'insisterons pas sur les "problèmes internes", bien connus, des organisations humaines. Il m'a pourtant semblé approprié de mentionner la racine de nature conjoncturelle qui agit dans toutes ces choses ; elle consiste à présenter une image d'avenir mobilisatrice tout en gardant pour soi une image de succès immédiat.

Le règne du secondaire

La situation actuelle est telle que des accusateurs de toute tendance et de tout poil exigent des explications sur un ton de percepteur, tenant pour acquis que l'on doit prouver son innocence. Ce qui est intéressant dans tout cela, c'est leur tactique qui consiste à exalter des questions secondaires et, par conséquent, à occulter les questions prioritaires. D'une certaine façon, cette attitude rappelle le fonctionnement de la démocratie dans les entreprises. En effet, les employés discutent entre eux pour savoir si les tables dans les bureaux doivent être loin ou près des fenêtres, s'il faut mettre des fleurs ou des couleurs agréables, ce qui en soi n'est pas mal. Ensuite, ils votent, et, à la majorité, décident du destin des meubles et du décor, ce qui n'est pas mal non plus. Mais au moment de discuter et de proposer un vote sur la direction et les actions de l'entreprise, il se produit un silence terrifiant... la démocratie se fige sur-le-champ car, en réalité, on se trouve dans le règne du secondaire. La situation n'est guère différente avec les procureurs du système. De but en blanc, un journaliste se met dans ce rôle, trouvant suspect notre goût pour certains plats ou exigeant un "engagement" et une discussion sur des questions sportives, astrologiques ou de catéchisme. Bien entendu, l'inévitable accusation à laquelle nous sommes censés répondre, survient, avec en corollaire le montage de contextes, l'utilisation de mots chargés de double sens et la manipulation d'images contradictoires. Il est bon de rappeler que ceux qui se situent dans un camp opposé au nôtre, ont le droit qu'on leur explique pourquoi eux ne sont pas en condition de nous juger, et pourquoi nous, nous pouvons pleinement justifier notre accusation. Quoiqu'il en soit, ils doivent défendre leur position face à nos objections. Bien entendu, cela ne pourra se faire qu'en fonction de certaines conditions et de l'habileté personnelle des adversaires, mais ceci ne nous empêche pas de nous révolter en voyant comment ceux qui ont le droit de mener cette initiative, baissent la tête devant tant d'inconsistance. Il est

également pathétique de voir sur les écrans de télévision certains leaders émettre des petits mots d'esprit, danser comme des ours avec la présentatrice ou se soumettre à toutes sortes de vexations pour figurer au premier plan. Devant ces merveilleux exemples, beaucoup de gens bien intentionnés n'arrivent pas à comprendre comment leur message, diffusé par les médias, parvient déformé ou évincé auprès du grand public. Voilà quelques aspects du règne du secondaire qui opèrent en intervertissant les thèmes importants et produisent ainsi la désinformation du public que l'on prétend éclairer. Curieusement, beaucoup de progressistes tombent dans ce piège, sans très bien comprendre comment l'apparente publicité qu'on leur fait, produit un effet contraire. Finalement, il ne s'agit pas de laisser au camp opposé des positions qu'il nous incombe de défendre. N'importe qui peut réduire notre position à de simples frivolités, en affirmant que lui aussi est, par exemple, "humaniste" parce qu'il est préoccupé par l'humain ; qu'il est "non-violent" parce qu'il est contre la guerre ; qu'il est non-discriminatoire parce qu'il a un ami noir ou communiste ; qu'il est écologiste parce qu'il s'occupe des phoques et des espaces publics. Mais si on le pousse dans ses derniers retranchements, il ne pourra argumenter ses dires, dévoilant son véritable visage anti-humaniste, violent, discriminatoire et prédateur.

Ces commentaires sur certains aspects du règne du secondaire n'apportent rien de nouveau, mais cela vaut parfois la peine de prévenir des militants distraits qui, tout en essayant de transmettre leurs idées, ne remarquent pas l'étrange territoire où ils ont été reclus.

J'espère que vous aurez su dissimuler la gêne occasionnée par une lettre qui ne se réfère ni à vos problèmes ni à vos intérêts. Je suis certain que, dans la prochaine, nous pourrons continuer nos petites conversations.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

4 juin 1992

SIXIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Plusieurs lecteurs de mes lettres ont à nouveau insisté pour que je définisse mieux l'action sociale et politique, ainsi que les perspectives transformatrices qu'elles offrent. Je pourrais me limiter à répéter ce qui a été dit au début de la première lettre :

« Depuis longtemps je reçois une correspondance de différents pays me demandant d'expliquer ou de développer les thèmes de mes livres. En général, on me réclame des éclaircissements sur des sujets aussi concrets que la violence, la politique, l'économie, l'écologie, les relations sociales et personnelles. Comme on peut le constater, les inquiétudes sont nombreuses et variées, et il est évident que dans tous ces domaines, c'est aux spécialistes d'apporter des réponses, ce qui, bien sûr, n'est pas mon cas. »

Néanmoins, dans les lettres qui ont suivi, j'ai fait quelques commentaires sur les sujets cités mais sans réussir à satisfaire les requêtes. Comment répondre à des questions de cette envergure, vu l'espace et la nature d'une lettre ? Cela me met dans l'embarras.

Comme nous le savons tous, je participe à un courant d'opinion, un mouvement qui, durant trois décennies, a créé de nombreuses institutions et a affronté toutes sortes de dictatures et d'injustices. Il a surtout affronté la désinformation, la calomnie, et le silence délibéré. Cela n'a pas empêché ce mouvement de s'étendre à travers le monde entier en conservant son indépendance tant économique qu'idéologique. S'il s'était conformé aux usages en cours en pratiquant une spéculation aussi malpropre que discrète, il serait probablement reconnu et aurait le soutien de la presse. Mais cela aurait finalement consacré le triomphe de l'absurde et la victoire de tout ce contre quoi nous avons lutté. Dans notre histoire, il y a du sang, des prisons, des déportations et toutes sortes de barrières. Il est nécessaire de le rappeler. Notre mouvement s'est toujours senti redevable de l'humanisme historique parce que celui-ci a mis l'accent sur la liberté de conscience, sur la lutte contre tous les obscurantismes et sur la défense des plus hautes valeurs humaines. Mais notre mouvement a également produit des études et des travaux en nombre suffisant pour apporter une réponse à une époque dans laquelle, finalement, la crise s'est précipitée. Je vais devoir faire appel à ces travaux et études pour expliquer, en l'espace d'une lettre, les propositions et les thèmes fondamentaux de l'humanisme d'aujourd'hui.

Document du Mouvement Humaniste

Les humanistes sont des femmes et des hommes de ce siècle, de notre époque. Ils reconnaissent les antécédents de l'humanisme historique et s'inspirent des apports des différentes cultures, et pas seulement de celles qui occupent actuellement une place centrale. De plus, ces hommes et ces femmes laissent derrière eux ce siècle et ce millénaire pour se projeter vers un monde nouveau.

Les humanistes sentent que leur histoire est très longue et que leur futur l'est bien plus encore. Ils pensent à l'avenir en luttant pour surmonter la crise générale d'aujourd'hui. Ils sont optimistes et croient à la liberté et au progrès social.

Les humanistes sont internationalistes et aspirent à une nation humaine universelle. Ils comprennent de façon globale le monde dans lequel ils vivent, et

agissent sur leur milieu immédiat. Ils aspirent à un monde non pas uniforme mais multiple : multiple par ses ethnies, ses langues et ses coutumes ; multiple par ses localités, régions et provinces autonomes ; multiple par ses idées et ses aspirations ; multiple par les croyances, l'athéisme et la religiosité ; multiple dans le travail ; multiple dans la créativité.

Les humanistes ne veulent pas de maîtres ; ils ne veulent ni dirigeants ni chefs, et ne se sentent ni représentants ni chefs de quiconque. Les humanistes ne veulent pas d'un État centralisé ni d'un para-État le remplaçant. Les humanistes ne veulent pas d'armée qui joue le rôle de police, ni de bandes armées qui s'y substituent.

Mais entre les aspirations humanistes et les réalités du monde d'aujourd'hui, un mur s'est dressé. Il est temps de l'abattre. Pour cela, l'union de tous les humanistes du monde est nécessaire.

I. Le capital mondial

Voici la grande vérité universelle : l'argent est tout. L'argent est gouvernement, il est loi, il est pouvoir. Il est, fondamentalement, subsistance. Mais en plus, il est l'art, il est la philosophie et il est la religion. Rien ne se fait sans argent ; on ne peut rien sans argent. Il n'y a pas de relations personnelles sans argent. Il n'y a pas d'intimité sans argent et même le choix de la solitude dépend de l'argent.

Mais la relation à cette « vérité universelle » est contradictoire. La majorité des gens ne veulent pas de cet état de fait. Ainsi, nous sommes face à la tyrannie de l'argent. Une tyrannie qui n'est pas abstraite car elle a un nom, des représentants, des exécutants et des procédés indubitables.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'économies féodales, ni d'industries nationales, ni même d'intérêts de groupements multinationaux. Aujourd'hui il s'agit, pour ces survivants historiques, d'adapter leurs avoirs aux impératifs du capital financier international, ce capital spéculateur qui se concentre à l'échelle mondiale. Même l'État national a besoin de crédits et d'emprunts pour survivre. Tous mendient l'investissement et fournissent des garanties pour que la banque assume les décisions finales. Le temps approche où les entreprises elles-mêmes ainsi que les campagnes et les villes deviendront la propriété incontestable de la banque. De même, le temps du para-État arrivera, où l'ancien ordre sera anéanti.

Parallèlement, l'ancienne solidarité disparaît. En définitive, il s'agit de la désintégration du tissu social et de l'apparition de la déconnexion de millions d'êtres humains, indifférents entre eux, malgré la pénurie générale. Le grand capital étend son pouvoir non seulement sur l'objectivité, par le contrôle des moyens de production, mais aussi sur la subjectivité par le contrôle des moyens de communication et d'information. Dans ces conditions, le grand capital peut disposer à son gré des ressources matérielles et sociales, dégradant irrémédiablement la nature et écartant progressivement l'être humain. Pour cela, il dispose de technologies suffisantes. Et, de même qu'il a vidé de sens les entreprises et les États, il vide aussi de sens la science en la transformant en technologie produisant la misère, la destruction et le chômage.

Les humanistes n'ont pas besoin de beaucoup d'arguments pour étayer le fait qu'aujourd'hui le monde dispose de conditions technologiques suffisantes pour résoudre, en peu de temps, les problèmes touchant de vastes régions, à savoir : le plein emploi, l'alimentation, la santé, le logement et l'instruction. Si rien n'est fait dans ce sens, c'est tout simplement que la spéculation monstrueuse du grand capital l'en empêche.

Le grand capital, ayant épuisé l'étape de l'économie de marché, commence à imposer sa discipline à la société pour affronter le chaos qu'il a lui-même produit. Devant une telle irrationalité, ce ne sont pas les voix de la raison qui se lèvent dialectiquement mais plutôt les plus obscurs racismes, fondamentalismes et fanatismes. Et si ce néo-irrationalisme en arrive à diriger des régions et des collectivités, la marge d'action des forces progressistes s'amenuisera de jour en jour. Par ailleurs, des millions de travailleurs ont déjà pris conscience aussi bien des irréalités du centralisme étatique que de l'hypocrisie de la démocratie capitaliste. Ainsi, les ouvriers se dressent contre leurs dirigeants syndicaux corrompus, tout comme les peuples remettent en question leurs partis politiques et leurs gouvernements. Mais il faut donner une orientation à ces phénomènes qui, sinon, s'enliseront dans des actions spontanées et sans aucune continuité. Il faut débattre au sein du peuple des thèmes fondamentaux concernant les facteurs de production.

Pour les humanistes, les facteurs de la production sont le travail et le capital. La spéculation et l'usure sont de trop. Dans la situation actuelle, les humanistes luttent pour que la relation absurde qui a existé entre ces deux facteurs soit totalement transformée. Jusqu'à présent, on a imposé que le profit revienne au capital et le salaire au travailleur, justifiant un tel déséquilibre par le "risque" assumé par l'investissement... comme si chaque travailleur n'engageait pas son présent et son avenir dans les va-et-vient du chômage et de la crise ! De plus, la gestion et le pouvoir de décision à l'intérieur de l'entreprise sont également en jeu. Le profit non destiné au réinvestissement dans l'entreprise, à son expansion ou à sa diversification, dérive vers la spéculation financière. Le profit qui ne crée pas de nouvelles sources d'emploi, dérive aussi vers la spéculation financière. Par conséquent, les travailleurs doivent orienter leur lutte pour obliger le capital à un rendement productif maximum. Mais ceci ne pourra se réaliser sans le partage de la gestion et de la direction. Comment éviter autrement les licenciements massifs, la fermeture des entreprises et le vide qui en résulte ? Car le préjudice majeur réside dans le sous-investissement, la faillite frauduleuse, l'endettement forcé et la fuite des capitaux et non dans les bénéfices résultant de l'augmentation de la productivité.. Et si on insistait pour que les travailleurs confisquent les moyens de production suivant les enseignements du XIXe siècle, il faudrait alors tenir compte du récent échec du socialisme réel.

Quant à l'objection qui dit qu'encadrer le capital, comme est encadré le travail, produit sa fuite vers des lieux et des zones plus profitables, on peut répondre : ceci ne se produira plus très longtemps puisque l'irrationalité du schéma actuel mène ce capital à sa saturation et à la crise mondiale. Cette objection, que nous reconnaissons d'une immoralité radicale, méconnaît le processus historique du transfert du capital vers la banque. Par le biais de ce transfert, le chef d'entreprise devient lui-même un employé sans pouvoir de décision, à l'intérieur d'un circuit dont l'autonomie n'est qu'apparente. Par ailleurs, au fur et à mesure que la récession s'accroît, les chefs d'entreprises commenceront eux aussi à prendre en considération ces différents éléments.

Les humanistes ressentent la nécessité d'agir non seulement dans le domaine du travail, mais aussi dans le domaine politique pour empêcher que l'État ne soit un instrument du capital financier mondial, pour obtenir que la relation entre les facteurs de production soit juste, et pour rendre à la société l'autonomie qui lui a été arrachée.

II. Démocratie formelle et démocratie réelle

L'édifice de la démocratie s'est gravement délabré avec l'effondrement de ses principaux fondements : indépendance entre les pouvoirs, représentativité et respect des minorités.

L'indépendance théorique entre les pouvoirs est un contresens. Il suffit de rechercher dans la pratique l'origine et la composition de chacun d'eux pour démontrer les relations intimes qui les unissent. Il ne pourrait en être autrement. Tous font partie d'un même système. De la sorte, les crises fréquentes (empiétement des pouvoirs, superposition de fonctions, corruption et irrégularités) correspondent à la situation globale, économique et politique d'un pays donné.

À propos de la représentativité, depuis l'époque de l'extension du suffrage universel, on pensait qu'il n'existait qu'un seul acte entre l'élection et la fin du mandat des représentants du peuple. Mais à mesure que le temps passait, on a vu clairement qu'il existe un premier acte, par lequel un grand nombre élit un petit nombre, et un deuxième acte, par lequel ce petit nombre trahit le grand nombre en représentant des intérêts étrangers au mandat reçu. Déjà, ce mal couve dans les partis politiques réduits à des coupoles de dirigeants coupées des besoins du peuple. Déjà, dans la machinerie des partis, les grands intérêts financent les candidats et leur dictent la politique à suivre. Tout ceci met en évidence une crise profonde dans le concept et la mise en pratique de la représentativité.

Les humanistes luttent pour transformer cette pratique en donnant une plus grande importance à la consultation populaire, au plébiscite et à l'élection directe des candidats. Dans de nombreux pays, il existe encore des lois qui assujettissent les candidats indépendants à des partis politiques ; de même, il existe des subterfuges et des contraintes financières qui les empêchent de se présenter devant la société. Toute Constitution ou loi qui s'oppose à la pleine capacité du citoyen d'élire et d'être élu, se moque des fondements mêmes de la démocratie réelle qui est au-dessus de toute règle juridique. Et si l'on parle d'égalité des chances, les médias doivent se mettre au service de la population lors de la période électorale pendant laquelle les candidats exposent leurs propositions, en accordant à tous exactement les mêmes chances. Par ailleurs, on doit imposer des lois de responsabilité politique par lesquelles, celui qui ne respecte pas les promesses faites à ses électeurs, risque la révocation, la destitution ou le jugement politique. Car l'expédient, pratiqué actuellement, par lequel les individus ou partis qui ne tiennent pas leurs engagements sont sanctionnés par les urnes lors du prochain scrutin, n'interrompt en rien le deuxième acte de trahison des personnes représentées. Il existe de plus en plus de moyens technologiques pour mettre en œuvre la consultation directe sur les sujets d'urgence. Il n'est pas question de privilégier les sondages ni les enquêtes manipulées mais de faciliter la participation et le vote direct grâce aux moyens électroniques et informatiques de pointe.

Dans une démocratie réelle, on doit donner aux minorités les garanties que mérite leur représentativité, mais on doit également favoriser toute mesure qui facilite, dans la pratique, leur insertion et leur développement. Aujourd'hui, les minorités harcelées par la xénophobie et la discrimination demandent anxieusement à être reconnues et, dans ce sens, il est de la responsabilité des humanistes d'élever cette question au niveau des discussions les plus importantes, en érigeant partout la lutte jusqu'à vaincre les néo-fascismes avoués ou dissimulés. En définitive, lutter pour les droits des minorités, c'est lutter pour les droits de tous les êtres humains.

Mais il arrive aussi que dans l'ensemble d'un pays, des provinces entières, des régions ou des provinces autonomes subissent la même discrimination par la

contrainte qu'exerce l'État centralisé, aujourd'hui instrument impuissant dans les mains du grand capital. Ceci devra cesser par la mise en place d'une organisation fédérative dans laquelle le pouvoir politique réel reviendra aux mains des dites entités historiques et culturelles.

En définitive, mettre en avant les thèmes du capital et du travail, les thèmes de la démocratie réelle et les objectifs de la décentralisation de l'appareil étatique, c'est acheminer la lutte politique vers la création d'un nouveau type de société. Une société flexible et en changement constant, en accord avec les nécessités dynamiques des peuples, aujourd'hui asphyxiés par la dépendance.

III. La position humaniste

L'action des humanistes ne s'inspire pas de théories fantaisistes sur Dieu, la nature, la société ou l'histoire. Elle s'inspire des nécessités vitales qui consistent à éloigner la douleur et à s'approcher du plaisir. Mais, à ces nécessités, la vie humaine ajoute la prévision du futur en se fondant sur l'expérience passée et sur l'intention d'améliorer la situation présente. Son expérience n'est pas le simple produit de sélections ou d'accumulations naturelles et physiologiques comme c'est le cas pour toutes les autres espèces ; elle est aussi expérience sociale et expérience personnelle lancées pour dépasser la douleur actuelle et l'éviter dans l'avenir. Son travail, accumulé au travers des productions sociales, se transmet et se transforme de génération en génération, dans une lutte continue pour améliorer les conditions naturelles, y compris celles de son propre corps. C'est pourquoi, on doit définir l'être humain comme un être historique, ayant un mode d'action sociale capable de transformer le monde et sa propre nature. Et chaque fois qu'un individu ou un groupe humain s'impose à d'autres par la violence, il parvient à arrêter l'histoire transformant ses victimes en objets "naturels". La nature n'ayant pas d'intentions, lorsque l'on nie la liberté et les intentions des autres, on les transforme en objets naturels, en objets d'utilisation.

Le progrès de l'humanité, en lente ascension, requiert la transformation de la nature et de la société, en éliminant la violente appropriation animale de certains êtres humains par d'autres. Quand cela arrivera, on passera de la préhistoire à une histoire pleinement humaine. En attendant, on ne peut pas partir d'une valeur centrale autre que l'être humain, entier dans ses réalisations et dans sa liberté. C'est pourquoi les humanistes proclament : « Rien au-dessus de l'être humain et aucun être humain en dessous d'un autre ». Si on pose comme valeur centrale Dieu, l'État, l'argent ou toute autre entité, on subordonne l'être humain en créant des conditions pour le contrôler et le sacrifier ultérieurement. Pour les humanistes, ce point est évident. Les humanistes sont athées ou croyants, mais ne partent pas de leur athéisme ou de leur foi pour fonder leur vision du monde et leur action. Ils partent de l'être humain et de ses nécessités immédiates. Et si dans leur lutte pour un monde meilleur, ils croient découvrir une intention qui fait avancer l'histoire dans une direction de progrès, ils mettent cette foi ou cette découverte au service de l'être humain.

Les humanistes posent le problème de fond : savoir si l'on veut vivre, et décider dans quelles conditions.

Toutes les formes de violence, physique, économique, raciale, religieuse, sexuelle et idéologique par lesquelles le progrès humain a été entravé, répugnent aux humanistes. Toute forme de discrimination, manifeste ou larvée, constitue pour les humanistes un motif de dénonciation.

Les humanistes ne sont pas violents mais, par dessus tout, ils ne sont pas lâches et ne craignent pas d'affronter la violence car leur action a un sens. Les humanistes

relient leur vie personnelle et leur vie sociale. Ils ne posent pas de fausses antinomies, et en cela réside leur cohérence.

Ainsi la ligne de séparation entre l'humanisme et l'anti-humanisme est tracée. L'humanisme met en avant la question du travail face au grand capital ; la question de la démocratie réelle face à la démocratie formelle ; la question de la décentralisation face à la centralisation ; la question de l'anti-discrimination face à la discrimination ; la question de la liberté face à l'oppression ; la question du sens de la vie face à la résignation, à la complicité et à l'absurde.

Parce que l'humanisme se fonde sur la liberté de choix, il possède la seule éthique valable aujourd'hui. De même, parce qu'il croit à l'intention et la liberté, il fait la distinction entre erreur et mauvaise foi, entre celui qui se trompe et le traître.

IV. De l'humanisme naïf à l'humanisme conscient

C'est à la base sociale, dans les lieux de travail et d'habitation des travailleurs, que l'humanisme doit transformer la simple protestation en force consciente, orientée vers la transformation des structures économiques.

Quant aux membres combattifs des organisations syndicales et aux membres des partis politiques progressistes, leur lutte deviendra cohérente quand ils tendront à transformer les instances dirigeantes des organisations dont ils font partie, en donnant à leurs collectivités une orientation qui mettra à la première place, avant même les revendications à caractère immédiat, les questions de fond que propose l'humanisme.

Un très grand nombre d'étudiants et d'enseignants, habituellement sensibles à l'injustice, rendront plus consciente leur volonté de changement dans la mesure où la crise générale du système les touchera. Et bien sûr, les gens de la presse, en contact avec la tragédie quotidienne, sont en mesure aujourd'hui d'agir dans une direction humaniste, de même qu'un certain nombre d'intellectuels dont la production se veut en contradiction avec les règles que fait valoir ce système inhumain.

Nombreuses sont les positions qui, partant de la réalité de la souffrance humaine, invitent à une action désintéressée en faveur des démunis ou des discriminés. Parfois, des associations, des groupes volontaires et des couches importantes de la population se mobilisent et apportent ainsi une contribution positive. Assurément, une part de cette contribution consiste à dénoncer ces problèmes ; mais ces groupes ne fondent pas leur action sur la transformation des structures responsables de ces maux. Ces positions s'inscrivent davantage dans l'humanitarisme que dans l'humanisme conscient. Cependant, elles contiennent des protestations et des actions ponctuelles susceptibles d'être approfondies et étendues.

V. Le champ anti-humaniste

A mesure que les forces mobilisées par le grand capital asphyxient les peuples, des positions incohérentes surgissent et se renforcent en exploitant cette souffrance, en la canalisant vers de faux coupables. A la base de ces néo-fascismes se trouve une profonde négation des valeurs humaines. De même, dans certains courants écologistes déviés, la nature passe avant l'homme. Ils ne prêchent plus que le désastre écologique est catastrophique parce qu'il met en danger l'humanité, mais parce que l'être humain a attenté à la nature. Selon certains de ces courants, l'être humain est pollué et par là même, il contamine la nature. Il serait préférable pour eux que la médecine n'eut pas connu de succès dans le combat contre les

maladies et dans l'allongement de la durée de la vie. « La Terre d'abord ! » crient-ils avec hystérie, nous rappelant les proclamations du nazisme. De là à discriminer des cultures qui contaminent, des étrangers qui salissent et qui polluent, il n'y a qu'un petit pas. Ces courants s'inscrivent aussi dans l'anti-humanisme car au fond ils méprisent l'être humain. Leurs mentors se méprisent eux-mêmes en reflétant les tendances nihilistes et suicidaires à la mode.

Une partie importante de gens réceptifs adhèrent aussi à l'écologisme car ils comprennent la gravité du problème que celui-ci dénonce. Mais si cet écologisme prend le caractère humaniste qui lui correspond, il orientera la lutte contre les promoteurs de la catastrophe, à savoir : le grand capital et la chaîne d'industries et entreprises destructrices, parents proches du complexe militaro-industriel. Avant de se préoccuper des phoques, cet écologisme devra s'occuper de la faim, de la concentration urbaine, de la mortalité infantile, des maladies, du déficit sanitaire et du manque de logement, existant dans de nombreuses parties du monde. Et il mettra l'accent sur le chômage, l'exploitation, le racisme, la discrimination et l'intolérance dans ce monde technologiquement avancé. Un monde qui, d'autre part, est en train de créer des déséquilibres écologiques au nom de sa croissance irrationnelle.

Il n'est pas nécessaire de trop s'étendre sur des considérations concernant les droites, instruments politiques de l'anti-humanisme. Leur mauvaise foi atteint de tels niveaux que, périodiquement, elles se proclament comme représentantes de "l'humanisme". Dans le même esprit, la ruse cléricale, qui a prétendu théoriser sur la base d'un ridicule "humanisme théocentrique" (?), n'a pas manqué de se produire. Ces gens qui ont inventé les guerres de religions et les inquisitions, ces gens qui ont été les bourreaux des pères historiques de l'humanisme occidental se sont appropriés les vertus de leurs victimes, allant même jusqu'à "pardonner les déviations" de ces humanistes de l'histoire. La mauvaise foi et le banditisme dans l'appropriation des mots sont énormes au point que les représentants de l'anti-humanisme ont tenté de se parer du nom "d'humanistes". Il serait impossible de dresser l'inventaire des moyens, des instruments, des formes et expressions dont dispose l'anti-humanisme. En tous cas, jeter la lumière sur ses tendances les plus sournoises contribuera à ce que de nombreux humanistes, spontanés ou naïfs, révisent leurs conceptions et le sens de leur pratique sociale.

VI. Les fronts d'action humanistes

L'humanisme organise des fronts d'action dans les domaines du travail, du logement, des syndicats, de la politique et de la culture avec l'intention de devenir un mouvement social. En procédant ainsi, il crée les conditions pour l'insertion des différents groupes, individus et forces progressistes sans que ceux-ci ne perdent leur identité ou leurs caractéristiques propres. L'objectif de ce mouvement consiste à promouvoir l'union des forces capables d'exercer une influence croissante sur de vastes couches de la population, orientant par son action la transformation sociale.

Les humanistes ne sont pas naïfs et ne se gargarisent pas de déclarations propres aux époques romantiques. Dans ce sens, ils ne considèrent pas leurs propositions comme l'expression la plus avancée de la conscience sociale et ne pensent pas non plus à leur organisation en termes indiscutables. Les humanistes ne feignent pas d'être les représentants des majorités. En tous cas, ils agissent en accord avec ce qui leur paraît le plus juste, visant les transformations qu'ils croient les plus appropriées et les plus réalisables dans l'époque qu'ils vivent.

J'espère que nous pourrons poursuivre sur d'autres sujets dans une prochaine lettre.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

5 avril 1993

SEPTIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Aujourd'hui, nous parlerons de la révolution sociale. Comment est-ce possible ? Certains bien-pensants nous disent que le mot "révolution" est obsolète depuis l'échec du "socialisme réel". Il est probable que dans leur tête se soit depuis toujours nichée la croyance que les révolutions antérieures à celle de 1917 n'étaient que les préparatifs de la "vraie" révolution. Et il est bien évident que si la "vraie" révolution a échoué, il est impossible de revenir sur la question. Comme d'habitude, les bien-pensants exercent une censure idéologique et s'attribuent la prérogative d'accorder ou non le droit de cité aux modes et aux mots. Ces fonctionnaires de l'esprit (ou plus exactement des mass-media) continuent de s'opposer diamétralement à nous : ils pensaient que le monolithisme soviétique était éternel et à présent, ils pensent que le triomphe du capitalisme est une réalité inébranlable. Ils tenaient pour acquis que l'effusion de sang était l'essentiel d'une révolution ; que les banderoles au vent, les défilés, les gestes et les discours enflammés en constituaient le décor indispensable. Il y a toujours eu, dans leur paysage de formation, le cinéma et la mode de Pierre Cardin. Actuellement, par exemple, quand ils pensent à l'Islam, c'est une mode féminine qui les inquiète ; et quand ils parlent du Japon, après les altercations autour de la question économique, ils s'émeuvent pour le kimono, toujours sur le point d'être exhumé. Ceux qui, dans leur enfance, se sont nourris de celluloid et de livres de pirates, plus tard se sont sentis attirés par Katmandou, le tour de l'île, la cause écologique et la mode "naturelle". Si en revanche, ils ont savouré les westerns et les films d'action, c'est en terme de guerre concurrentielle qu'ils ont envisagé plus tard le progrès et en terme de poudre qu'ils ont vu la révolution. Nous sommes immergés dans un monde de codes de communication de masse où les faiseurs d'opinion nous imposent leur message par l'intermédiaire des journaux, des revues et des radios, où des écrivains de faible intelligence fixent les thèmes à débattre, où les gens sensés nous informent et nous éclairent sur le monde actuel... Tous les jours, la corporation des faiseurs d'opinion se présente devant les caméras. Là, tour à tour, la psychologue, le sociologue, le politologue, le styliste, la journaliste qui a interviewé Kadhafi et l'ineffable astrologue se passent la parole. Ensuite, ils vous crient tous : « Révolution ? Mais vous êtes complètement démodés* ! » Finalement, l'opinion publique (c'est-à-dire celle qui est publiée) soutient que tout va pour le mieux malgré quelques inconvénients et en plus, elle affirme que la révolution est morte.

Y a-t-il un ensemble d'idées bien articulées qui disqualifie le processus révolutionnaire dans le monde actuel ? Seules ont été présentées des opinions de pacotille. Par conséquent, il n'existe pas de conception solide qui mérite d'être discutée.

Passons, une fois pour toutes, aux questions importantes.

Chaos destructif ou révolution

Dans cet ensemble de lettres, nous avons fait plusieurs commentaires sur la situation générale que nous vivons aujourd'hui. Une conséquence de ces descriptions nous mène à l'alternative suivante : soit nous sommes entraînés dans une direction chaque fois plus absurde et destructrice, soit nous donnons aux événements un sens différent. Ce qui agit à la racine de cette présentation, c'est la dialectique de la liberté face au déterminisme, la recherche humaine du choix et de l'engagement face aux processus mécaniques dont le destin est déshumanisant.

La déshumanisation, c'est la concentration du grand capital qui finira par s'effondrer mondialement. La déshumanisation, c'est le monde qui en résulte, en proie aux convulsions de la famine, des migrations, des guerres et des luttes interminables, à l'insécurité quotidienne, à l'arbitraire généralisé, au chaos, à l'injustice, à la restriction de la liberté et au triomphe de nouveaux obscurantismes. La déshumanisation, c'est d'être pris dans le même engrenage jusqu'à l'apparition d'une autre civilisation qui répétera les mêmes étapes stupides de cet engrenage... si cela est encore possible après l'écroulement de cette première civilisation planétaire, qui commence à advenir aujourd'hui. Mais dans cette longue histoire, la vie des générations et des individus est si brève, et si immédiate, que chacun considère le destin général comme son destin particulier amplifié, et non son destin particulier comme le destin général restreint. Ainsi, ce que chaque personne vit aujourd'hui est beaucoup plus convaincant que ce qu'elle vivra demain, ou que ses enfants vivront demain. Et l'urgence est telle, pour des millions d'êtres humains, qu'il n'y a plus d'horizon pour concevoir un futur hypothétique qui puisse survivre à cette situation. Il y a trop de tragédies en ce moment précis et cela suffit largement pour lutter en vue d'un changement profond de la situation. Pourquoi parlons-nous alors de demain si les urgences actuelles sont d'une telle importance ? Tout simplement parce qu'on manipule de plus en plus l'image du futur, en exhortant les gens à supporter la situation actuelle comme s'il s'agissait d'une crise insignifiante et passagère. « Tout ajustement économique, théorisent-ils, a un coût social ». « Il est regrettable, disent-ils, que pour que nous soyons tous bien dans le futur, vous deviez mal vivre votre présent ». « Y avait-il autrefois, demandent-ils, toute cette technologie et cette médecine dans les régions les plus riches ? » Et ils affirment : « Bientôt, ce sera votre tour ! »

Et pendant qu'ils nous laissent de côté, ceux qui ont promis le progrès pour tous élargissent le fossé qui sépare les minorités opulentes des majorités de plus en plus opprimées. Cet ordre social nous enferme dans un cercle vicieux qui se réalimente, et vise un système global auquel aucun point de la planète ne peut échapper. Mais de toute évidence, partout dans le monde, on commence à ne plus croire aux promesses des dirigeants sociaux ; les positions se radicalisent et l'agitation générale commence. Lutterons-nous tous contre tous ? Assisterons-nous à une lutte entre cultures, entre continents, entre régions, entre ethnies, entre voisins, entre membres d'une même famille ? Irons-nous vers un spontanisme sans direction, comme des animaux blessés se débattant dans leur propre douleur ? Ou inclurons-nous toutes les différences, bienvenues soient-elles, en direction de la révolution mondiale ? J'essaie de formuler que l'alternative qui se présente est le chaos destructif ou la révolution en tant que direction qui surpasse les différences faites aux opprimés. Je suis en train de dire que, d'une part la situation mondiale et la situation personnelle de chaque individu seront de plus en plus conflictuelles, et que, d'autre part, c'est un suicide que de laisser le futur entre les mains de ceux qui ont dirigé ce processus jusqu'à maintenant. Les temps sont révolus où l'on pouvait balayer toute opposition et proclamer le lendemain : « La paix règne à Varsovie ». Les temps sont révolus où 10% de la population pouvaient disposer sans limite des 90% restants. Dans ce système qui commence à être mondialement fermé et où il n'existe aucune direction claire vers le changement, tout est subordonné à l'accumulation du capital et du pouvoir. Le résultat est que, dans un système fermé, on ne peut rien attendre d'autre que la mécanique du désordre général. Le paradoxe de la théorie des systèmes nous apprend que, lorsqu'on tente d'ordonner le désordre croissant, on l'accélère davantage. Il n'y a pas d'autre issue que de révolutionner le système en l'ouvrant à la diversité des nécessités et des aspirations humaines. Formulé en ces termes, le thème de la révolution acquiert une grandeur nouvelle et une dimension jamais atteinte à d'autres époques.

De quelle révolution parlons-nous ?

Dans la lettre précédente, nous avons pris position sur les questions du travail face au grand capital, de la démocratie réelle face à la démocratie formelle, de la décentralisation face à la centralisation, de l'anti-discrimination face à la discrimination, de la liberté face à l'oppression. Si aujourd'hui, le capital est progressivement transféré vers la banque, qui, elle, s'approprie peu à peu les entreprises, les pays, les régions et le monde, alors la révolution implique que l'on s'approprie la banque afin qu'elle remplisse ses prestations sans percevoir, en retour, d'intérêts intrinsèquement usuraires. Si, dans les statuts d'une entreprise, le bénéfice revient au capital et le salaire au travailleur, si, dans l'entreprise, la gestion et la décision sont entre les mains du capital, alors la révolution implique que le bénéfice soit réinvesti sous une forme diversifiée et utilisé pour créer de nouvelles sources de travail, elle implique que la gestion et la décision soient partagées entre travail et capital. Si les régions ou les provinces d'un pays sont dépendantes du pouvoir central, alors la révolution implique le démantèlement de celui-ci, afin que les entités régionales forment une république fédérative, dont le pouvoir serait également décentralisé vers la commune d'où partirait toute représentativité électorale. Si la santé et l'éducation sont inégalement dispensées entre les habitants d'un même pays, la révolution implique l'éducation et la santé gratuites pour tous car, en définitive, elles sont les deux valeurs les plus importantes de la révolution, et elles devraient remplacer le paradigme de la société actuelle, à savoir la richesse et le pouvoir. Si l'on considère tout en fonction de la santé et de l'éducation, les problèmes économiques et technologiques très complexes de la société actuelle pourront être traités dans un cadre correct. Il nous semble qu'en procédant à l'inverse, on ne pourra parvenir à former une société capable d'évoluer. Le grand argument du capitalisme est de tout mettre constamment en doute, en demandant toujours d'où sortiront les ressources, et comment la productivité, en laissant sous-entendre que les ressources proviennent des prêts bancaires et non du travail du peuple. De plus, à quoi sert la productivité si ensuite elle échappe des mains de celui qui produit ? Le modèle qui fonctionne depuis quelques décennies dans certaines parties du monde et qui commence à se désarticuler ne nous apprend rien d'extraordinaire. Que la santé et l'éducation de ces pays progressent merveilleusement, cela reste à vérifier, si l'on considère la multiplication des fléaux non seulement physiques mais aussi psychosociaux. Si l'éducation contribue à créer un être humain autoritaire, violent et xénophobe, si le progrès sanitaire s'accompagne de l'augmentation de l'alcoolisme, de la drogue et des suicides, alors ce modèle ne vaut rien. Nous admirerons toujours les centres éducatifs bien organisés et les hôpitaux bien équipés, mais nous ferons en sorte qu'ils soient au service du peuple, sans distinction. Quant au contenu et au sens de l'éducation et de la santé, il y a trop de choses à mettre en discussion avec le système actuel.

Nous parlons d'une révolution sociale qui change radicalement les conditions de vie du peuple, d'une révolution politique qui modifie la structure du pouvoir et, finalement, d'une révolution humaine qui crée ses propres paradigmes en remplacement des valeurs décadentes actuelles. La révolution sociale que vise l'Humanisme passe par la prise du pouvoir politique qui permettra de réaliser les transformations nécessaires, mais la prise de ce pouvoir n'est pas un objectif en soi. Par ailleurs, la violence n'est pas, par essence, un composant de cette révolution. Que vaudraient ces pratiques répugnantes que sont l'exécution et la prison pour l'ennemi ? Quelle serait la différence avec les oppresseurs de toujours ? La révolution anticolonialiste de l'Inde s'est produite sous la pression populaire et non par la violence. Ce fut une révolution inachevée en raison de la courte durée de vie de son idéologie, mais en même temps, elle a montré une nouvelle méthode d'action et de lutte. La révolution contre la monarchie iranienne

s'est déclenchée sous la pression populaire sans même passer par la prise des centres de pouvoir politique puisque ceux-ci se sont "vidés" et déstructurés progressivement jusqu'à cesser de fonctionner... Ensuite, l'intolérance a tout ruiné. Nous voyons ainsi que la révolution est possible par différents moyens, y compris le triomphe électoral. Mais dans tous les cas, la transformation radicale des structures doit se mettre en marche immédiatement, en établissant un nouvel ordre juridique qui, entre autres tâches, indiquera clairement les nouvelles relations sociales de production, empêchera tout arbitraire, régulera le fonctionnement des structures du passé, celles qui seront encore aptes à être améliorées.

Les révolutions aujourd'hui agonisantes ou les nouvelles révolutions en gestation, ne seront que des témoignages à l'intérieur d'un ordre en stagnation, ou bien elles n'iront pas au-delà d'un tumulte organisé, si elles n'avancent pas dans la direction proposée par l'Humanisme, c'est-à-dire en direction d'un système de relations sociales ayant l'être humain pour valeur centrale et non d'autres valeurs telles que "la production", "la société socialiste", etc. Mais placer l'être humain comme valeur centrale implique une idée de l'être humain qui est totalement différente de ce que l'on entend aujourd'hui par "être humain". Les schémas de compréhension actuels sont encore très éloignés de la pensée et de la sensibilité nécessaires pour appréhender la réalité de l'humain. Cependant, et il est nécessaire de le clarifier, une tendance à récupérer l'intelligence critique commence à se dessiner, en dehors des moules acceptés par l'ingéniosité superficielle de l'époque. Chez G. Pétrovic, par exemple, nous trouvons une thèse qui annonce ce que nous venons de dire. Il définit la révolution comme "la création d'une façon d'être, par essence différente de tout être non-humain, anti-humain et pas encore complètement humain". Pétrovic termine en identifiant la révolution à la forme d'être la plus haute, c'est-à-dire d'un être en plénitude, un être-en-liberté. (Thèse sur "la nécessité d'un concept de révolution", 1977, La Philosophie et les Sciences Sociales, Congrès de Morelia, 1975).

On n'arrêtera pas la marée révolutionnaire en marche, expression du désespoir des majorités opprimées. Mais même cela ne sera pas suffisant, car la direction appropriée de ce processus ne se produira pas par la seule mécanique de la "pratique sociale". Sortir du champ de la nécessité pour avancer vers le champ de la liberté au moyen de la révolution, est l'impératif de cette époque dans laquelle l'être humain est resté enfermé. Les révolutions futures, si elles parviennent à aller au-delà des soulèvements militaires et des coups d'État, des revendications de classe, d'ethnie ou de religion, devront prendre un caractère transformateur et inclusif, fondé sur l'essence humaine. Parvenues à ce point, et allant au-delà des changements qu'elles produiront dans les situations concrètes des pays, elles auront un caractère universel et leur objectif sera mondialisateur. Par conséquent, quand nous parlons de "révolution mondiale", nous comprenons que toute révolution qui est humaniste ou qui le devient, aura un caractère et un objectif qui la propulseront au-delà d'elle-même, bien qu'elle se réalise dans un contexte restreint. Et cette révolution, aussi insignifiant soit le lieu où elle se produit, engagera l'essentialité* de tous les êtres humains. La révolution mondiale ne peut pas être envisagée en terme de succès, mais plutôt dans sa réelle dimension humanisatrice. De plus, le nouveau type de révolutionnaire correspondant à ce nouveau type de révolution, devient par essence et par son activité, un humanisateur du monde.

Les fronts d'action dans le processus révolutionnaire

Je voudrais maintenant m'étendre sur quelques aspects pratiques relatifs à la création des conditions nécessaires à l'unité, à l'organisation et à la croissance d'une force sociale suffisante pour avancer vers un processus révolutionnaire.

L'ancienne thèse "frontiste", à savoir le regroupement des forces progressistes qui s'entendent au minimum sur quelques points, aboutit aujourd'hui à une pratique d'amalgame des dissidences de partis non implantés dans la population. Il en résulte une accumulation de contradictions entre sphères dirigeantes qui visent le succès médiatique et électoral. Il fut un temps où un parti, disposant de ressources économiques suffisantes, pouvait s'imposer parmi cette fragmentation et où la tactique de "fronts" électoraux était viable. Aujourd'hui, la situation a changé de façon drastique ; pourtant, la gauche traditionnelle utilise toujours les mêmes procédés comme si rien n'avait changé. Il faut réévaluer la fonction actuelle d'un parti et se demander si les partis politiques sont vraiment des structures capables de mettre en marche la révolution. Car, si le système est parvenu à métaboliser les partis en les réduisant à des "coquilles vides" agissant sous le contrôle des grands capitaux et de la banque, alors un parti supra-structurel, sans base humaine, pourra s'approcher du pouvoir formel (et non du pouvoir réel), sans pour autant introduire la plus infime variation de fond. Aujourd'hui, l'action politique exige la création d'un parti qui obtienne des représentants élus à différents niveaux. Dès le départ, l'objectif des représentants doit être clair : faire remonter le conflit au sein du pouvoir établi. Dans ce contexte, un membre d'un parti qui accède à la représentativité populaire n'est pas un fonctionnaire public mais un mandataire qui met en évidence les contradictions du système, et organise la lutte vers la révolution. En d'autres termes, le travail politique dans les institutions ou les partis est vu comme l'expression d'un phénomène social ample, ayant sa propre dynamique. Ainsi, le parti peut développer une activité maximale en période électorale, tandis que les différents fronts d'action qui lui servent, à l'occasion, de base, utilisent les élections pour mettre en évidence les conflits et faire grandir leur organisation. Sur ce point, les différences avec la conception traditionnelle d'un parti sont importantes. En effet, il y a quelques décennies, on pensait que le parti était à l'avant-garde de la lutte et organisait les différents fronts d'action. Ici la proposition est totalement à l'inverse. Ce sont les fronts d'action qui organisent et développent la base d'un mouvement social ; quant au parti, il est l'expression institutionnelle de ce mouvement. En même temps, le parti doit créer les conditions pour impliquer d'autres forces politiques progressistes, sans pour autant prétendre leur faire perdre leur identité en les absorbant. Le parti doit aller au-delà de sa propre identité en formant avec d'autres forces un "front" plus ample et susceptible d'accueillir tous les fragments progressistes. Mais si le parti n'a pas une véritable base qui oriente ce processus, cela ne dépassera pas l'accord entre instances dirigeantes. Mais cette proposition n'est pas réversible : le parti ne peut pas s'intégrer à un front organisé par d'autres supra-structures. Un front politique existera avec d'autres forces lorsque celles-ci s'accorderont sur les conditions établies par le parti, dont la force réelle réside dans l'organisation de la base. Examinons maintenant les différents fronts d'action. Les différents fronts d'action doivent réaliser leur travail suivant le découpage administratif du pays, en visant la commune. Cela consiste à développer, dans la zone fixée, des fronts d'action sur les lieux de travail et de résidence, en engageant l'action sur des conflits concrets, dûment classés par ordre de priorité. Ce dernier point signifie que la lutte pour les revendications immédiates n'a pas de sens si elle ne conduit pas à une capacité d'organisation croissante et à un meilleur positionnement pour les étapes ultérieures. Il est évident que tout conflit doit être expliqué en des termes directement liés au niveau de vie, à la santé et à l'éducation de la population (pour que cela soit cohérent, les travailleurs de la santé et de l'éducation doivent devenir

des sympathisants immédiats et, ensuite, des cadres, nécessaires à l'organisation directe de la base sociale).

Quant aux organisations syndicales (corporatives), on y constate le même phénomène que dans les partis du système. Aussi, il ne s'agit pas de prendre le contrôle du syndicat ou de la corporation mais plutôt de regrouper les travailleurs : cela aura pour conséquence de déplacer le pouvoir actuellement aux mains des instances dirigeantes traditionnelles. Il faut promouvoir tous les systèmes de vote direct, toutes les réunions plénières ou assemblées qui engagent l'instance dirigeante, en exigeant que celle-ci prenne position dans les conflits concrets, de façon à répondre aux revendications de la base, faute de quoi elle sera débordée. Il est certain que les fronts d'action dans le monde syndical (corporatif) doivent élaborer leur tactique en visant à accroître l'organisation de la base sociale. Finalement, la mise en marche d'institutions sociales et culturelles agissant depuis la base est de la plus haute importance parce qu'elles permettent de regrouper des collectivités discriminées ou persécutées, dans le contexte du respect des droits humains, en leur donnant une orientation commune, malgré leurs particularités. La thèse selon laquelle chaque ethnie, communauté ou groupe humain discriminé doit s'affirmer et devenir fort pour affronter les agressions, souffre d'un important défaut d'appréciation. Cette position part de l'idée que "se mélanger" à d'autres fait perdre son identité, quand, en réalité, leur isolement les expose et les conduit plus facilement à être supprimés, ou bien les pousse à se radicaliser, si bien que leurs persécuteurs peuvent justifier une action directe contre eux.

La meilleure garantie de survie pour une minorité discriminée est de faire partie d'un front avec d'autres, qui orientent la lutte pour les revendications dans une direction révolutionnaire. Après tout, c'est bien le système dans sa globalité qui a créé ces conditions de discriminations, et celles-ci ne disparaîtront pas tant que cet ordre social ne sera pas transformé.

Le processus révolutionnaire et sa direction

Nous devons faire la distinction entre processus révolutionnaire et direction révolutionnaire. De notre point de vue, on entend par processus révolutionnaire, un ensemble de conditions mécaniques générées à l'intérieur du système en développement. En ce sens, un tel développement crée des facteurs de désordre qui, finalement, sont déviés, s'imposent ou finissent par décomposer la totalité du schéma. Selon les analyses que nous avons faites, la globalisation vers laquelle on tend actuellement présente des facteurs aigus de désordre dans le développement total du système. Il s'agit d'un processus indépendant de l'action volontaire de groupes ou d'individus. Nous avons déjà considéré ce point en diverses occasions. Le problème, qui se pose aujourd'hui, est précisément celui du futur du système parce qu'il a tendance à se révolutionner mécaniquement sans qu'intervienne aucune orientation progressive. L'orientation en question dépend de l'intention humaine et échappe au déterminisme des conditions que génère le système. Déjà, à d'autres moments, nous avons éclairci notre position sur la non-passivité de la conscience humaine, sur sa caractéristique essentielle qui est de ne pas être un simple reflet des conditions objectives, sur sa capacité à s'opposer à ces conditions et à préparer une situation future différente de celle qui est vécue actuellement (nous renvoyons ici à la « Quatrième lettre à mes amis », § III et § IV et au livre Contributions à la Pensée, dans l'essai « Discussions Historiologiques », chap.3, § II et § III). C'est dans ce mode de liberté, au sein de conditions, que nous interprétons la direction révolutionnaire.

C'est par l'exercice de la violence qu'une minorité impose ses conditions à l'ensemble social et organise un ordre, un système inertiel qui poursuit son développement. Vu sous cet angle, le mode de production et les relations sociales

qui en découlent, l'ordre juridique et les idéologies dominantes qui le régulent et le justifient, l'appareil étatique ou para-étatique par lequel le tout social est contrôlé, apparaissent comme des instruments au service des intérêts et des intentions de la minorité en place. Mais le développement du système continue mécaniquement, par-delà les intentions de cette minorité qui lutte pour concentrer de plus en plus les facteurs de pouvoir et de contrôle, provoquant ainsi une nouvelle accélération dans le développement du système qui, progressivement, échappe à sa domination. De cette manière, l'augmentation du désordre se heurtera à l'ordre établi et provoquera de la part de cet ordre, l'application proportionnelle de ses moyens de protection. Dans des époques critiques, on disciplinera le tout social avec toute la dureté et la violence dont dispose le système. On arrive ainsi au recours maximal disponible : l'armée. Mais est-il totalement certain que les armées continuent à répondre de façon traditionnelle, dans les époques où le système va vers l'effondrement global ? S'il n'en était pas ainsi, la tournure que pourrait prendre la situation dans la direction des événements actuels est un sujet de discussion. Il suffit de réfléchir sur les dernières étapes des civilisations qui ont précédé la nôtre pour comprendre que les armées se sont élevées contre le pouvoir établi, se sont divisées dans des guerres civiles qui sévissaient déjà dans la société et, ne pouvant pas introduire dans cette situation une nouvelle direction, le système a continué dans sa direction catastrophique. La civilisation mondiale actuelle qui se profile aura-t-elle le même destin ? Nous devons étudier le thème des forces armées dans la prochaine lettre.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

07 août 1993

HUITIÈME LETTRE A MES AMIS

Chers amis,

Comme je l'ai annoncé dans la lettre précédente, j'aborderai quelques points concernant l'armée. Il est bien évident que le centre d'intérêt de cet écrit portera sur les relations entre les forces armées, le pouvoir politique et la société. Je prendrai pour base le document débattu il y a trois mois à Moscou (sous le titre « La nécessité d'une position humaniste dans les forces armées d'aujourd'hui » ; il s'agit d'une conférence internationale sur l'humanisation des activités militaires et sur la réforme des forces armées, patronnée par le Ministère de la Défense de la CEI, à Moscou, tenue entre le 24 et le 28 mai 1993). Je ne m'écarterai des concepts énoncés dans le document original que pour traiter de la position des militaires dans le processus révolutionnaire, thème qui me permettra de compléter certaines idées déjà esquissées.

Nécessité d'une redéfinition du rôle des forces armées

Aujourd'hui, les forces armées tentent de définir leur nouveau rôle. Cela a débuté à la fin des années 80, lorsque l'Union Soviétique a entrepris des initiatives de désarmement proportionnel et progressif. La diminution des tensions entre les superpuissances a fait prendre un virage au concept de défense dans les pays les plus importants. Cependant, le remplacement progressif des blocs politico-militaires (particulièrement du Pacte de Varsovie) par un système de relations plutôt coopératives, a activé des forces centrifuges qui entraînent maintenant de nouveaux chocs en différents points de la planète. Il est certain qu'en pleine période de guerre froide, les conflits localisés étaient fréquents et souvent prolongés ; cependant, actuellement ils ont changé de caractère, menaçant de s'étendre dans les Balkans, dans le monde musulman et dans diverses zones d'Asie et d'Afrique.

Les litiges frontaliers, qui préoccupaient autrefois les forces armées voisines, prennent aujourd'hui une autre direction à cause de la tendance sécessionniste à l'intérieur de certains pays. Les disparités économiques, ethniques et linguistiques tendent à modifier les frontières que l'on supposait inaltérables, tandis que des migrations à grande échelle se produisent. Il s'agit de groupes humains qui se mettent en marche pour fuir des situations désespérées ou pour retenir ou expulser d'autres groupes humains de zones précises. Ces phénomènes, et d'autres encore, indiquent des changements profonds, en particulier dans la structure et dans la conception de l'État. D'une part, nous assistons à un processus de régionalisation économique et politique, d'autre part, nous observons une discorde croissante à l'intérieur des pays qui progressent vers cette régionalisation. C'est comme si l'État national, conçu il y a 200 ans, ne supportait plus les coups qui lui sont administrés d'en haut, par les forces multinationales, et d'en bas, par les forces de sécession. De plus en plus dépendant, de plus en plus lié à l'économie régionale et de plus en plus engagé dans la guerre commerciale contre d'autres régions, l'État souffre d'une crise du contrôle de la situation, crise sans précédent. Sa Constitution est modifiée pour favoriser les transferts de capitaux et de ressources financières ; ses lois, ses codes civils et commerciaux deviennent obsolètes. Même le code pénal est variable : un citoyen peut être aujourd'hui séquestré dans un pays et son délit jugé dans un autre, par des magistrats d'une autre nationalité et sur la base de lois étrangères. Ainsi le vieux concept de souveraineté nationale se voit sensiblement affaibli. Tout l'appareil juridico-politique de l'État, ses institutions et le personnel affecté à son service, immédiat ou non, subissent les effets de cette crise générale. C'est également dans cette

situation que se trouvent les forces armées auxquelles on avait donné, autrefois, pour rôle de soutenir la souveraineté et la sécurité générale. Par la privatisation de l'éducation, de la santé, des moyens de communication, des ressources naturelles et même d'importants secteurs de la sécurité civile, par la privatisation des biens et des services, l'importance de l'État traditionnel diminue. Il est cohérent de penser que, si l'administration et les ressources d'un pays échappent au contrôle du domaine public, la justice suivra le même processus et l'on attribuera aux forces armées le rôle de milice privée, destinée à la défense des intérêts économiques nationaux ou multinationaux. Dernièrement, de telles tendances se sont accentuées à l'intérieur même des pays.

Permanence des facteurs agressifs dans l'étape de détente

Bien que les grandes puissances aient déclaré la guerre froide terminée, leur agressivité n'a pas disparu. Il se produit actuellement des violations d'espaces aériens et maritimes, des approches imprudentes de territoires lointains, des incursions et des installations de bases militaires, des consolidations de pactes militaires, des guerres ou des occupations de territoires étrangers par le contrôle des voies de navigation ou par la possession des gisements de ressources naturelles. Les précédents créés par les guerres de Corée, du Vietnam, du Laos et du Cambodge, par les crises de Suez, de Berlin et de Cuba, par les incursions à Grenade, à Tripoli et au Panama ont montré au monde la disproportion de l'action belliqueuse si souvent infligée aux pays sans défense. Cela pèse lors des pourparlers sur le désarmement. Ces faits acquièrent une gravité particulière quand, dans des cas comme celui de la guerre du Golfe, ils surviennent aux abords de pays de grande importance qui pourraient interpréter ces manœuvres comme préjudiciables à leur sécurité. De semblables excès ont eu des effets résiduels nocifs : ils renforcent les groupes d'opposition intérieurs qui jugent leur gouvernement incompetent à freiner ces avancées. Ce qui peut, bien entendu, finir par compromettre le climat international de paix si nécessaire à l'heure actuelle.

Sécurité intérieure et restructuration militaire

En ce qui concerne la sécurité intérieure, mentionnons deux problèmes qui semblent se profiler à l'horizon des événements proches : les explosions sociales et le terrorisme.

Si le chômage et la récession ont tendance à s'accroître dans les pays industrialisés, il est possible que ceux-ci deviennent le lieu de convulsions ou de débordements, inversant ainsi dans une certaine mesure, le schéma des décennies précédentes durant lesquelles un conflit se développait à la périphérie d'un centre qui, lui, continuait à grandir sans soubresaut. Des événements comme ceux qui se sont produits à Los Angeles l'an passé pourraient s'étendre au-delà d'une ville, voire à d'autres pays. Enfin, il est prévisible que le phénomène du terrorisme représente un danger potentiel étant donné la puissance de feu que détiennent aujourd'hui des individus et des groupes relativement spécialisés. Cette menace, qui pourrait se manifester au moyen d'engins nucléaires ou d'explosifs déflagrants et moléculaires de grande puissance, pourrait aussi s'exprimer par des armes chimiques et bactériologiques, à prix réduit et de production facile.

Étant donné le panorama instable du monde d'aujourd'hui, les préoccupations des forces armées sont très nombreuses. Outre les problèmes stratégiques et politiques qu'elles doivent prendre en considération, il y a aussi des questions internes de restructuration, de licenciement d'importants contingents de troupes, de mode de recrutement et de qualification, de renouvellement de matériel, de modernisation technologique et, en tout premier lieu, de ressources économiques.

Mais s'il est important de bien comprendre les problèmes liés au contexte que nous avons mentionné, il faut ajouter qu'aucun de ces problèmes ne pourra être totalement résolu si l'on ne définit pas clairement quelle sera la fonction prioritaire de l'armée. Après tout, c'est le pouvoir politique qui oriente les forces armées et ce sont elles qui agissent sur la base de cette orientation.

Révision des concepts de souveraineté et de sécurité

Dans la conception traditionnelle, on a donné aux forces armées la fonction de garantir la souveraineté et la sécurité des pays en disposant de l'usage de la force en accord avec le mandat des pouvoirs constitués. De cette façon, le monopole de la violence que détient l'État est transféré aux corps militaires. Mais voici un premier point de discussion concernant ce que l'on doit comprendre par "souveraineté" et par "sécurité". Si celles-ci ou, pour parler d'une façon plus moderne, si le "progrès" d'un pays requiert des sources d'approvisionnement extra-territoriales, s'il requiert des voies maritimes incontestables afin de protéger les déplacements des marchandises, s'il requiert aussi, dans le même but, le contrôle de points stratégiques et l'occupation de territoires étrangers, nous sommes alors devant la théorie et la pratique coloniale ou néo-coloniale. Avec le colonialisme, la fonction des armées consistait à ouvrir le passage en premier lieu aux intérêts des couronnes de l'époque et, ensuite, aux compagnies privées qui obtinrent des concessions spéciales du pouvoir politique en échange d'intérêts convenables. On a justifié l'illégalité de ce système par la prétendue barbarie des peuples occupés, incapables de se doter d'une administration adéquate. L'idéologie de cette époque a consacré le colonialisme comme le système "civilisateur" par excellence.

À l'époque de l'impérialisme napoléonien, la fonction de l'armée qui, par ailleurs, occupait le pouvoir politique, consistait à étendre ses frontières dans le but proclamé de racheter les peuples opprimés par des tyrans. Elle accomplissait cette fonction grâce à l'action militaire et à l'instauration d'un système administratif et juridique qui, dans ses lois, consacrait la liberté, l'égalité et la fraternité. Cette idéologie justifiait l'expansion impériale ; elle se fondait sur le critère de "nécessité" du pouvoir constitué par la révolution démocratique face aux monarchies illégitimes fondées sur l'inégalité, qui, de plus, faisaient front commun pour asphyxier la révolution.

Plus récemment, en suivant les enseignements de Clausewitz, on a considéré la guerre comme étant un simple prolongement de la politique, et l'État, promoteur de cette politique, comme l'appareil de gouvernement d'une société enracinée dans certaines limites géographiques. À l'instigation des géopoliticiens, les frontières sont alors apparues comme étant "la peau de l'État". Avec une telle conception biologique, cette "peau" se contracte ou s'étend selon le tonus vital des pays ; ainsi, elle doit s'amplifier selon le développement d'une communauté qui réclame de "l'espace vital" en fonction de sa concentration démographique ou économique. Dans cette perspective, la fonction de l'armée est de gagner de l'espace suivant les demandes de cette politique de sécurité et de souveraineté, prioritaire par rapport aux nécessités des autres pays limitrophes. Dans ce cas, l'idéologie dominante proclame l'inégalité des nécessités expérimentées par les collectivités selon leurs caractéristiques vitales. Cette vision zoologique de la lutte pour la survie du plus apte nous rappelle les conceptions du darwinisme, illégitimement transposées à la pratique politique et militaire.

La légalité et les limites du pouvoir en place

Nous avons utilisé trois concepts, largement dans l'air du temps, pour illustrer la réponse des armées au pouvoir politique et leur encadrement selon les règles que ce pouvoir politique, à l'occasion, appelle sécurité et souveraineté. De sorte que, si la fonction de l'armée, au service de l'État, est d'assurer la sécurité et la souveraineté et si la conception sur ces deux points varie d'un gouvernement à l'autre, la force armée devra s'en tenir à cette conception. Quelles en sont les limites ou exceptions ? On observe clairement deux exceptions : 1) quand le pouvoir politique s'est constitué illégalement et que les recours civils, pour changer cette situation anormale, ont été épuisés et 2) quand le pouvoir politique s'est constitué légalement mais devient illégal durant son exercice et que les recours civils, pour changer cette situation anormale, ont été épuisés. Dans les deux cas, les forces armées ont le devoir de rétablir la légalité interrompue, ce qui revient à continuer les actes qui n'ont pas pu aboutir par voie civile. Dans ces situations, l'armée se doit à la légalité et non au pouvoir en place. Il ne s'agit pas alors, de favoriser une situation où l'armée délibère mais de souligner cette interruption de la légalité, due à un pouvoir en place, d'origine délictueuse ou qui est devenu délictueux. On doit se poser cette question : d'où provient la légalité et quelles sont ses caractéristiques ? Nous répondons que la légalité provient du peuple qui s'est donné un type d'État et un type de lois fondamentales auxquelles doivent se soumettre les citoyens. Et dans le cas extrême où le peuple déciderait de modifier ce type d'État et ce type de lois, il lui incomberait de le faire, une structure étatique et un système légal ne pouvant exister au-dessus de cette décision. Ce point nous amène à considérer l'acte révolutionnaire, que nous traiterons plus loin.

La responsabilité militaire face au pouvoir politique

Nous précisons que les corps d'armée doivent être constitués de citoyens responsables de leurs obligations envers la légalité du pouvoir établi. Si le pouvoir établi fonctionne sur la base d'une démocratie qui respecte la volonté de la majorité par l'élection et le renouvellement de ses représentants populaires, si l'on respecte les minorités dans les termes établis par la loi, et si l'on respecte la séparation et l'indépendance des pouvoirs, alors ce n'est pas aux forces armées de délibérer sur les succès et les erreurs de ce gouvernement. De même, lorsqu'un régime illégitime s'installe, les forces armées ne peuvent le soutenir mécaniquement en invoquant une "obéissance due" à ce régime.

Et si l'on en venait à un conflit international, les forces armées ne pourraient pas non plus pratiquer le génocide en suivant les instructions d'un pouvoir enfiévré par l'anormalité de la situation. Car si les droits humains ne sont pas placés au-dessus de tout autre droit, on ne comprend pas pourquoi l'organisation sociale et l'État existent. Personne ne peut invoquer "l'obéissance due" quand il s'agit d'assassinat, de torture et de dégradation de l'être humain. Si les tribunaux institués après la Seconde Guerre mondiale nous ont enseigné quelque chose, c'est bien que l'homme d'armes a des responsabilités en tant qu'être humain, même dans la situation limite du conflit armé.

À ce stade, on pourrait se demander : l'armée n'est-elle pas une institution qui, par son mode d'entraînement, de discipline et par son équipement, est prédisposée à être le premier facteur de destruction ? Nous répondons que les choses sont structurées ainsi depuis longtemps, bien avant la situation actuelle, et qu'indépendamment de l'aversion que nous ressentons envers toute forme de violence, nous ne pouvons pas proposer la disparition ou le désarmement unilatéral des armées car cela créerait des vides qui seraient comblés par d'autres

forces agressives, comme nous l'avons mentionné précédemment en nous référant aux attaques commises contre des pays sans défense. Les forces armées elles-mêmes ont une importante mission à accomplir en ne faisant obstruction ni à la philosophie ni à la pratique du désarmement proportionnel et progressif, tout en incitant des camarades d'autres pays dans cette direction et en montrant clairement que la fonction militaire dans le monde d'aujourd'hui est d'éviter les catastrophes et les servitudes dictées par des gouvernements illégitimes qui ne répondent pas au mandat populaire. Alors, le meilleur service que les forces armées pourront apporter à leur pays et à toute l'humanité sera d'éviter que les guerres existent. Cette proposition qui pourrait paraître utopique est actuellement appuyée par la force des événements, lesquels démontrent l'aspect peu pratique et dangereux pour tous de voir augmenter le pouvoir belliqueux global ou unilatéral.

C'est à l'aide d'un contre-exemple que je voudrais revenir sur le sujet de la responsabilité militaire. Pendant la guerre froide, en Occident, on répétait un double message : d'une part, divers blocs - dont l'OTAN - se sont accordés pour soutenir un style de vie menacé par le communisme soviétique et éventuellement chinois ; d'autre part, on a entrepris des actions militaires dans des zones éloignées pour protéger les "intérêts" des grandes puissances. Les armées d'Amérique latine prenaient pour mobile de leurs coups d'État la menace de la subversion intérieure. Dans cette région, les forces armées cessèrent d'obéir au pouvoir politique et se soulevèrent contre tout droit et toute constitution. Pratiquement tout un continent s'est retrouvé militarisé, obéissant à la dite "doctrine de sécurité nationale". Les séquelles de mort et de retard que laissèrent derrière elles ces dictatures, furent singulièrement justifiées à tous les échelons du commandement par l'idée de "l'obéissance due". Avec cette idée, on a expliqué que, dans la discipline militaire, on suit les ordres de la hiérarchie immédiate. Cette position, qui rappelle les justifications des génocides du nazisme, est un point qui doit être pris en compte au moment de discuter des limites de la discipline militaire.

Notre point de vue sur ce sujet particulier, comme nous l'avons déjà vu, est le suivant : si l'armée rompt sa dépendance au pouvoir politique, elle s'organise en force irrégulière, en bande armée hors-la-loi. Bien évidemment, cela admet une exception : le soulèvement militaire contre un pouvoir politique établi illégitimement ou qui s'est mis dans une situation factieuse. Les forces armées ne peuvent invoquer "l'obéissance due" envers un pouvoir illégitime parce qu'elles se transformeraient en complices de cette irrégularité, tout comme, en d'autres circonstances, elles ne peuvent faire un coup d'État militaire, échappant ainsi à la fonction de répondre au mandat populaire. Voilà, en ce qui concerne l'ordre intérieur. Et, dans le cas de conflits armés internationaux, les forces armées ne pourraient porter atteinte à la population civile d'un pays ennemi.

Restructuration militaire

Quant au recrutement des citoyens, notre point de vue est favorable à la substitution du service militaire obligatoire par le service militaire facultatif, système qui permettra une meilleure qualification du soldat professionnel. Mais à cette réduction des troupes va correspondre également une réduction importante des personnels d'encadrement et de commandement. Bien sûr, il n'y aura pas de restructuration réussie si l'on ne prête pas attention aux problèmes personnels, familiaux et sociaux ainsi provoqués dans de nombreuses armées qui, aujourd'hui, fonctionnent avec une organisation surdimensionnée. L'adaptation professionnelle, géographique et sociale de ces contingents sera équilibrée si une relation militaire flexible est maintenue pendant la période transitoire. La restructuration, qui touche

actuellement différents points du monde, doit d'abord tenir compte du modèle de pays dans lequel elle s'effectue. Naturellement, un système unitaire, une fédération et un ensemble de pays qui convergent vers une communauté régionale, ont des caractéristiques différentes. Notre point de vue, favorable à la forme fédérative et ouvert à la confédération régionale, requiert, pour concevoir correctement la restructuration, des engagements solides et permanents, assurant la continuité du projet. Sans la volonté claire des partenaires d'aller dans cette direction, la restructuration ne sera pas possible car l'apport économique de chaque participant sera soumis aux vicissitudes politiques conjoncturelles. Dans ce cas, les troupes fédérales n'auront qu'une existence formelle et les contingents militaires seront simplement la somme du potentiel de chaque communauté participant à la fédération. Ceci entraînera aussi des problèmes d'unification du commandement, difficiles à résoudre. En définitive, il reviendra à l'orientation politique de fixer les règles et, dans cette situation, les forces armées spécifiques requerront un commandement précis et très coordonné.

Dans cette restructuration, un problème relativement important concerne certains aspects des corps de sécurité. Les corps de sécurité, lorsqu'ils ne sont pas militarisés, agissent en relation avec l'ordre intérieur et la protection des citoyens, même si, habituellement, ils sont impliqués dans des opérations de contrôle très éloignées de leur finalité initiale. Dans de nombreux pays, ils figurent dans un organigramme qui les fait directement dépendre de portefeuilles politiques, tels que celui du Ministère de l'Intérieur et non du Ministère de la Guerre ou de la Défense. D'autre part, la police, entendue comme étant au service des citoyens pour garantir que l'accomplissement de l'ordre juridique ne porte pas préjudice aux habitants du pays, a un caractère accessoire et se trouve sous la juridiction du pouvoir judiciaire. Mais souvent, par son caractère de force publique, elle réalise des opérations qui la font apparaître comme force militaire aux yeux de la population. On perçoit clairement l'inconvénient d'une telle confusion et il va de l'intérêt des forces armées que ces distinctions restent nettes. Il en va de même avec certains organismes de l'État qui dirigent des services secrets et des services de renseignement imbriqués et superposés qui, eux non plus, n'ont rien à voir avec la fonction militaire. Les armées requièrent un système de renseignements approprié, qui leur permette d'agir avec efficacité et qui ne ressemble en rien à des mécanismes de contrôle et de suivi des citoyens, car leur fonction concerne la sécurité de la nation et non l'agrément ou la réprobation idéologique du gouvernement en place.

La position militaire dans le processus révolutionnaire

Dans une démocratie, on suppose que le pouvoir provient de la souveraineté du peuple. La mise en place de l'État et celle des organismes qui en dépendent dérivent de la même source. Ainsi, l'armée remplit la fonction que lui attribue l'État : défendre la souveraineté et assurer la sécurité des habitants du pays. Des aberrations peuvent bien sûr se produire selon que l'armée, ou une faction, occupe illégalement le pouvoir, comme nous l'avons vu précédemment. Et comme nous l'avons déjà mentionné, il pourrait survenir un cas extrême où le peuple déciderait de changer de type d'État et de type de lois, c'est-à-dire de type de système. Il incomberait alors au peuple de le faire, étant donné qu'il ne peut exister de structure étatique ni de système légal au-dessus de cette décision. Il est certain que les chartes fondamentales de nombreux pays sont prévues pour être modifiées par décision populaire.

De cette façon, un changement révolutionnaire dans lequel la démocratie formelle cède le pas à la démocratie réelle, pourrait se produire. Qui mettrait un obstacle à cette possibilité serait en train de nier la source même d'où jaillit toute légalité.

Dans cette circonstance, et après avoir épuisé tous les recours civils, il est du devoir de l'armée d'accomplir cette volonté de changement en renversant une faction installée illégalement à la direction des affaires publiques. Ainsi surgirait, par l'intermédiaire de l'intervention militaire, la création de conditions révolutionnaires permettant au peuple de mettre en marche un nouveau type d'organisation sociale et un nouveau régime juridique. Il n'est pas nécessaire de souligner la différence entre l'intervention militaire, qui a pour objectif de restituer la souveraineté arrachée au peuple, et le simple coup d'État militaire, qui rompt la légalité établie par le mandat populaire. Dans le même ordre d'idées, la légalité exige que l'on respecte la demande du peuple, même s'il projetait des changements révolutionnaires. Pourquoi les majorités ne pourraient-elles pas exprimer leur désir de changement de structures et de même, pourquoi les minorités ne pourraient-elles pas avoir l'opportunité de travailler sur le plan politique pour arriver à une modification révolutionnaire de la société ? Nier la volonté de changement révolutionnaire par la répression et la violence compromet sérieusement la légalité du système des démocraties formelles actuelles.

On aura remarqué que nous n'avons pas effleuré les questions relatives à la stratégie ou à la doctrine militaire, pas plus que les questions de technologie et d'organisation militaires. Il ne pouvait en être autrement. Nous avons fixé le point de vue humaniste à l'égard des forces armées en relation avec le pouvoir politique et la société.

Ce sont les militaires qui ont devant eux un énorme travail de théorie et de mise en œuvre pratique, pour adapter des schémas à ce moment si particulier que le monde est en train de vivre. L'opinion de la société, qui n'est pas une opinion de spécialistes, et l'intérêt authentique des forces armées pour la connaître, sont d'une importance fondamentale. De la même façon, une relation vivante entre les membres des armées des différents pays et la discussion franche et civilisée, sont des pas importants vers la reconnaissance de la pluralité des points de vue. Les critères d'isolement de certaines armées par rapport à d'autres et leur attitude de renfermement par rapport aux requêtes du peuple, sont propres à une époque où le partage humain et l'échange des objets étaient restreints. Le monde a changé pour tout le monde, y compris pour les forces armées.

Considérations à propos des armées et de la révolution

Deux opinions, qui nous intéressent tout spécialement, s'imposent aujourd'hui. La première annonce que l'époque des révolutions est passée ; la seconde, que le rôle militaire dans la prise de décision politique s'atténue progressivement. On suppose également que ces réminiscences du passé ne restent menaçantes que dans certains pays en retard ou désorganisés. D'un autre côté, on pense que le système de relations internationales, en prenant un caractère de plus en plus solide, va faire sentir son poids jusqu'à ce que ces anciennes irrégularités entendent raison. En ce qui concerne les révolutions, comme nous l'avons déjà exposé, nous avons un point de vue diamétralement opposé. Quant au fait que le concert des nations "civilisées" en vienne à imposer un nouvel ordre où la décision militaire n'aurait pas droit de cité, c'est une question discutable. Nous soulignons que c'est précisément dans les nations et les régions qui sont en train de prendre un caractère impérial que les révolutions et la décision militaire vont faire sentir leur présence. Tôt ou tard, les forces de l'argent de plus en plus concentrées, vont se trouver confrontées aux majorités, et dans cette situation, banque et armée sont des termes antithétiques. Nous sommes donc situés aux antipodes de l'interprétation des processus historiques. Seuls les temps à venir mettront en évidence une perception correcte des événements ; pour certains, selon la tradition des dernières années, ces événements se révéleront "incroyables". Avec

cette vision, que dira-t-on quand cela va se produire ? Probablement que l'humanité a régressé vers le passé ou, plus familièrement, que « le monde a disjoncté ». Nous croyons que des phénomènes comme l'irrationalisme croissant, le surgissement d'une forte religiosité et de tant d'autres choses, ne se situent pas dans le passé, mais correspondent plutôt à une nouvelle étape qu'il nous faudra affronter avec toute la vaillance intellectuelle et tout l'engagement humain dont nous serons capables. Il ne servira à rien de continuer à soutenir que le meilleur développement de la société correspond au monde actuel. Il sera plus important de comprendre que la situation que nous sommes en train de vivre mène tout droit à l'effondrement de tout un système, que certains considèrent comme défectueux mais "perfectible". Le système actuel n'est pas "perfectible". Au contraire, en lui, on atteint des sommets dans l'inhumanité de tous les facteurs qui se sont accumulés tout au long de nombreuses années. Si quelqu'un juge que ces affirmations sont sans fondement, c'est son droit absolu, à condition qu'il présente une position cohérente. Et si on pense que notre position est pessimiste, nous affirmons que face à ce processus mécanique négatif, la direction vers l'humanisation du monde prévaudra, poussée par la révolution que finiront par produire les grands ensembles humains qui ont été, jour après jour, dépouillés de leur propre destin.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

10 août 1993

NEUVIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

À plusieurs reprises, j'ai reçu de la correspondance dans laquelle on me demande : « Qu'en est-il aujourd'hui des droits de l'homme ? ». Personnellement, je ne suis pas en mesure de donner une réponse précise. Je crois plutôt que ceux qui ont souscrit la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, c'est-à-dire plus de 160 États dans le monde doivent savoir ce qu'il en est. Ces États signèrent, soit le 10 décembre 1948, soit ultérieurement, ce document élaboré au sein des Nations Unies. Tous comprirent de quoi il s'agissait, tous s'engagèrent à défendre les droits proclamés. On signa aussi le Traité d'Helsinki et les pays désignèrent des représentants devant les commissions des droits de l'homme et devant les tribunaux internationaux.

Violations des droits de l'homme

Si, sur le ton d'une chronique quotidienne, nous considérons ce qui est arrivé dans ce domaine ces derniers temps, nous devrions reposer la question et la formuler ainsi : « Qu'en est-il du jeu hypocrite des gouvernements dans leur politique à l'égard des droits de l'homme ? ». Il suffirait de suivre simplement les agences de presse, de consulter les quotidiens, les revues, les radios et télévisions pour répondre à la question. Prenons par exemple le dernier rapport d'Amnesty International (seulement pour 1992) et exposons sommairement certaines des données publiées.

Les violations des droits de l'homme ont augmenté dans le monde avec des catastrophes comme les guerres de Yougoslavie et de Somalie. Il y eut des prisonniers de conscience dans 62 pays, des tortures institutionnelles dans 110 pays et des assassinats politiques perpétrés par les gouvernements dans 45 pays. La guerre en Bosnie-Herzégovine montra clairement les abus et les boucheries commises par toutes les factions contre des dizaines de milliers de personnes qui furent assassinées, torturées, soumises à la famine et souvent, uniquement à cause de leur appartenance ethnique. Dans d'autres lieux comme le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan, les mêmes phénomènes ont été observés. Les dénonciations de tortures et de mauvais traitements de la part des forces de sécurité se sont considérablement accrues en Allemagne, France, Espagne, Portugal, Roumanie et Italie. La race des victimes y a joué un rôle important. Les groupes armés d'opposition du Royaume-Uni, d'Espagne et de Turquie ont aussi commis de sérieuses transgressions des droits de l'homme. Aux États-Unis, 31 personnes furent exécutées (le chiffre le plus important depuis 1977, date à laquelle on instaura de nouveau la peine de mort). Des milliers de civils désarmés furent tués en Somalie à cette période. Des forces de sécurité et "escadrons de la mort" assassinèrent aux alentours de quatre mille personnes en Amérique latine. Au Vénézuéla, il y eut des dizaines d'arrestations et d'exécutions de prisonniers politiques pendant la suspension des garanties constitutionnelles après les tentatives de coup d'État du 4 février et du 27 novembre. A Cuba, on a maintenu emprisonnées, pour des raisons politiques, aux alentours de 300 personnes, mais l'entrée d'observateurs internationaux d'Amnesty dans le pays n'ayant pas été permise, on ne put vérifier l'exactitude des données. Au Brésil, la police tua 111 prisonniers lors d'une mutinerie à São Paulo, et dans cette même ville, ainsi qu'à Rio de Janeiro et en d'autres points du pays, des centaines d'enfants et autres "indésirables" furent exécutés. Au Pérou, 139 personnes "disparurent" et 65 autres furent exécutées extrajudiciairement par les forces de sécurité. Des rapports ont été reçus concernant des mauvais traitements généralisés dans des zones

montagneuses, rurales et environ 70 personnes furent condamnées à perpétuité suite à des jugements irréguliers. Des groupes armés d'opposition assassinèrent aussi plusieurs douzaines de personnes dans différents points du territoire. En Colombie, les dénonciations réitérées des violations des droits de l'homme furent démenties par le conseiller présidentiel en charge des droits de l'homme, attribuant les informations à des opposants politiques ayant intérêt à falsifier l'image de la réalité politique du pays. Cependant, Amnesty dénonça les forces armées et les groupes paramilitaires qui exécutèrent extrajudiciairement non moins de 500 personnes. En même temps, les groupes armés d'opposition et les organisations de narcotrafiquants assassinèrent aux alentours de 200 personnes. Amnesty ajoute que la lutte contre les militants islamiques provoqua une détérioration de la condition des droits de l'homme dans différents pays arabes comme l'Algérie et l'Égypte. Des tortures, des procès injustes, des assassinats politiques, des "disparitions" et autres violations graves furent perpétrés par des agents gouvernementaux dans tout le Moyen-Orient. En Égypte, l'adoption d'une nouvelle législation "facilita" la torture des prisonniers politiques et 8 militants islamiques soupçonnés de faire partie d'un groupe armé furent condamnés à mort par un tribunal militaire « à la suite d'un procès non équitable ». En Algérie, jusqu'à 10.000 personnes furent incarcérées sans inculpation ou sans procès, dans des campements isolés au milieu du désert. À leur tour, des groupes fondamentalistes se déclarèrent responsables d'assassinats de civils et de graves violations des droits de l'homme, en Algérie et en Égypte, ainsi que dans les territoires occupés par Israël. Les détentions sans procès sont particulièrement répandues en Syrie mais aussi en Israël, en Libye, en Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite, au Maroc et en Tunisie. En Chine, Amnesty attira l'attention sur la quantité de prisonniers de "conscience" et sur l'existence de peines infligées à des activistes politiques sans procès judiciaire préalable.

Des agences de presse de différentes orientations ont montré des mappemondes où l'on voit des dizaines de pays éclaboussés par l'atteinte aux droits de l'homme et d'autres sur lesquelles sont comptabilisés les morts dans les guerres religieuses ou interethniques. Apparaissent aussi divers endroits où des milliers de personnes sont mortes de faim dans leur région d'origine ou au cours de grandes migrations.

Mais ce qui a été mentionné précédemment n'épuise pas la question des droits de l'homme ni, en conséquence, les violations dont ils souffrent.

Les droits de l'homme, la paix et l'humanitarisme comme prétextes d'intervention

Aujourd'hui, on parle avec une vigueur renouvelée des droits de l'homme. Cependant, la couleur politique de ceux qui font flotter cet étendard a changé. Les progressistes ont activement travaillé, ces dernières décennies, à la défense de certains principes qui avaient été préalablement consacrés par le consensus des nations. Bien entendu, il ne manqua pas de dictatures qui, au nom de ces droits, se moquèrent de leur nécessité et de la liberté personnelle et collective. Certaines expliquèrent que, tant qu'on ne remettrait pas le pouvoir en question, les citoyens auraient accès au logement, à la santé, à l'éducation et au travail. Logiquement, dirent-ils, il ne fallait pas confondre liberté et libertinage, et, par "libertinage", ils entendaient : la remise en question du régime.

Aujourd'hui, les droites ont récupéré cet étendard et on les voit s'activer pour la défense des droits de l'homme et de la paix surtout dans les pays qu'elles ne dominent pas totalement. Profitant de quelques mécanismes internationaux, elles organisent des forces d'intervention capables d'atteindre n'importe quel point du globe pour y imposer la "justice". Dans un premier temps, elles amènent

médicaments et nourriture pour ensuite tirer sur les populations, en favorisant la faction qui se soumet le mieux. Rapidement une quelconque cinquième colonne pourra invoquer que, dans son pays, on altère la paix ou que l'on piétine les droits de l'homme pour solliciter l'aide des interventionnistes. En réalité on a perfectionné les traités initiaux et les pactes de défense mutuelle, les remplaçant par des documents qui légalisent l'action de forces "neutres". Ainsi s'implante aujourd'hui, rajeunie, la vieille pax romana. Enfin ce sont les avatars ornithologiques qui, après l'aigle des bannières légionnaires, ont pris la forme d'une colombe picassoïenne, jusqu'à devenir aujourd'hui un volatile auquel ont poussé des serres. Maintenant elle ne revient pas à l'Arche biblique en portant un rameau d'olivier mais, au contraire, elle retourne à l'arche des valeurs en portant un dollar dans son puissant bec.

On assaisonne le tout avec des arguments de bien-pensant. Et sur ce point, il faut faire très attention, car même si on intervient dans des pays tiers pour des raisons humanitaires évidentes pour tous, des précédents pourraient s'instaurer pour justifier de nouvelles actions sans raisons ni humanitaires ni évidentes pour tous. On observe que les Nations Unies, comme conséquence du processus de mondialisation, jouent un rôle militaire croissant non sans danger. Une fois de plus, on compromet la souveraineté et l'autodétermination des peuples par la manipulation des concepts de paix et de solidarité internationale.

Mais laissons les questions de la paix pour une autre occasion et regardons d'un peu plus près les droits de l'homme qui, comme nous le savons tous, ne se limitent pas à des questions de conscience, de liberté politique et d'expression. La protection de ces droits ne se réduit pas non plus à éviter la persécution, l'emprisonnement et la mort des citoyens en raison de leurs différends avec un régime donné. En d'autres termes, ils ne se circonscrivent pas à la défense des personnes face à la violence physique directe que l'on pourrait exercer contre elles. Il y a, sur ce point, une grande confusion et beaucoup de travail désordonné, mais certaines idées de base ont pris forme dans la déclaration.

Les autres droits de l'homme

L'article 2-1 dit : « Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation »

Et certains des droits proclamés sont les suivants :

Article 23-1 « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ».

Article 25-1 « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».

Les articles souscrits par les États membres se basent sur la conception de l'égalité et de l'universalité des droits de l'homme. Des conditions telles que : « ...ces droits seront respectés dans la mesure où ils ne perturbent pas les variables macro-économiques » ou « ...les droits mentionnés seront respectés quand on arrivera à

une société d'abondance » ne sont ni dans l'esprit ni dans la lettre de la Déclaration. Cependant, on pourrait changer le sens de ce qui a été exposé en faisant référence à l'article 22 :

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays ».

Dans la phrase « ...compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays », l'exercice effectif des droits se dilue et cela nous amène directement à la discussion des modèles économiques.

Supposons qu'un pays suffisamment organisé et disposant de ressources passe tout à coup à un système économique de libre échange. Dans une telle situation, l'État tendra à être un simple "administrateur" tandis que l'entreprise privée se préoccupera de développer ses propres affaires. Les budgets de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale seront progressivement réduits. L'État cessera de faire de "l'assistanat" et n'aura donc pas la responsabilité de la situation. L'entreprise privée n'aura pas non plus à prendre en charge les problèmes étant donné que les lois qui pourraient l'obliger à protéger de tels droits seront modifiées. L'entreprise aura encore des conflits avec les régulations portant sur l'hygiène et les conditions de sécurité. Mais l'idée et la mise en pratique du sauvetage de la santé par sa privatisation mettra l'entreprise en situation de remplir le vide laissé lors de l'étape de transition précédente. Ce schéma se répétera dans tous les domaines à mesure que progressera la privatisation, qui s'appliquera à offrir des services efficaces à qui pourra les payer. Ainsi, 20% de la population verra ses nécessités couvertes. Qui alors défendra les droits de l'homme dans leur conception universelle et égalitaire si ceux-ci s'appliquaient « ...compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays » ? Parce qu'il est clair que « plus l'État sera réduit, plus prospère sera l'économie de ce pays » selon ce qu'expliquent les défenseurs de cette idéologie. Dans ce type de discours, rapidement, on passera de la déclamation idyllique sur "l'abondance générale" à l'explication brutale qui, avec un caractère d'ultimatum, se présentera approximativement en ces termes :

« Si les lois limitent le capital, celui-ci quittera le pays, les investissements ne viendront pas, il n'y aura pas de prêts internationaux ni de refinancement de dettes contractées précédemment. Alors, les exportations et la production diminueront et, en définitive, on compromettra l'ordre social ».

Ainsi, en toute simplicité, sera exposé un des nombreux schémas d'extorsion. Nous avons déduit ces commentaires à partir de la situation d'un pays ayant des ressources suffisantes lors de son passage à l'économie de libre échange. Il est alors facile d'imaginer l'aggravation des conditions si le pays en question ne remplit pas les conditions de base d'organisation et de ressources. De la même façon qu'est en train de s'établir le nouvel ordre mondial et en raison de l'interdépendance économique dans tous les pays (riches et pauvres), le capital portera atteinte à la conception universelle et égalitaire des droits de l'homme.

Ce discours ne peut être exposé dans les termes strictement grammaticaux de l'article 22 parce que dans celui-ci (et dans toute la Déclaration des Droits de l'Homme), on ne met pas au-dessus des personnes une valorisation économique qui relativise leurs droits. Il n'est pas non plus légitime d'introduire des arguments tangentiels en expliquant que l'économie étant la base du développement social, il faut dédier tous les efforts aux variables macro-économiques pour qu'une fois

l'abondance obtenue, on puisse s'occuper des droits de l'homme. C'est aussi maladroitement linéaire que de dire : « Étant donné que la société est soumise à la loi de la gravité, il est nécessaire de se consacrer à ce problème, et quand il sera résolu, nous parlerons des droits de l'homme ». Dans une société saine, il ne vient pas à l'idée des citoyens de construire sur des ravins instables, étant donné que ce qui conditionne la gravité leur paraît évidente. De la même façon, tout le monde sait parfaitement ce qui conditionne l'économie et l'importance de la résoudre correctement en fonction de la vie humaine. De toute façon, ces digressions ne sont pas liées au sujet central qui nous occupe.

La question des droits de l'homme ne se réduit pas à ces dernières questions de travail, de rémunération et d'assistance comme, en leur temps, elle ne fut pas non plus limitée aux milieux de l'expression politique et de la liberté de conscience. Nous avons mis en avant certains défauts dans la rédaction de la déclaration, mais même ainsi, nous devons convenir qu'il suffirait d'une application scrupuleuse de ces articles de la part de tous les gouvernements, pour que ce monde fasse l'expérience d'un changement positif d'une grande importance.

L'universalité des droits de l'homme et la thèse culturelle

Il existe diverses conceptions de l'être humain et cette variété de points de vue a souvent pour fondement les différentes cultures d'où l'on observe la réalité. Ce dont nous parlons touche globalement la thèse des droits de l'homme. En effet, face à l'idée d'universalité de l'être humain, ayant les mêmes droits et les mêmes fonctions dans toutes les sociétés, surgit aujourd'hui la thèse "culturelle", qui défend une position différente. Ainsi, les gens qui soutiennent cette position considèrent que les supposés droits universels de l'homme ne sont autres que la généralisation du point de vue que soutient l'Occident et qui se prétend d'une validité universelle, ce qui est injustifié. Prenons par exemple l'article 16-1 :

« À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution » ;

16-2 : « Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux » ;

16-3 : « La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État ».

Ces trois alinéas de l'article 16 posent de nombreux problèmes d'interprétation et d'application à de nombreuses cultures, depuis le Moyen-Orient et l'Orient en passant par l'Asie et l'Afrique. C'est-à-dire qu'ils posent des problèmes à la plus grande partie de l'Humanité. Dans ce monde aussi étendu et varié, ni le mariage, ni à fortiori la famille, ne coïncident avec les paramètres qui semblaient si "naturels" à l'Occident. Par conséquent, ces institutions et les droits de l'homme universels se référant à elles, sont remis en question. Il se produit la même chose si nous considérons la conception du droit en général et de la justice et si nous confrontons les idées de punition du délinquant avec celles de réhabilitation de celui-ci ; questions sur lesquelles il n'y a pas encore d'accord entre les pays du même contexte culturel occidental. Soutenir comme valable pour toute l'humanité le point de vue de sa propre culture, amène à des situations franchement grotesques. Ainsi, aux États-Unis, on considère comme une atteinte aux droits universels de l'homme, l'amputation légale de la main du voleur, qui est pratiquée dans certains pays arabes, alors que l'on discute académiquement ce qui est plus humain entre le gaz cyanhydrique, la décharge de 2 mille volts, l'injection létale, la

pendaison ou autre délice macabre de la peine capitale. Mais il est clair aussi que dans ce pays, une grande partie de la société réproouve la peine de mort, et de même, en d'autres lieux, nombreux sont les différents détracteurs des punitions physiques envers les accusés. L'Occident lui-même, entraîné par le changement des us et coutumes, se voit en situation embarrassante au moment de soutenir son idée traditionnelle de la famille "naturelle". Une famille peut-elle exister aujourd'hui avec des enfants adoptifs ? Bien sûr que oui. Est-ce qu'une famille peut exister dans laquelle le couple est constitué par des membres du même sexe ? Certaines législations l'admettent déjà. Qu'est-ce qui définit alors la famille, son caractère "naturel" ou l'engagement volontaire d'accomplir des fonctions déterminées ? Selon quels arguments la monogamie de certaines cultures supplanterait-elle la polygamie ou la polyandrie d'autres cultures ? Si tel est l'état de la discussion, peut-on encore parler d'un droit universellement applicable à la famille ? Quels seront et quels ne seront pas les droits de l'homme qui devront être défendus dans cette institution ? Clairement, la dialectique entre la thèse universaliste (peu universelle dans sa propre zone) et la thèse culturelle, ne peut se résoudre dans le cas de la famille (que j'ai pris comme exemple parmi les nombreux possibles), et j'ai bien peur que cela ne puisse pas non plus se résoudre dans d'autres domaines de l'activité sociale.

Disons-le une fois pour toutes : ici est en jeu la conception globale de l'être humain, insuffisamment fondée par toutes les parties en lutte. La nécessité d'une telle conception est évidente parce que ni le droit en général, ni les droits de l'homme en particulier ne pourront prévaloir si l'on ne précise pas leur signification la plus profonde. Ce n'est plus le moment de se poser dans l'abstrait les questions plus générales du droit. Ou il s'agit de droits qui, pour être effectifs, dépendent du pouvoir établi, ou il s'agit de droits comme aspiration à accomplir. Nous en avons parlé à une autre occasion (Humaniser la terre, « Le paysage humain », dans le chapitre sur la loi) :

« Des gens à l'esprit pratique ne se sont pas égarés dans des élaborations théoriques et ont déclaré que la loi est nécessaire pour que la cohabitation sociale existe. On a également affirmé que la loi est faite pour défendre les intérêts de ceux qui l'imposent. Il semble que la situation préalable au pouvoir installe une loi déterminée, qui, à son tour, légalise le pouvoir. Ainsi, le thème central est le pouvoir en tant qu'intention imposée, qu'elle soit ou non acceptée. On dit que la force n'engendre pas de droits ; ce contresens peut être accepté si l'on considère la force comme un fait physique brutal, alors qu'en réalité la force (économique, politique, etc.) n'a pas besoin d'être exposée de façon perceptuelle pour être présente et imposer le respect. D'autre part, même la force physique (celle des armes, par exemple) qui prend la forme de menace brutale, impose ou contrôle de façon co-présente des situations qui sont légalement justifiées. Et nous ne devons pas ignorer que l'usage des armes, dans l'une ou l'autre direction, dépend de l'intention humaine et non d'un droit... »

Et plus loin : « Celui qui viole une loi ignore une situation imposée dans le présent, exposant sa temporalité (son avenir) aux décisions d'autres personnes. Il est vrai que ce "présent" dans lequel la loi commence à entrer en vigueur a des racines dans le passé. La coutume, la morale, la religion ou le consensus social sont les sources habituellement invoquées pour justifier l'existence de la loi. Chacune d'elles, à son tour, dépend du pouvoir qui l'a imposée. Et ces sources sont révisées quand le pouvoir qui leur donna naissance, a déchu ou s'est transformé au point que le maintien de l'ordre juridique précédent entre en conflit avec ce qui est "raisonnable", avec le "sens commun", etc. Quand le législateur change une loi ou lorsqu'un ensemble de représentants du peuple change la charte fondamentale d'un pays, en apparence la loi n'est pas violée car ceux qui agissent ne s'exposent pas aux décisions des autres : ils tiennent en main le pouvoir ou agissent en tant

que représentants d'un pouvoir. Dans ces situations, il est évident que le pouvoir engendre des droits et des obligations et non l'inverse ».

Terminons par la citation : « Les droits de l'homme ne sont pas en vigueur universellement, comme il serait souhaitable, parce qu'ils ne dépendent pas du pouvoir universel de l'être humain mais du pouvoir d'une partie sur le tout. Et si les plus élémentaires demandes à disposer de son propre corps sont piétinées sous toutes les latitudes, alors nous pouvons seulement parler d'aspirations que l'on devra transformer en droits. Les droits de l'homme n'appartiennent pas au passé, ils sont là-bas dans le futur, aspirant l'intentionnalité, nourrissant une lutte qui se ravive à chaque nouvelle violation du destin de l'homme. Par conséquent, toute réclamation qui se fait en leur faveur a un sens, parce qu'elle montre aux pouvoirs actuels qu'ils ne sont pas tout-puissants et qu'ils n'ont pas le contrôle du futur. »

Il n'est pas nécessaire de revenir sur notre conception générale de l'être humain, ni de réaffirmer que la reconnaissance que nous faisons des diverses réalités culturelles n'invalide pas l'existence d'une structure humaine commune en devenir historique et en direction convergente. La lutte pour l'établissement d'une nation humaine universelle est aussi la lutte, depuis chaque culture, pour l'application de droits de l'homme de plus en plus précis. Si, dans une culture, tout à coup, on méconnaît le droit à la vie pleine et à la liberté, en mettant au-dessus de l'être humain d'autres valeurs, c'est parce que là, quelque chose s'est dévié, quelque chose est en divergence avec le destin commun, et alors l'expression de cette culture sur ce point précis doit être clairement réprouvée. Il est vrai que les formulations des droits de l'homme sont imparfaites mais c'est, pour le moment, l'unique chose que nous ayons entre nos mains à défendre et à perfectionner. Ces droits, aujourd'hui considérés comme de simples aspirations, ne peuvent être complètement en vigueur étant donné les pouvoirs établis. La lutte pour la pleine entrée en vigueur des droits de l'homme amène nécessairement à la remise en question des pouvoirs actuels en orientant l'action vers la substitution de ceux-ci par les pouvoirs d'une nouvelle société humaine.

Recevez, avec cette lettre, un grand salut.

21 novembre 1993

DIXIÈME LETTRE À MES AMIS

Chers amis,

Vers où vont les événements actuels ? Les optimistes pensent que nous allons vers une société mondiale d'abondance dans laquelle les problèmes sociaux seront résolus ; une sorte de paradis sur Terre. Les pessimistes estiment que les symptômes actuels montrent une maladie croissante des institutions, des groupes humains et même du système démographique et écologique global ; une sorte d'enfer sur Terre. Ceux qui relativisent la mécanique historique subordonnent tout au comportement que nous adoptons à l'heure actuelle ; le ciel ou l'enfer dépendront de notre action. Bien entendu, il y a ceux qui ne s'intéressent absolument pas à ce qui pourrait arriver à d'autres, n'étant intéressés que par leur propre personne.

Parmi tant d'opinions, nous nous intéressons à celle dont le futur dépend de ce que nous allons faire aujourd'hui. Cependant, même dans cette optique, il existe des différences de critères. Certains disent : puisque cette crise a été provoquée par la voracité de la banque et des compagnies multinationales, celles-ci, arrivées à un point dangereux pour leurs intérêts, mettront en marche des mécanismes de récupération, comme cela s'est produit en d'autres occasions. En matière d'action, ils favorisent l'adaptation graduelle aux processus de reconversion du capitalisme pour le bénéfice des majorités. D'autres, en revanche, signalent qu'il n'est pas question que toute la situation dépende de la volonté d'une minorité ; il s'agit par conséquent de manifester la volonté des majorités par l'action politique et l'éclaircissement du peuple, escroqué par le schéma dominant. Selon eux, un moment de crise générale du système surgira, et cette situation devra être utilisée pour la cause de la révolution. Et puis il y a ceux qui soutiennent que le capital, ainsi que le travail, les cultures, les pays, les formes d'organisation, les expressions artistiques et religieuses, les groupes humains et même les individus, sont enchevêtrés dans un processus d'accélération technologique et de déstructuration qu'ils ne contrôlent pas. Il s'agit d'un long processus historique qui se manifeste aujourd'hui sous forme d'une crise mondiale et qui affecte tous les schémas politiques et économiques ; cependant, ni la désorganisation générale ni la reprise générale ne dépendent de ces schémas. Les défenseurs de cette vision structurelle insistent sur la nécessité de forger une compréhension globale de ces phénomènes, en même temps que d'agir dans les domaines sociaux, personnels et de groupe. Au vu des interconnexions du monde, ils ne préconisent pas une réussite graduelle qui serait adoptée socialement avec le temps ; ils essaient plutôt de générer une série "d'effets de démonstration" suffisamment énergiques pour produire une inflexion générale du processus. En conséquence, ils encouragent la capacité constructive de l'être humain à entreprendre la transformation des relations économiques, modifier les institutions et lutter sans repos pour désamorcer tous les facteurs qui sont en train de provoquer une involution sans retour. Pour notre part, nous adhérons à cette dernière position. Il est clair que celle-ci, tout comme les précédentes, a été simplifiée ; de plus, de multiples variantes dérivant de chacune d'elles, ont été éludées.

La déstructuration et ses limites

Il est pertinent de souligner les limites de la déstructuration politique tout en considérant que, tant qu'elle ne parviendra pas à la base sociale et à l'individu, elle ne s'arrêtera pas. Donnons des exemples. Dans certains pays, la perte du pouvoir politique centralisé est plus évidente que dans d'autres. Avec le renforcement des autonomies ou de la pression des courants sécessionnistes, divers groupes

d'intérêts ou de simples opportunistes souhaiteraient stopper le processus exactement là où le contrôle de la situation resterait entre leurs mains. En accord avec ces aspirations, le canton qui a fait sécession, ou la nouvelle république séparée du pays antérieur, ou encore l'autonomie affranchie du pouvoir central, devraient pouvoir perdurer en tant que nouvelles structures organisationnelles. Mais il se trouve que ces pouvoirs commencent à être remis en question par les micro-régions, les municipalités ou les communes, les comtés, etc. On a beau invoquer le prétexte d'une langue commune, d'un folklore commun ou d'une impondérable "collectivité historique et culturelle", nul ne voit pour quelles raisons une autonomie libérée du pouvoir central devrait, à son tour, centraliser le pouvoir vis-à-vis d'unités mineures car, finalement, quand il s'agit de recouvrement fiscal et de finances, le folklore n'a d'importance que pour le tourisme et les sociétés d'édition de disques. Dans le cas où les municipalités s'émanciperaient du pouvoir autonome, les quartiers appliqueraient la même logique et ainsi cette fragmentation en chaîne continuerait inexorablement jusqu'entre voisins qui vivent séparés par une rue. Quelqu'un pourrait dire :

« Pourquoi, nous qui vivons de ce côté, devrions-nous payer les mêmes impôts que ceux qui vivent de l'autre côté ? Nous avons un niveau de vie plus élevé et nos impôts vont régler les problèmes de ces gens-là qui ne veulent pas faire d'efforts pour progresser. Il vaut mieux que chacun se débrouille avec ses problèmes ».

Bien évidemment, dans chaque maison du voisinage, on pourrait entendre les mêmes inquiétudes, et personne ne pourrait stopper ce processus mécanique exactement à l'endroit qui l'intéresse. C'est-à-dire que tout cela ne s'arrêterait pas à une simple étape de féodalisation de style médiéval, celle-ci étant produite par des populations réduites et distantes, et par des relations d'échanges sporadiques à travers des voies de communication contrôlées par les fiefs en lutte ou par des bandes prélevant un péage. La situation n'est pas semblable à celle d'autres époques en termes de production, de consommation, de technologie, de communication, de densité démographique, etc..

D'autre part, les régions économiques et les marchés communs ont tendance à absorber le pouvoir décisionnel des anciens pays. Dans une région donnée, les autonomies pourraient éluder l'ancienne unité nationale, mais les municipalités ou les groupements de municipalités auraient tendance à sauter par dessus les anciens niveaux administratifs et à demander leur inclusion dans la nouvelle superstructure régionale, en réclamant leur participation de membre de plein droit. Les autonomies, ou municipalités ou groupements de municipalités, qui auraient un grand potentiel économique pourraient être considérés sérieusement par l'unité régionale.

Rien n'exclut que, dans la guerre économique entre les différents blocs régionaux, certains pays membres commencent à établir des relations "bilatérales" ou "multilatérales" en échappant à l'orbite du marché régional dans lequel ils sont inclus. Pourquoi l'Angleterre, par exemple, n'établirait-elle pas des relations plus étroites avec l'ALENA d'Amérique du Nord, parvenant au début à des situations d'exceptions auprès de la CEE et obtenant ensuite l'accord pour poursuivre les affaires ? Qu'est-ce qui l'empêcherait de s'inclure dans ce nouveau marché régional en abandonnant la CEE ? Et si le Canada entrait dans un processus de sécession, qu'est-ce qui empêcherait le Québec de commencer des négociations à l'extérieur de la région de l'ALENA ? En Amérique du Sud, des organisations comme l'ALALC ou le Pacte andin ne pourraient plus exister - si la Colombie et le Chili commençaient à intégrer leurs économies en vue de participer à l'ALENA - face à un MERCOSUR qui se verrait affecté par d'éventuelles sécessions au Brésil. D'autre part, si la Turquie, l'Algérie et d'autres pays du sud de la Méditerranée, négociaient leur inclusion à la CEE, les pays exclus renforceraient leur rapprochement mutuel

pour négocier, en tant qu'ensemble, avec d'autres zones géographiques. Et que se passerait-il, dans le contexte des blocs régionaux tels qu'ils se présentent aujourd'hui - avec des puissances comme la Chine, la Russie et l'Europe de l'Est - étant données leurs rapides transformations centrifuges ?

Il est probable que les choses ne se développent pas comme dans les exemples cités ; mais la tendance à la régionalisation peut prendre des chemins inattendus et produire un schéma bien différent de celui qui est en vigueur aujourd'hui sur la base de la contiguïté géographique et, par conséquent, sur la base du banal préjugé géopolitique. De sorte qu'un nouveau désordre peut se produire à l'intérieur de schémas récents qui ont comme objectif, non seulement l'union économique, mais aussi une finalité de bloc politique et militaire. Et comme, en définitive, ce sera le grand capital qui décidera de la meilleure évolution de ses affaires, personne ne devrait se fier aux cartes régionales ordonnées selon la contiguïté géographique, dans laquelle la route, la voie ferrée et les liaisons radiales ont joué un rôle majeur ; ces cartes ont tendance aujourd'hui à être redessinées par le trafic aérien et maritime à grande échelle, ainsi que par la communication mondiale par satellite. Déjà, à l'époque du colonialisme, la contiguïté géographique fut remplacée par un échiquier des grands puissances, s'étendant au-delà des océans, dont le déclin s'amorça avec les deux conflits mondiaux. Pour certains, l'arrangement actuel ramène le problème à des étapes pré-coloniales, laissant croire qu'une région économique doit être organisée selon un continuum spatial sur lequel ils projettent leur nationalisme particulier vers une espèce de "nationalisme" régional.

En conclusion, nous disons que les limites de la déstructuration ne sont pas dues, en particulier, aux nouveaux pays émancipés ou aux autonomies affranchies d'un pouvoir central, et qu'elles ne sont pas dues non plus, en général, à des régions économiques organisées sur la base de la contiguïté géographique. Les limites minimales de la déstructuration sont en train d'atteindre le simple voisinage et l'individu, et les limites maximales, la communauté mondiale.

Quelques champs importants dans le phénomène de la déstructuration

Parmi de nombreux champs de déstructuration, je voudrais en retenir trois : les champs politique, religieux et générationnel.

Il est clair que les partis occuperont en alternance le pouvoir d'État - déjà bien réduit - ressurgissant en tant que "droites", "centres" et "gauches". De nombreuses "surprises" ont et auront lieu, nous obligeant à constater que des forces considérées comme disparues émergent de nouveau, et que des groupements et lignes politiques intronisés depuis des décennies se dissolvent au milieu du discrédit général. Cela n'est pas nouveau dans le jeu politique. Ce qui est réellement original, c'est que des tendances supposées opposées pourront se succéder sans modifier le moins du monde le processus déstructurateur qui, d'ailleurs, les affectera elles-mêmes. Et s'agissant des propositions, du langage et du style politiques, nous pourrions assister à un syncrétisme général dans lequel les profils idéologiques seront de plus en plus confus. Face à une lutte de slogans et de formes vides, le citoyen moyen s'éloignera progressivement de toute participation pour se concentrer sur ce qu'il y a de plus perceptible et de plus immédiat. Mais le mécontentement social se fera sentir de façon croissante sous forme de spontanéisme, de désobéissance civile, de débordements et d'apparition de phénomènes psychosociaux de croissance explosive. C'est à ce stade qu'apparaîtra dangereusement le néo-irrationalisme, qui pourra prévaloir, brandissant comme étendard de combat des formes d'intolérance. Dans ce sens, il

est clair que si un pouvoir central essaie d'asphyxier les revendications indépendantistes, les positions tendront à se radicaliser, entraînant les groupements politiques vers leur propre sphère. Quel parti pourra rester indifférent - au risque de perdre son influence - si la violence éclate en un point, mue par la question territoriale, ethnique, religieuse ou culturelle ? Les courants politiques devront prendre position comme c'est le cas aujourd'hui dans divers pays d'Afrique (18 points de conflits), d'Amérique (Brésil, Canada, Guatemala et Nicaragua, outre les revendications des collectivités indigènes de l'Equateur et d'autres pays d'Amérique du Sud et sans parler de l'aggravation du problème racial aux États-Unis), d'Asie (10 points de conflits, en comptant le conflit sino-tibétain mais sans tenir compte des différences inter-cantonales qui sont en train de surgir à l'intérieur de toute la Chine), d'Asie du Sud et du Pacifique (12 points de conflits, en incluant les revendications des collectivités autochtones d'Australie) d'Europe occidentale (16 points de conflits) ; d'Europe orientale (4 points de conflits, en considérant la République tchèque et la Slovaquie ainsi que l'ex-Yougoslavie, Chypre et l'ex-Union soviétique comme un seul conflit pour chacune, sachant qu'en considérant divers pays des Balkans et de l'ex-Union soviétique qui ont des difficultés inter-ethniques et frontalières dans plus de 20 républiques réparties au-delà de l'Europe orientale, les conflits peuvent s'élever à 30), d'Orient et Moyen-Orient (9 points de conflits).

Les hommes politiques devront aussi se faire l'écho de la radicalisation dont les religions traditionnelles font l'expérience, comme cela se produit entre musulmans et hindouistes en Inde et au Pakistan, entre musulmans et chrétiens dans l'ex-Yougoslavie et au Liban, entre hindouistes et bouddhistes au Sri Lanka. Ils devront intervenir dans les luttes entre sectes à l'intérieur d'une même religion, comme cela se produit dans la zone d'influence de l'Islam entre sunnites et chiites, et dans la zone d'influence chrétienne entre catholiques et protestants. Ils devront participer à la persécution religieuse qui a commencé en Occident à travers la presse et l'instauration de lois limitant la liberté de culte et de conscience. Il est évident que les religions traditionnelles tendront à traquer les nouvelles formes religieuses qui sont en train de se réveiller dans le monde entier. Selon les bien-pensants, supposés athées mais objectivement alliés de la secte dominante, le harcèlement des nouveaux groupes religieux « ...ne constitue pas une limitation à la liberté de pensée, mais une protection de la liberté de conscience qui se voit assaillie par le lavage de cerveau des nouveaux cultes qui, par ailleurs, portent atteinte aux valeurs traditionnelles, à la culture et au style de vie de la civilisation ».

Ainsi, des hommes politiques, étrangers à la question religieuse, commencent à prendre parti dans cette orgie de chasse aux sorcières car ils devinent, entre autres, la popularité massive que commencent à obtenir ces nouvelles expressions de foi au tréfonds révolutionnaire. Ils ne pourront plus dire, comme au XIXe siècle, « la religion est l'opium du peuple » ; ils ne pourront plus parler de l'isolement endormi des multitudes et des individus alors que les masses musulmanes proclament l'instauration de républiques islamiques ; alors qu'au Japon (depuis l'effondrement de la religion nationale Shintô à la fin de la Seconde Guerre mondiale) le bouddhisme provoque la prise du pouvoir par le Komeito ; alors que l'Eglise catholique tend à former de nouveaux courants politiques à la suite de la détérioration du social-christianisme et du tiers-mondisme en Amérique latine et en Afrique. En tout cas, les philosophes athées des temps nouveaux devront changer les termes et remplacer dans leurs discours "l'opium du peuple" par "l'amphétamine du peuple".

Les dirigeants devront préciser leur position face à une jeunesse qui prend les caractéristiques de "groupes à risque majeur" parce qu'on lui attribue de dangereuses tendances à la drogue, à la violence et à l'incommunication. Ces

dirigeants, qui s'obstinent à ignorer les racines profondes de tels problèmes, ne sont pas en situation de donner des réponses adéquates, que ce soit au moyen de la participation politique, du culte traditionnel ou des offes que fait une civilisation décadente manipulée par l'argent. Pendant ce temps, on facilite la destruction psychique de toute une génération et l'émergence de nouveaux pouvoirs économiques qui prospèrent vilement aux dépens de l'angoisse et de l'abandon psychologique de millions d'êtres humains. Beaucoup se demandent maintenant à quoi est due l'augmentation de la violence chez les jeunes, comme si les vieilles générations et celle qui détient le pouvoir actuellement n'étaient pas celles qui ont perfectionné une violence systématique, en profitant même des progrès de la science et de la technologie pour rendre leurs manipulations plus efficaces. Quelques-uns soulignent un certain "autisme" des jeunes ; en tenant compte de cette appréciation, on pourrait établir des relations entre le prolongement de la durée de vie des adultes et la durée de plus en plus longue de la formation requise pour que les jeunes dépassent le seuil de l'exclusion. Cette explication est perspicace, mais insuffisante, pour comprendre des processus plus amples. Ce que l'on observe, c'est que la dialectique générationnelle, moteur de l'histoire, est restée provisoirement bloquée et, de ce fait, un dangereux abîme s'est ouvert entre deux mondes. Il est ici opportun de rappeler que, lorsque quelque penseur alertait ses contemporains, il y a plusieurs décennies, sur les tendances qui, aujourd'hui, s'expriment comme de réels problèmes, les mandarins et leurs formateurs d'opinion, pour toute réponse, criaient hypocritement au scandale, accusant un tel discours de promouvoir la guerre générationnelle. En ces temps, une puissante force juvénile qui aurait dû exprimer l'avènement d'un phénomène nouveau, mais aussi la continuation créative du processus historique, fut déviée vers les exigences diffuses des années soixante et poussée vers une guérilla sans issue dans différents points du monde. Si l'on prétend aujourd'hui canaliser le désespoir des nouvelles générations dans le tumulte musical et les stades de football, en limitant leurs revendications aux proclamations innocentes figurant sur les tee-shirts et les posters, il y aura de nouveaux problèmes. Une telle situation d'asphyxie crée des conditions cathartiques irrationnelles aptes à être canalisées par les fascistes, les autoritaires et les violents de tout type. Ce n'est pas en semant la méfiance envers les jeunes ou en soupçonnant dans chaque enfant un criminel en puissance que l'on pourra établir le dialogue. Pour le reste, personne ne montre d'enthousiasme particulier à faire participer les nouvelles générations aux moyens de communication sociaux ! Personne n'est prêt à discuter publiquement de ces problèmes, à moins qu'il ne s'agisse de "jeunes exemplaires" qui reproduisent la thématique politicienne sur fond de musique rock, ou se vouent, dans un esprit boy-scout, à nettoyer des pingouins englués de pétrole, sans remettre en question le grand capital, promoteur du désastre écologique ! J'ai bien peur que n'importe quelle organisation authentiquement juvénile - fût-elle estudiantine, professionnelle, artistique ou religieuse - ne soit soupçonnée des pires desseins si elle n'est pas parrainée par un syndicat, un parti, une fondation ou une église. Suite à tant de manipulations, il faudra continuer à se demander pourquoi les jeunes n'adhèrent pas aux merveilleuses propositions du pouvoir établi, et il faudra continuer de répondre que les études, le travail et le sport maintiennent occupés les futurs bons citoyens. Dans une telle situation, nul ne devrait se préoccuper du manque de "responsabilité" de gens si affairés. Mais si le chômage continue à progresser, si la récession devient chronique, si le désarroi s'étend de toutes parts, nous verrons en quoi se transformera la non-participation d'aujourd'hui. Pour différentes raisons (guerres, famines, chômage, fatigue morale), la dialectique générationnelle s'est déstructurée, produisant ce silence de deux longues décennies, cette tranquillité qui tend maintenant à être ébranlée par un cri et par une action déchirante sans futur.

Suite à tout ce qui vient d'être dit, il semble clair que personne ne pourra orienter raisonnablement les processus d'un monde qui se dissout. Cette dissolution est tragique, mais elle jette aussi la lumière sur la naissance d'une nouvelle civilisation, la civilisation mondiale. S'il en est ainsi, une certaine forme de mentalité collective doit être en train de se désintégrer en même temps qu'une nouvelle façon de prendre conscience du monde émerge. Sur ce point, je voudrais reprendre ici ce que je disais dans ma première lettre :

« ...Une sensibilité est en train de naître correspondant aux temps nouveaux. C'est une sensibilité qui capte le monde comme une globalité et qui signale que les difficultés des gens, où qu'ils soient, finissent par en impliquer d'autres, même s'ils se trouvent très loin d'eux. Les communications, l'échange de biens et le déplacement rapide de grands contingents humains d'un point à un autre, mettent ce processus de mondialisation croissante en évidence. De nouveaux critères d'action surgissent aussi, lorsqu'on comprend la globalité de nombreux problèmes, en prenant conscience que la tâche de ceux qui veulent un monde meilleur sera effective si on la développe à partir du milieu dans lequel on a une certaine influence. A la différence d'autres époques pleines de phrases creuses, avec lesquelles on cherchait la reconnaissance extérieure, aujourd'hui on commence à valoriser le travail humble et senti, à travers lequel on ne prétend pas faire grandir sa propre image mais se changer soi-même et aider son entourage familial, professionnel et amical à le faire également. Ceux qui aiment réellement les gens ne méprisent pas cette tâche sans bruit, incompréhensible en revanche pour n'importe quel opportuniste formé dans l'ancien paysage des leaders et de la masse, paysage dans lequel il a appris à utiliser les autres pour se propulser vers le sommet social. Quand quelqu'un vérifie que l'individualisme schizophrénique n'a plus d'issue et qu'il communique ouvertement à tous ceux qu'il connaît ce qu'il pense et ce qu'il fait, sans la peur ridicule de n'être pas compris ; quand il s'approche des autres ; quand il s'intéresse à chacun et non à une masse anonyme ; quand il favorise l'échange d'idées et la réalisation de travaux communs ; quand il expose clairement la nécessité de multiplier cette tâche de rétablir des liens dans un tissu social détruit par d'autres ; quand il sent que même la personne la plus "insignifiante" a une qualité humaine supérieure à n'importe quel scélérat placé au sommet de la conjoncture... quand arrive tout cela, c'est qu'à l'intérieur de cette personne commence à parler de nouveau le destin qui a fait bouger les peuples dans leur meilleure direction évolutive. Ce destin, tant de fois dévié et tant de fois oublié, mais toujours retrouvé dans les tournants de l'histoire. Non seulement on devine une sensibilité nouvelle et une nouvelle façon d'agir, mais en plus une nouvelle attitude morale et une nouvelle disposition tactique face à la vie. »

Des centaines de milliers de personnes dans le monde entier adhèrent aujourd'hui aux idées présentées dans le Document Humaniste. Il y a les communistes-humanistes, les socio-humanistes, les écologistes-humanistes qui, sans renoncer à leur bannière, font un pas vers le futur. Il y a ceux qui luttent pour la paix, les droits de l'homme et la non-discrimination. Bien sûr, il y a les athées et les gens qui ont foi dans l'être humain et dans sa transcendance. Tous ont en commun une passion pour la justice sociale, un idéal de fraternité humaine sur la base de la convergence de la diversité, une disposition à sauter par-dessus tout type de préjugé, une personnalité cohérente dans laquelle la vie personnelle n'est pas séparée de la lutte pour un monde nouveau.

L'action ponctuelle

Il y a encore des militants politiques qui s'inquiètent de savoir qui sera premier ministre, président, sénateur ou député. Il est possible qu'ils ne comprennent pas vers quelle déstructuration nous allons et le peu de signification des "hiérarchies"

mentionnées par rapport à la transformation sociale. Dans plus d'un cas, l'inquiétude sera aussi liée à la situation personnelle de soi-disant militants préoccupés par leur position dans le milieu des affaires politiques. La question, en tous cas, est de comprendre comment ordonner les conflits par ordre de priorité dans les lieux où chacun vit sa vie quotidienne, et comment organiser des fronts d'action appropriés sur la base de ces conflits. En tous cas, on doit clarifier les caractéristiques que doivent avoir les commissions de base de travailleurs et d'étudiants, les centres de communication directe et les réseaux de conseils de voisinage, ainsi que ce qu'il faut faire pour permettre la participation de toutes les organisations, aussi petites soient-elles, par lesquelles pourraient s'exprimer le travail, la culture, le sport et la religiosité populaire. Il convient ici de préciser que lorsque nous nous référons au milieu immédiat des personnes, composé de compagnons de travail, de parents et d'amis, nous devons mentionner particulièrement les lieux dans lesquels se produisent ces relations.

En termes d'espace, l'unité d'action minimale est le voisinage où l'on perçoit tout conflit bien que ses racines en soient très éloignées. Un centre de communication directe est un lieu de voisinage où doit être discuté tout problème économique et social, tout problème de santé, d'éducation et de qualité de vie. La préoccupation politique consiste à mettre la priorité sur ce voisinage avant la municipalité, le canton, la province, la région autonome ou le pays. En vérité, bien avant que ne se forment les pays, existaient des personnes rassemblées en groupes humains qui, en s'enracinant, devinrent des voisins. Ensuite, à mesure que se construisirent des superstructures administratives, on leur arracha leur autonomie et leur pouvoir. C'est de ces habitants-là, de ces voisins, que découle la légitimité d'un ordre donné et c'est de là que doit émerger la représentativité d'une démocratie réelle. La municipalité doit être aux mains des unités de voisinage. S'il en est ainsi, on ne peut se proposer comme objectif de placer des députés et des représentants de différents niveaux, comme cela se produit dans la politique des coupes ; au contraire, cette disposition doit être la conséquence du travail de la base sociale organisée. Le concept "d'unité de voisinage" est valable autant pour une population étendue que pour une population concentrée dans des quartiers ou dans de grands immeubles. Les unités de voisinage, connectées, doivent décider de la situation d'une commune donnée et cette commune ne peut, inversement, dépendre des décisions d'une superstructure qui dicte ses ordres. Lorsque ces unités de voisinage seront en mesure de mettre en marche un plan humaniste d'action municipale et que cette municipalité ou cette commune sera en mesure d'organiser sa démocratie réelle, "l'effet de démonstration" se fera sentir bien au-delà des limites de ce bastion. Il ne s'agit pas de proposer une démarche graduelle qui doive gagner du terrain jusqu'à atteindre tous les recoins d'un pays, mais de montrer par la pratique qu'un nouveau système est en train de fonctionner dans un lieu donné. Les problèmes de détails soulevés par ce qui précède sont nombreux, mais les traiter dans cet écrit paraît excessif.

Recevez, avec cette dernière lettre, un grand salut.

15 décembre 1993